

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE N° 1334 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - VENDREDI 25 DÉCEMBRE 1987

Le Zimbabwe n'est plus un modèle

N'y a-t-il place en Afrique noire que pour des régimes musclés ? L'année s'achève avec la levée définitive des illusions d'un moment entretenant au sujet de l'évolution du Zimbabwe. Quand elle s'écroule à l'indépendance, en 1980, l'ancienne Rhodésie du Sud était dotée d'une Constitution prévoyant la multipartisme et un certain équilibre entre l'exécutif et le législatif. Parvenus au pouvoir après de longues années de lutte, les nationalistes africains avaient accepté sans trop barguigner les exigences des négociateurs britanniques aux accords de Lancaster House en 1979, associés à la fois de préserver les droits des Blancs restés sur place et de donner une bonne image internationale à leur ancienne colonie.

Ces dispositions devaient donner en exemple à d'autres régimes africains. Mais, au moins avant qu'on procédât aux ajustements jugés nécessaires à la lumière de l'expérience, l'homme fort du pays, M. Robert Mugabe, n'a pas eu la patience d'attendre si longtemps pour faire rentrer son pays dans la « norme » africaine : régime présidentiel et parti unique. Le 30 décembre, il se fera élire président de la République par le Parlement, pour succéder au pasteur Canaan Banana, qui n'avait qu'un rôle de représentation bien qu'il n'en fût en principe que le premier ministre. Différents amendements constitutionnels conforteront l'essentiel du pouvoir au détenteur de la magistrature suprême.

Une page avait déjà été tournée cet été au Zimbabwe avec la suppression des sièges réservés aux élus de la communauté blanche au Parlement (moins de cent mille aujourd'hui). M. Mugabe n'avait pas caché, alors, qu'il s'agissait d'une première étape dans un processus qui a abouti cette semaine à la signature d'un « pacte d'unité » prévoyant la fusion de la ZANU, sa formation, et de la ZAPU, celle de son vieux rival M. Joshua Nkomo, en un seul parti.

Pendant la lutte contre le régime rhodésien, les nationalistes étaient divisés en deux mouvements qui refusaient en principe les divisions du monde communiste de l'époque. M. Nkomo passait pour un obligé de Moscou ; M. Mugabe avait le soutien de Pékin.

La victoire commune n'a pas mis fin à ces divisions, mais elle a levé le voile sur leur nature essentielle. Comme l'ont montré les résultats des scrutins région par région, à l'époque des élections libres, M. Mugabe a les suffrages des Shonas, largement majoritaires parmi une population de neuf millions d'habitants, et M. Nkomo s'appuie sur les Ndebeles, installés pour la plupart au Matabeleland. Cette région demeure un fief de rebelles, pour la plupart anciens soldats de la ZAPU, qui cherchent parfois à déstabiliser le régime en assassinant de gros fermiers blancs.

En principe, le « pacte d'unité » devrait mettre un terme aux violences et faciliter la réconciliation entre principales ethnies. Mais un certain scepticisme règne sur sa portée réelle. L'octroi probable de quelques ministères à l'ancienne ZAPU dans un nouveau gouvernement ne saurait remplacer le dialogue au sein d'un parlement représentatif. Le Zimbabwe n'est plus un modèle auquel puissent se référer les Noirs et les Blancs d'Afrique du Sud en quête d'une solution à leur propre problème.

M 0147 - 1225 0 - 450 F
5790147004500 12250

Cinq navires attaqués en vingt-quatre heures

La « guerre des pétroliers » s'aggrave dans le Golfe

La tension restait vive, jeudi 24 décembre, dans le Golfe, où la « guerre des pétroliers » s'aggrave. Cinq attaques iraniennes et irakiennes contre des pétroliers ont eu lieu en vingt-quatre heures. Un hélicoptère de la marine américaine a été pris pour cible par des vedettes iraniennes qui s'apprêtaient à attaquer un pétrolier. L'appareil de l'US Navy, qui s'était approché du lieu de l'attaque, n'a toutefois pas été touché et a pu regagner la frégate lance-missiles « Elrod ».

Entre mardi et mercredi, cinq pétroliers ont été attaqués par les deux belligérants : trois par l'aviation irakienne, alors qu'ils se trouvaient près de l'île irakienne de Larak, à l'entrée du Golfe, pour y effectuer des opérations de transbordement de brut, et deux par la marine iranienne au large des côtes de Dubaï.

Évoquant la présence d'unités navales françaises dans la région du Golfe, le président François Mitterrand a souligné, mercredi, à bord du porte-avions *Clemenceau*, au large de Djibouti, que leur « mission n'était pas achevée ».

Le rôle de la flotte française, présente dans la région depuis juillet dernier, a-t-il précisé, est de limiter les risques pour les pétroliers, de protéger les intérêts de la

France et d'assurer la présence de celle-ci.

Parallèlement, les discussions se poursuivent au Conseil de sécurité des Nations unies sur la rédaction d'une déclaration concernant la situation dans le Golfe. Déclaration qui pourrait être le dernier avertissement du Conseil de sécurité avant l'élaboration d'une résolution prévoyant des sanctions contre le pays refusant de faire la paix, à savoir l'Iran.

L'URSS préside actuellement le Conseil, et, à Moscou, où il effectue une visite officielle, le roi Hussein de Jordanie a qualifié mercredi la position soviétique sur le conflit irano-irakien de « très constructive ».

(Lire l'article de JEAN-PIERRE LANGELLIER et nos informations page 3.)

L'incarcération du numéro deux du FLNKS

Nouvelle-Calédonie : M. Chalandon réplique à M. Mitterrand

M. Chalandon, garde des sceaux, a protesté, le mercredi 23 décembre, contre les propos tenus par M. Mitterrand sur les affaires judiciaires en cours à Nouméa. Le chef de l'Etat avait indiqué que l'incarcération de M. Yeiwené Yeiwené, numéro deux du FLNKS, ne va pas « dans le sens de l'apaisement » sur le territoire. Sur la demande du gouvernement, le parquet a fait appel de cette décision d'incarcération. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nouméa devait se prononcer le 28 décembre.

M. Chalandon, garde des sceaux, n'admet pas que le chef de l'Etat, président du Conseil supérieur de la magistrature, émette quelque avis que ce soit sur le fonctionnement de la justice, singulièrement lorsqu'il s'agit de la Nouvelle-Calédonie.

Le ministère de la justice l'a fait savoir, mercredi soir 23 décembre, après que M. Mitterrand eut commenté, quelques heures plus tôt, sur Antenne 2, l'incarcération du numéro deux du FLNKS (mouvement indépendantiste), M. Yeiwené Yeiwené, président de la région des Îles Loyauté. Cette incarcération, confirmée jeudi par le juge d'instruction, après l'audition de l'impressé, faisait suite aux propos tenus par les chefs de file du mouvement indépendantiste néo-calédonien à la mi-novembre, et qui ont été considérés comme une provocation au meurtre (1).

« Le devoir du gouvernement et le mien, a déclaré M. Mitterrand,

c'est de saisir ou de créer toutes les occasions d'accélérer ou de provoquer l'apaisement. Il n'est pas d'exciter les antagonismes ou d'aggraver les querelles, qui finiront mal. Il est évident que les décisions comme celles qui viennent de frapper M. Yeiwené ou, le cas échéant, qui risquent de frapper M. Tjibaou ne vont pas dans ce sens. (...) Il faut que les droits soient appliqués également. Il faut que tous ceux qui sont censés être protégés par la justice aient un sentiment d'égalité ».

JEAN-YVES LHOMEAU, (Lire la suite page 7.)

(1) « Pas de pitié pour ces gens-là », avait déclaré M. Tjibaou à propos des « canaques collabos ». « Je ne veux pas dire qu'il faut les supprimer, avait-il ajouté, mais il faut être vigilant ». M. Yeiwené avait invité le peuple canaque à « organiser sa résistance » contre les forces « d'occupation ». « Il ne faut plus se laisser faire ; défendez-vous avec les moyens dont vous disposez ».

Accident dans le RER

Un mort et dix blessés graves dans la collision entre deux rames à Issy-les-Moulineaux.

PAGE 26

Frictions entre Israël et les Etats-Unis

Jérusalem « déplore la position américaine » sur les territoires occupés.

PAGE 3

Offensive en Afghanistan

Moscou admet la participation de ses forces pour briser le siège d'une ville.

PAGE 26

Première dans l'espace

La relève des cosmonautes soviétiques effectuée en plein vol.

PAGE 9

Le sommaire complet se trouve page 26

Réformes tous azimuts, remaniements, remue-ménage

Perestroïka à la bulgare

En Bulgarie aussi, la perestroïka est à la mode ; elle a même un nom : la peroustroïka. Mais si les dirigeants rêvent d'une nouvelle efficacité économique, ils voudraient bien ne rien changer sur le plan politique.

SOFIA de notre envoyé spécial

« Le progrès scientifique et technique : notre objectif commun et l'œuvre de chacun ». En grosses lettres blanches sur fond rouge, il est impossible de traverser le carreau de la grande usine de constructions mécaniques de Sofia sans voir cet immense slogan placardé au mur. L'impact réel de l'affiche sur l'ardeur au travail des ouvriers est difficile à évaluer, mais il est clair que l'entreprise que l'on nous fait vis-

ter avec fierté est bien mieux lotie que la plupart des autres : moderne, elle réalise 30 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, tant en Europe occidentale qu'en Amérique du Sud et en Asie ; deux ateliers de montage viennent d'être automatisés avec des robots sophistiqués de fabrication bulgare ; ses quelques deux mille quatre cents employés touchent des salaires qui varient selon le rendement individuel. A l'heure de la reconstruction, cette firme fait figure d'usine-modèle et d'exception. Elle symbolise en quelque sorte ce que devrait être, aux yeux du régime, l'industrie et la société socialiste de demain : compétitivité, exportation, application des nouvelles technologies, qualité de la production, responsabilité et discipline professionnelles, rémunérations motivantes, meilleur niveau de vie.

La Bulgarie flirte avec le « management » capitaliste. Elle veut tirer un trait sur les méthodes de gestion administratives et bureaucratiques et réduire le rôle de l'Etat à la « stratégie du développement ». Mais halte ! C'est la limite, pas question de copier votre modèle occidental de société ! Dans ce petit pays de moins de neuf millions d'habitants, les officiels ne parlent que de perestroïka, ou plutôt de peroustroïka, pour parler bulgare, sorte de remède magique à tous les maux. Tout a commencé, dit le rumeur qui circule à Sofia, à l'automne 1985.

ALAIN DEBOVE, (Lire la suite page 4.)

Plus de cent mille nouveaux citoyens par an

Français, fils d'étrangers

La France compte chaque année plus de cent mille nouveaux citoyens d'origine étrangère. Un sur deux a acquis la nationalité de manière automatique, sans en avoir fait la demande. Cela ressort d'une étude statistique inédite, remise à la commission des « sages » qui s'apprête à proposer au gouvernement une réforme de la législation.

M. Jacques Chirac recevra officiellement le 7 janvier prochain un volumineux rapport. Les seize membres de la commission de la nationalité, présidée par M. Marcéau Long, vice-président du Conseil d'Etat, y consigneront non seulement leurs réflexions et leurs propositions, mais le texte complet de toutes les auditions auxquelles ils ont procédé.

La plupart de ces auditions ayant été publiques — et même télévisées — on sait grosso modo vers quelles conclusions s'orien-

tent les « sages ». Trois points, en particulier, ont retenu leur attention : l'acquisition « automatique » de la nationalité française par de nombreux enfants d'étrangers nés en France ; l'acquisition par mariage, au bout de six mois de vie commune avec un conjoint français ; et la possibilité pour les binationaux de faire leur service militaire dans le pays de leur choix.

Il n'est pas question pour les « sages » de remettre en question le « double droit du sol » : un enfant né en France, dont l'un des parents étrangers y serait lui-même né, deviendrait, comme aujourd'hui, français à la naissance. En revanche, l'enfant dont les deux parents seraient nés à l'étranger deviendrait français, s'il le désire, dès seize ans (au lieu de dix-huit actuellement) par simple déclaration.

Pour ce qui est du mariage, les « sages » proposeraient d'allonger

le délai à partir duquel un conjoint étranger peut demander la nationalité française. Au cours des travaux de la commission, il a été suggéré d'étendre ce bénéfice aux concubins, mais la proposition n'a pas été retenue.

Quant au service national, la commission s'est surtout préoccupée des Franco-Algériens. La convention bilatérale conclue le 11 octobre 1983 entre Alger et Paris laisse en effet à ces binationaux une liberté totale de choix. Les « sages » souhaiteraient qu'on donne une priorité au pays de résidence, comme c'est le cas dans les accords établis avec d'autres Etats. En d'autres termes, les bours accompliraient, sauf exception, leurs obligations militaires en France.

Sur ce point, comme sur plusieurs autres, les « sages » se sont heurtés aux carences de la statistique.

ROBERT SOLÉ, (Lire la suite page 9.)

C'est un faux numéro qui a tout déclenché, le téléphone sonnant trois fois au cœur de la nuit et la voix à l'autre bout demandant quelqu'un qu'il n'était pas. Bien plus tard, lorsqu'il pourrait réfléchir à ce qui lui était arrivé, il en conclurait que rien n'est réel sauf le hasard.

Paul Auster

Cité de verre

roman traduit de l'américain par Pierre Furlan

UN THRILLER KAFKAIEN A NEW YORK

ACTES SUD

DIFFUSION RUE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Singapour, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sk. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكنا من الاجل

2 Le Monde • Vendredi 25 décembre 1987 •

Débats

NOËL

Chrétiens (encore) séparés

Par ROGER MEHL

Deux étapes viennent d'être franchies sur le chemin de la réconciliation des églises protestante et catholique : la création, le 17 décembre, d'un Conseil des Églises chrétiennes en France et la publication d'un document produit par le Comité mixte catholique-luthéro-réformé intitulé : *Consensus oecuménique et différence fondamentale* (1). À l'occasion de ce Noël 1987, le pasteur Roger Mehl explique ce qui sépare encore les chrétiens.

On a souvent répété ces temps derniers que les événements qui ont eu, au seizième siècle, le pouvoir de briser l'unité de l'Eglise n'ont plus aujourd'hui cette virulence séparatrice. Le débat s'est déplacé et que, pour reprendre un terme du langage politique, il est important que les partenaires ne se trompent pas d'adversaire.

Au seizième siècle, en effet, par-delà les questions des abus et des indulgences, il s'agissait de savoir si l'homme pécheur était ou non justifié par la seule grâce de Dieu, reçue dans la foi, et sans le moyen des « bonnes œuvres ». Aujourd'hui, un accord s'est fait entre protestants et catholiques sur la légitimité du *Sola gratia*. Mais c'est sur des questions ecclésiologiques (nature et fonction de l'Eglise et du ministère) qu'échappe le dialogue.

Il est bien vrai qu'il y a un consensus oecuménique et que subsiste une divergence fondamentale. Le grand mérite du récent document du Comité mixte catholique-protestant est d'avoir cerné, avec honnêteté intellectuelle et lucidité spirituelle, le problème séparateur. Les protestants estiment que dans le catholicisme il y a trop d'Eglise et que les catholiques que dans le protestantisme il n'y en a pas assez. De fait, la définition de l'Eglise dans la pensée de la Réforme (l'Eglise est la congrégation des pécheurs pardonnés rassemblés par le Saint-Esprit agissant par le moyen de la Parole prêchée et des sacrements du baptême et de la sainte Cène) a pour conséquence que la seule fonction de l'Eglise est d'annoncer le salut de l'homme par Jésus-Christ et d'en témoigner en paroles et en actes. Mais elle n'est à aucun degré auteur ni coopratrice du salut.

Pour le catholicisme, l'Eglise n'est certes pas l'auteur du salut, mais elle le médie. Elle est non pas cause première du salut mais cause seconde, et elle estime que la cause première ne saurait agir sans la médiation de la cause seconde. Les deux confessions s'accordent pour reconnaître le caractère instrumental de l'Eglise, mais elles n'entendent pas cette instrumentalité de la même façon.

En outre, si toutes deux estiment que l'Eglise est une institution divine, elles ne comprennent pas non plus ce terme d'institution de la même façon. Pour les protestants, le terme signifie que le fon-

dement de l'Eglise est divin, mais que ce fondement est un événement, que Dieu par le Saint-Esprit renouvelle cet événement toutes les fois que la parole de Dieu est correctement annoncée, et que les sacrements sont célébrés conformément à l'Evangile. Là où cet événement ne se produit pas, il n'y a plus d'Eglise. L'institution historique et concrète de l'Eglise ne possède en elle-même aucune garantie permanente d'indéfectibilité et d'infailibilité. Elle ne subsiste que grâce à la fidélité de Dieu à sa promesse.

Au contraire, le catholicisme estime que le don du Saint-Esprit a été accordé une fois pour toutes à l'institution ecclésiastique. L'événement fondateur se prolonge donc dans l'institution, qui, malgré les défaillances des hommes, est et demeure dans ses structures essentielles (la papauté, l'épiscopat, la succession apostolique ininterrompue) d'essence divine. Elle est sanctifiée au point de devenir elle-même un sujet sanctifiant. Elle est donc coopratrice dans l'œuvre du salut. Alors que les protestants appliquent sans difficulté à l'institution ecclésiastique les termes que Luther employait pour désigner la condition du chrétien : « *Toujours pécheur et toujours justifié* », les catholiques refusent d'envisager un seul instant que l'Eglise puisse être pécheresse.

Nécessaire conversion

Les deux divergences que nous venons de signaler entraînent forcément une divergence dans l'appréciation du ministère : pour le catholicisme, le ministre est un prêtre, qui porte une marque indélébile et qui dispose d'un certain pouvoir, précisément celui d'être au nom de l'Eglise dispensateur du salut ; pour le protestantisme, le pasteur ne détient aucun pouvoir, il ne diffère en rien du laïc, sinon qu'il est de façon particulière, mais non exclusive, chargé d'annoncer la Parole de Dieu.

La constatation de ces divergences, que les catholiques estiment pour le moment insurmontables, tandis que les protestants considèrent les questions ecclésiologiques comme secondaires par rapport à la christologie, n'empêche point les partenaires de se poser à eux-mêmes et mutuellement des questions. C'est ainsi que les catholiques se demandent s'ils ne sont pas guettés par la tentation d'un ecclésiocentrisme excessif et demandent aux protestants s'ils ne sont pas menacés par la tentation de ne voir que les aspects humains de l'institution ecclési-

Malis, nouvelle preuve de lucidité, les deux partenaires se posent la question cruciale suivante : est-ce que nos divergences ecclésiologiques ne nous conduisent pas à remonter en amont et à vérifier si vraiment nous sommes bien d'accord sur la doctrine de la justification et si, par exemple, comme le laissent entendre les protestants, le salut par les œuvres (de l'Eglise) n'est pas réintroduit par l'idée de coopération de celle-ci à la réalisation du salut. Comme le dit le Père Sesboué, Marie reçoit tout de la grâce de Dieu, mais reçoit du même coup la liberté et le pouvoir de participer, à son niveau, au salut du monde : « *Marie est le symbole de ce qui nous sépare encore* ».

Comme on le voit, le chemin qui mène à l'unité est encore très long. Ce n'est cependant pas à un constat d'échec et de désespoir que les partenaires aboutissent. Comme le remarque encore le Père Sesboué, nous avons tous à opérer une conversion de notre pensée et de notre langage.

Cette remarque est judicieuse : l'affrontement pacifique des deux confessions n'est pas uniquement théologique. Si les partenaires peuvent dans maintes occasions utiliser le même langage et reconnaître qu'ils donnent aux mêmes termes un sens différent, n'est-il pas légitime de penser que cet affrontement est aussi celui de deux cultures différentes qui éprouvent les plus grandes difficultés à se convertir ?

(1) Le Centurion, 1987, 94 p., 58 F.

L'humble chemin de l'universel

Par GASTON PIÉTRI (*)

Les cloches de Noël ont beau réveiller d'émouvants souvenirs, elles ont du mal à porter l'annonce, comme dit le récit évangélique, « d'une grande joie pour tout le peuple ». Annoncer un sauveur universel paraît une ambition démesurée. En ses projets séculaires, l'universel a véhiculé de tels rêves d'hégémonie ! Dans l'actualité brasse des cultures, la pente facile serait de battre en retraite au point de considérer que le christianisme est fait pour être la religion de quelques-uns.

Le Christ est pour tous ou bien il n'est pas le Christ. Mais l'universel chrétien est un universel concret. « Jésus est venu, écrit Pasternack, *léger et vêtu de lumière, homme avec insistance, provincial avec intention, Galiléen...* » Pour être universel, il faut être enraciné. Partout où apparaît l'universel chrétien, il est naissance d'une figure inédite, il ne se manifeste authentiquement que s'il est chaque fois le fruit d'une rencontre inimitable. Ici et là, il naît des épousailles de l'unique Évangile avec une humanité particulière.

L'homme de tous les pays et de tous les temps n'a besoin de sortir ni de son pays ni de son histoire pour se reconnaître dans l'enfant de Bethléem. « *Voilà l'homme* » : le titre d'homme, que le gouverneur romain de l'époque décernera à ce juif inculpé, est le plus universel qui soit. C'est le seul titre capable de rendre leur dignité à tous les innocents bafoués de la planète. Inimaginable nouveauté, il surgit au détour de nos chemins pour persuader le faible, comme le puissant, qu'il est encore possible de vivre en fils de Dieu et en frère de tous les hommes.

Quand le vaste monde devient le « village planétaire » et que menace la standardisation des modes de vie, les particularités ont tendance à s'entourer d'épais grilles. Chacun chez soi, sauons notre identité : tel est le chant des sirènes qui trouve parmi nous de redoutables complicités. Le message de la nuit de Bethléem proclame le contraire : nul n'est vraiment lui-même s'il ne devient frère universel. L'identité chrétienne ne se sauve pas en s'abritant des autres. Pas plus qu'elle ne

s'affirme en s'imposant aux autres sous les couleurs particulières d'un pays et d'une culture.

L'ouverture à l'étranger est au cœur de la tradition biblique. Légitimer fier de son élection divine, conscient du réel danger de la contamination païenne, le peuple d'Israël a appris très tôt de son Dieu que la présence de l'étranger sur son sol est une brèche nécessaire. C'est à travers ce signe que passe pour Israël le rappel de sa véritable identité : un peuple arraché par Dieu à sa servitude, voué jusqu'à sa terre à une existence de nomade spirituel. Un texte anonyme du deuxième siècle dira des chrétiens dispersés dans tout l'empire romain : ils sont des « étrangers domiciliés ».

Ainsi en va-t-il de la logique de l'universel chrétien. Il ne peut exister qu'au sein de la particularité, modelé par une terre et une façon de vivre spécifiques. Mais, à moins de se contredire, il est toujours en train de percer les grilles pour instaurer la communication avec d'autres manières de penser et de vivre.

« Étrangers domiciliés »

Claude Lévi-Strauss a écrit qu'une certaine surdité à l'égard d'autres valeurs peut représenter « le prix à payer pour que les systèmes de valeurs de chaque famille spirituelle ou de chaque communauté se conservent et trouvent dans leur propre fonde les ressources nécessaires à leur renouvellement » (Le Regard éloigné). Surdité trop commode ! La communication, bien sûr, ne va pas sans risques. Et surtout elle n'est pas cette démarche idyllique dont rêvent certains pèlerins de l'idéal. Elle est toujours une difficile victoire sur nos enfermements et nos peurs. Elle est le trait natif, par excellence, de l'Évangile du Christ venu abolir « le mur de séparation ».

Au projet de la foi chrétienne, les penseurs occidentaux du dix-huitième siècle ont voulu substituer :

tuer celui de la raison. Seule la raison était censée pouvoir faire l'unité pacifique de la famille humaine. Dans l'esprit de la philosophie des Lumières, la raison à son tour s'est érigée en religion, pour ne pas dire en mythe. Et sa prétention à la vérité absolue a inspiré des entreprises de domination qui se sont soldées par le sacage de bien des cultures.

Avec la fin de l'ère coloniale, voici qu'à son tour la civilisation européenne a été gravement atteinte dans la conscience de sa supériorité. Notre raison universelle est tombée alors sous le coup de la même accusation d'arrogance et d'intolérance qu'elle avait si farouchement brandie contre la folie. Notre tentation commune serait maintenant de nous accommoder d'un relativisme tous azimuts, comme si toutes les expressions culturelles se valaient. Et le péril le plus insidieux serait d'accepter le cloisonnement, comme si chaque groupe humain pouvait vivre de sa propre culture sans avoir à donner ni à recevoir.

Marqué par l'opposition moderne entre la foi et la raison, péri pourant par l'histoire positive de leur rencontre, notre Occident a encore quelque chose à proposer à tous les hommes. Ce qu'il doit montrer, ce sont en définitive quelques fruits qui attestent la qualité d'humanité produite au cours des siècles par la rencontre de l'Évangile avec un certain terroir culturel.

Quand il s'agit de l'idée même de l'homme et de ses droits imprescriptibles, il faut avoir le courage de dire que ce sont là des valeurs universelles. Plus que jamais il est indispensable de les partager avec d'autres. À charge pour eux de les inscrire à leur manière originale dans leurs propres cultures. À charge pour nous de découvrir au contact de ces autres une fécondité insoupçonnée de l'Évangile. Nous avons trop souvent nous-mêmes trahi ces valeurs pour pouvoir les offrir autrement qu'avec humilité. De l'enfant pauvre de Bethléem, les chrétiens, pour leur part, tiennent le secret du témoignage. Sa visée est la communication. Sa loi est l'humilité.

TÉMOIGNAGE

Mariages mixtes

Par DENISE MASSON (*)

La loi concernant le statut personnel est différente en islam et dans les autres pays. L'islam englobe toutes les activités de ses adeptes. Si un musulman promet, pour épouser légalement une femme non musulmane, de respecter la loi en vigueur dans le pays de celle-ci, il devient renégat devant la loi islamique (révélée). Comment, alors, confier sa vie et celle de ses enfants futurs à un homme dont les promesses et les serments sont nuls au regard de sa propre loi ? Son entourage le considère comme ayant trahi ses parents, son pays, sa foi.

Il semble que les femmes françaises, en général, ne se sentent pas concernées par la religion de leurs futurs conjoints. Les chrétiennes, se heurtent à la position

inflexible de l'Eglise catholique. Celle-ci les tient éloignées des sacrements : le mariage religieux leur est donc refusé, alors que la tradition musulmane engage les croyants à laisser aux chrétiennes la possibilité de se rendre à l'église. Les enfants qui naîtront de ces unions ne peuvent être, selon l'islam, que musulmans. La veuve n'aura droit à aucune part sur l'héritage, à moins qu'elle ne se soit convertie à la foi de son époux.

Je viens de parler de musulmans appartenant à une élite

(*) Disciple de Louis Massignon, Mme Masson est notamment l'auteur de la seule traduction du Coran en français admise par l'islam sunnite (« orthodoxe »).

ayant parfaitement assimilé la culture française tout en restant attachés à l'islam. Certaines Françaises désireuses d'épouser des musulmans ignorent souvent les caractères spécifiques d'un islam strictement traditionnel. Dans les familles musulmanes peu évoluées, l'épouse n'est pas considérée comme une compagne de son mari, mais comme une servante destinée à satisfaire les besoins sexuels de l'homme et à lui procurer le plus d'enfants possible. D'autre part, en vieillissant, la femme musulmane devenue belle-mère et grand-mère, acquiert une autorité parfois préjudiciable à la paix du jeune ménage. En cas de conflit, l'homme prendra presque toujours la défense de ses parents contre sa femme. Les père et

mère ont tout donné à leur progéniture, tandis que l'épouse peut être renvoyée d'un instant à l'autre, sur une seule parole de son conjoint, c'est-à-dire en la répudiant. En ce cas, il lui laisse la garde de ses enfants âgés de moins de huit ou dix ans. Elle sera obligée de lui restituer ses autres enfants lorsqu'ils seront parvenus à cet âge.

Les plus ou moins jeunes musulmans vivant en France où ils ont fait des études, donnent l'illusion d'être complètement assimilés à la culture et à la vie française. Si, après avoir épousé des Européennes, ils reviennent dans leur pays natal, ils retrouvent, avec leurs racines, leurs préjugés, le mode de penser et d'agir de leurs ancêtres. Qui pourrait leur en vouloir ?

Le Monde
L'ÉDUCATION
FETES
• CE QUI BRANCHE LES JEUNES. Comment choisir judicieusement vos cadeaux de fin d'année ?
• POUR LES PETITS. Une sélection de livres, de disques et de jouets.
PARENTS
• PROFESSION : PARENT D'ÉLÈVE. Ce n'est pas une sinécure, mais les militants ont le feu sacré.
ENSEIGNEMENT
• LES MALHEURS DE L'ÉDITION SCOLAIRE. Le lamento des éditeurs est-il fondé ?
ENFANTS
• LES CLASSES DE DÉCOUVERTES NE SONT PAS DES VACANCES.
Numéro de Décembre : 78 pages - 13 F
En vente chez tous les marchands de journaux.

Le Monde 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-97-27 Tél. MONDIPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81	Édité par la SARL Le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620.000 F Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MDM, André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur. Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Verneil. Correspondant en chef : Claude Salas.	ABONNEMENTS BP 507 09 75442 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F ÉTRANGER (par messagerie) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 009 F 1 300 F IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse désirés ou provisoires : un abonné doit joindre à former leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez noter l'urgence d'écarter tous les autres journaux en capital d'impression.	Le Monde TELEMATIQUE Composés 36-15 - Tapez LEMONDE Le Monde PUBLICITE 5, rue de Montparnasse, 75007 Paris Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Tél. MONDIPUB 266 136 F ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO 365 jours par an - 24 heures sur 24
---	--	---	---

Après le vote de la résolution du Conseil de sécurité sur les territoires occupés

Israël « regrette et déplore la position américaine »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Dos rond et toi défensif : face aux critiques de la communauté internationale, particulièrement occidentale, Israël retrouve les réflexes qui furent les siens au début des années 80, lors de la guerre du Liban. De tous les commentaires hostiles au comportement de Jérusalem dans les territoires occupés, ceux qui ont le plus touché sont évidemment ceux venus des États-Unis, l'allié et l'ami privilégié. Il y a d'abord eu les déclarations du porte-parole de la Maison Blanche dénonçant l'attitude des forces de sécurité israéliennes au cours de ces deux dernières semaines de tourments en Cisjordanie et à Gaza. Puis est venue l'abstention américaine, lors du vote au Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution critique à l'égard de l'État hébreu — alors que Jérusalem avait exhorté les États-Unis à s'opposer à leur veto.

Dans une longue déclaration, rendue publique mercredi 23 décembre, Israël a rejeté en bloc les commentaires des États-Unis. « Israël, a dit le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, regrette et déplore la position américaine. » Il n'y a, a-t-il ajouté, aucun fondement à aucune justification dans les critiques adressées à Israël à propos des événements sérieux et malheureux de Judée-Samarie et de Gaza. « Car, selon Jérusalem, Israël a fait son possible pour remplir ses obligations en matière de maintien de l'ordre, tout en manifestant la plus grande retenue. »

La réplique s'accompagne d'une dénonciation de l'attitude américaine : « Israël, poursuit la déclaration, rejette toute tentative visant à mettre sur le même pied ceux qui perturbent la paix, commettant des actes de violence, et les autorités

responsables dont les efforts tendent à rétablir l'ordre et une vie normale. »

Le propos se fait presque accusateur lorsque la déclaration souligne enfin : « Israël espère que les États-Unis, amis sincères, et tous les autres États désireux de faire progresser la paix en Proche-Orient auront particulièrement soin de ne pas adopter des positions qui pourraient être interprétées comme un soutien aux éléments extrémistes qui encouragent la violence [car] de telles prises de position pourraient créer des obstacles inutiles aux efforts d'Israël pour restaurer le calme et trouver un règlement pacifique au Proche-Orient. » En termes vifs, conditionnés à l'appui, c'est suggérer que les auteurs des commentaires critiques peuvent ne pas être exempts de responsabilité dans la situation actuelle en Cisjordanie et à Gaza.

Pour être sans appel, la réponse israélienne aux avertissements américains ne devrait pas durablement porter à conséquence. Les relations entre les deux pays ont souvent traversé de ces phases d'irritation réciproque — ce fut notamment le cas durant la guerre du Liban; elles n'ont jamais véritablement altéré l'étriqueté de leurs relations.

Ce réflexe de repli face aux critiques de l'extérieur a son pendant sur la scène politique intérieure. Les deux composantes du gouvernement d'union nationale (Likoud, travaillistes) se neutralisent mutuellement quand il s'agit de la recherche d'une solution négociée à la question des territoires occupés : le Likoud ne veut pas entendre parler de concession territoriale que les travaillistes disent envisager. Mais, dans la situation actuelle, le premier ministre, M. Shamir (Likoud), et M. Périé, le chef du Parti travailliste, se retrouvent pour donner la priorité au maintien de l'ordre.

De ce point de vue, la situation a été marquée mercredi par une nette accalmie, à l'exception d'incidents mineurs — quelques jets de pierres et isolés. En Cisjordanie comme à Gaza, l'activité économique retourne à la normale, et les Palestiniens travaillant en Israël reprennent le chemin d'Ashdod et de Tel-Aviv. La politique de la « main lourde » annoncée la veille par le ministre de la Défense s'est traduite par une vague d'arrestations dans la nuit de mardi à mercredi. Aucun chiffre n'a été divulgué sur le nombre de personnes appréhendées (plusieurs centaines, selon la radio israélienne); le gouvernement a dit faire aménager d'urgence un centre de détention provisoire dans la région d'Hébron.

A la Knesset, M. Rabin a détaillé l'arsenal des mesures qu'il entendait utiliser « dans les limites de la loi » : « Détenues administratives, expulsions et renforcement exceptionnel des patrouilles dans les territoires. » « Nous ne permettrons pas, a-t-il dit, que Gaza, Ramallah ou Naplouse se transforment en Beyrouth, Tyr ou Saïda. »

ALAIN FRACHON.

Manifestation d'intellectuels à Tel-Aviv. — Trente intellectuels israéliens ont manifesté, mercredi 24 décembre, devant le ministère de la Défense à Tel-Aviv, pour protester contre la répression israélienne dans les territoires occupés. « Il n'y a rien de pire qu'une occupation non désirée », a déclaré l'écrivain israélien Amos Kenan, porte-parole des manifestants. « Je soutiens l'idée exprimée dans le plan de partition de la Palestine, mis au point par l'ONU le 29 novembre 1947, et qui prévoyait la création d'un État juif et d'un État palestinien », a ajouté Amos Kenan, qui a conclu : « Nous nous opposons à toute tentative d'expulser des Arabes des territoires occupés. »

Débat au sein de l'OLP sur la formation d'un gouvernement palestinien en exil

Au lendemain de l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution « déplorant » les « pratiques » israéliennes dans les territoires occupés (Le Monde du 24 décembre), l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a fait savoir, mercredi 23 décembre, que ses instances dirigeantes discutent actuellement de la possibilité de former un gouvernement en exil et de proclamer un État palestinien en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem.

Le numéro deux du Fatah, principale formation de l'OLP, Abou Iyad, a toutefois estimé que la création d'un gouvernement en exil était « prématurée » et que cette question nécessiterait des consultations « à l'échelle palestinienne et arabe ainsi qu'avec nos amis à travers le monde ». L'idée d'un gouvernement palestinien a été évoquée à plusieurs reprises depuis 1972, mais a toujours été écartée par la direction de l'OLP.

Le porte-parole de l'organisation palestinienne, quant à lui, déclaré que le vote du Conseil de sécurité constituait « une reconnaissance de l'identité nationale palestinienne des territoires occupés et de la personnalité nationale du peuple palestinien ».

L'Égypte et la Jordanie ont accueilli favorablement la résolution du Conseil de sécurité qui, selon Le Caire, « reflète la condamnation par la communauté internationale des pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés, qui constituent une violation des droits du peuple palestinien ».

Une préoccupation du CICR

Par ailleurs, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se montre vivement préoccupé par la situation à Gaza et en Cisjordanie, rapporte notre correspondant à Genève, Isabelle Viehman. Le

CICR a réussi, malgré de fortes pressions, à maintenir un étroit dialogue avec les autorités israéliennes. Il est ainsi informé des arrestations effectuées par ces dernières et reçoit les listes de détenus que ses délégués visitent sans témoin, selon les critères établis par les conventions de Genève. Les délégués sont en mesure de transmettre des nouvelles des prisonniers à leurs familles, aux quelles le CICR apporte l'assistance matérielle dont elles pourraient avoir besoin.

Les délégués du Comité contribuent également à l'hospitalisation des blessés palestiniens et les soins qui leur sont dispensés. Ils sont, jusqu'à

présent, parvenus à maintenir des visites quotidiennes aux centres hospitaliers de la bande de Gaza, de Jérusalem-Est, de Cisjordanie et d'Ashdod. On estime à Genève qu'il serait regrettable qu'étant donnée la gravité des événements qui viennent de se produire, le CICR soit freiné dans l'accomplissement de sa mission.

A Washington, les États-Unis ont exprimé une fois de plus mercredi leur « grande préoccupation » face à la situation dans les territoires occupés. Le département d'État a notamment indiqué que « la violence ne faisait progresser les intérêts de personne ».

LIBAN

Treizième Noël de guerre le plus pauvre de tous...

BEYROUTH
de notre correspondant

Treizième Noël de guerre cette année au Liban, et certainement le plus pauvre de tous. Pas une rue à Beyrouth n'est décorée, sauf la rue Makdessi... en secteur musulman, qui a le mérite d'arborez des guirlandes, faussent-elles poussoirs et fanées. Aucune boutique ne vit l'animation chaleureuse — et lucrative — de la fête. La dinde sera presque partout absente de menu : trop chère, à 1 500 livres le kilo. Même chez les privilégiés — les « dollarsiens » —, le coq n'y est pas : plus encore qu'en temps ordinaire, on a honte de faire étalage de richesses ou même d'aisance devant la paupérisation des autres.

Sans doute l'économie ne va-t-elle pas si mal puisque la balance des paiements est de

nouveau excédentaire (plus 250 millions de dollars fin septembre). Mais, les chiffres ne valent plus rien dire. D'autre part, près de la moitié de la population est en train de sombrer dans la misère. D'autre part, les Libanais sont convaincus que le pire est devant eux et se préparent dans l'attente d'une année 1988 que tout le monde lui s'accorde à prévoir catastrophique.

Et même si elle ne devait pas l'être sur le plan économique, la situation politique — une élection présidentielle difficile en perspective et un blocage complet des institutions — ne laisse que peu d'espoir à la population. Une population plus divisée que jamais, non plus seulement entre chrétiens et musulmans, mais au sein même des deux communautés.

LUCIEN GEORGE.

Guerre du Golfe : les combats auraient fait cinq mille morts en trois jours

Un pétrolier a de nouveau été attaqué, mercredi 23 décembre, dans le Golfe. Cinquième navire de commerce à être assailli en vingt-quatre heures, le pétrolier géant norvégien *Berge* *Big* (265 400 tonnes de port en lourd) a essuyé les tirs de vedettes irakiennes au large des côtes de Dubaï, au lendemain de l'attaque d'un autre pétrolier par la marine irakienne et du raid de l'aviation irakienne contre trois navires affrétés par l'Iran. Ces derniers n'ont apparemment été que peu endommagés car ils ont pu reprendre leurs opérations de transbordement de brut dès mercredi. Parmi eux figure le plus gros pétrolier au monde, le *Sea Wise Giant*. Les milieux maritimes s'attendent à d'importantes représailles à la suite du raid de l'aviation irakienne de mardi contre le terminal pétrolier de

Larak, à l'entrée du Golfe, où les trois bâtiments ont été touchés.

Sur le front terrestre, la situation semble s'être calmée mercredi après les opérations des derniers jours qui, selon les deux belligérants, auraient fait quelque cinq mille morts irakiens et iraniens en trois jours. Un communiqué publié mercredi après-midi par Bagdad ne faisait plus état que d'accrochages limités. Selon Téhéran, les forces irakiennes auraient réussi à récupérer une zone de 30 kilomètres carrés dans le secteur méridional de front.

A Moscou, le roi Hussein de Jordanie a qualifié, mercredi, la position soviétique sur le conflit irano-irakien de « très constructive » mais s'est abstenu d'apporter un appui à la proposition du Kremlin de

« pour parler parallèlement » au conseil de sécurité pour la formation d'une force navale de l'ONU dans le Golfe. Interrogé lors d'une conférence de presse au dernier jour de sa visite en URSS sur cette proposition avancée la veille par M. Mikhaïl Gorbatchev, le souverain achéméniste s'est borné à déclarer que « le seul justificatif » à la présence de navires étrangers dans le Golfe était la poursuite de la guerre.

La tâche actuelle du conseil de sécurité, a-t-il poursuivi, est « de mener des consultations urgentes pour décider des moyens de mettre en application, par des garanties sérieuses », la résolution 598 qui réclame un cessez-le-feu et « que seul l'Irak a accepté ».

Pour sa part, la France s'est opposée, mercredi, au conseil de sécurité, à l'adoption d'une déclaration sur la situation dans le Golfe préparée par l'URSS, qui préside actuellement le conseil. Le représentant français, M. Pierre-Louis Blanc, a déclaré que Paris n'accepterait le texte proposé (jugé particulièrement creux dans les milieux diplomatiques) que si lui était ajoutée une phrase mentionnant que « l'une des parties aux conflits n'a pas encore fait connaître sa disposition à appliquer la résolution 598 ».

On s'interrogeait à New-York sur les raisons de cette mise en cause de l'Iran par la France. La discussion doit reprendre jeudi.

La présence de la flotte française dans la région « ne fait pas partie des négociations » déclare M. Mitterrand à Djibouti

DJIBOUTI
de notre envoyé spécial

La présence de la marine de guerre française dans le Golfe et l'océan Indien répond au seul souci de protéger les intérêts nationaux, en premier lieu la libre circulation des pétroliers; elle ne peut faire l'objet d'aucune négociation ni d'aucun marchandage. M. Mitterrand a réaffirmé ces principes mercredi 23 décembre lors de la seconde et dernière journée de son voyage officiel à Djibouti, marquée par une visite de deux heures à bord du porte-avions *Clemenceau*.

Autrement dit, il n'est pas question par exemple d'alléger le dispositif naval français en mer d'Oman en vue d'amadouer l'Iran dans la question des otages français au Liban ou de donner ainsi des gages au régime khomeiniste pour favoriser le processus de normalisation diplomatique en cours. Lors d'une conférence de presse tenue en compagnie de son hôte, M. Hassan Gouled, le chef de l'État s'est montré clair et ferme à ce sujet.

« Il ne faut pas, a-t-il dit, mélanger les choses. L'envoi du *Clemenceau* et d'un groupe aéronaval est une conséquence de la guerre du Golfe. Mais il n'a pas été décidé pour menacer l'Iran. La présence de la flotte française n'est pas du tout liée à l'évolution de nos relations avec l'Iran même s'il est évident qu'une amorce de retour à la paix pourrait conduire la France à examiner les choses autrement. Mais tel n'est pas le cas aujourd'hui. La flotte restera dans cette région aussi longtemps que nous le déciderons. Cela ne fait pas partie des négociations ».

S'agissant de la libération des otages, M. Mitterrand a rappelé avec plus de précision que dans

l'interview accordée quelques heures plus tôt à Antenne 2, que certaines choses « n'étaient pas négociables » avec Téhéran. « Vendre des armes à l'Iran », s'est-il interrogé ? « Non ce n'est pas négociable. Retirer les forces navales françaises ? Non plus. » La France peut-elle être à la fois l'ami de l'Iran et de l'Irak ? Réponse et sourire de M. Mitterrand : « Ce serait préférable. Mais présentement cela me paraît difficile. Il faudrait que ces États s'habituent à l'idée que l'on n'est pas obligé de choisir ».

Et les livraisons d'armes aux deux belligérants ? « Je pourrais vous

fourir une liste de pays qui vous intéresseraient. Vous auriez certainement des surprises. Il y a ceux qui — les plus pudiques — ne vendent qu'à un seul. C'est le cas de la France. Il y a ceux qui ne vendent pas d'armes parce qu'ils n'en n'ont pas. Il y a enfin ceux qui vendent aux deux mais ils ne l'ouvrent pas. Mais moi je pourrais vous informer si vous voulez. Je n'ai pas l'intention de renier les engagements de la France à l'égard du monde arabe. Mais la sagesse millénaire de l'Iran devrait le conduire peu à peu à mieux comprendre que la France ne se comporte pas en ennemi. »

Dans ce contexte, la visite de M. Mitterrand et de M. Gouled à bord du *Clemenceau* — qui croisait à un quart d'heure d'hélicoptère de Djibouti — avait une valeur d'autant plus symbolique. Le chef de l'État s'est entretenu à bord avec le vice-amiral Lamaze, patron des forces de l'océan Indien, le contre-amiral Le Pichon, commandant du groupe aéronaval, et le capitaine de vaisseau Wild, « pacha » du *Clemenceau*. Il a assisté au catapultage et à l'appontage d'une flottille d'avions Super-Etendard et Crusader qui s'est livrée à quelques exercices : acrobaties, passes d'attaque et tirs sur cible.

Les livraisons d'armes à l'Irak sont plus sélectives

« On module, de manière à ne pas mêler la France outre mesure », a expliqué, le mercredi 23 décembre dans son interview à Antenne 2, le chef de l'État à propos des livraisons d'armes françaises à l'Irak. L'expression est nouvelle. Elle traduit, de fait, une inflexion de la politique française en matière d'exportations militaires à Bagdad.

Depuis quelques semaines, le gouvernement français s'est réservé un droit d'appréciation plus politique sur la nature et l'importance des courants d'échanges avec l'Irak, dans le domaine de la défense. Le parti pris est fait, à la fois, plus sélectif et plus restrictif : on ne fournit plus n'importe quoi à n'importe quel moment, au vu de la seule demande du client.

On en voudra pour exemple le besoin exprimé par les Irakiens de nouveaux intercepteurs Mirage F-1 de défense aérienne. Cet avion

est l'outil de base de la force d'attaque aérienne irakienne dans le Golfe, avec ses capacités de ravitaillement en vol, qui lui permettent d'atteindre la profondeur du territoire iranien, et avec ses missiles anti-surface Exocet, qui s'en prennent aux pétroliers de toutes nationalités naviguant dans la zone.

Bagdad a émis le vœu d'en recevoir de nouveaux exemplaires. Probablement, davantage que ses besoins réels et, surtout, davantage que ses moyens financiers ne lui le permettraient, compte tenu de la dette irakienne envers ses fournisseurs occidentaux. Conséquence : la France réexamine la liste des besoins, évalue les ressources de son client et lui suggère de s'en tenir au strict remplacement des avions perdus par l'Irak dans son conflit avec l'Iran.

Toutes comparaisons gardées, c'est une politique qui rappelle

celle de la France à l'égard du Tchad. Tous les besoins tchadiens ne sont pas satisfaits et la France, sans retirer ni marchandiser son assistance militaire, n'appose plus sa signature au bas de n'importe quelle demande.

Dans cette guerre du Golfe, les débordements militaires sont nombreux : un gaspillage d'hommes, une débâcle de matériels. Avec, en prime, dans les deux camps, une volonté d'entraîner les grandes puissances au-delà des limites qu'elles avaient mises à leur engagement initial. Certaines fournitures d'armes à l'Irak, parmi les plus sophistiquées, comme les avions Super-Etendard ou les missiles laser français, ont été, en réalité, le résultat de provocations irakiennes pour tester la fidélité de la France. Aujourd'hui, on « module » sans livrer, pour autant, au compte-gouttes.

J. L.

Une déclaration du président de la République à Antenne 2

M. Mitterrand a donné, mercredi 23 décembre, à bord du *Clemenceau*, une interview à Antenne 2, qui a été diffusée au Journal de 13 heures. En voici des extraits :

« Otages : « Je ne ferai aucun pronostic. C'est une démarche constante qui a été entreprise déjà depuis plusieurs années. Elle continue puisque ces otages (...) n'ont pas été rendus à leurs familles. (...) Notre devoir est de faire tout ce qu'il est possible de faire pour obtenir leur libération. (...) Nous devons faire tout ce qui est possible et nous ne pouvons pas renoncer à certains intérêts primordiaux : c'est entre ces deux termes qu'il faut trouver la chance. »

« Expulsion des Iraniens : « Dans l'affaire dite Gordji, je n'ai pas à prendre position; les jugements se porteront plus tard. Pour ce qui touche à l'expulsion des Iraniens, il y a le droit, ce droit est contenu dans notre Constitution, qui reconnaît le droit d'asile; d'autre part, il existe un droit international. (...) Voilà les deux questions qu'il faut poser. Je suis naturellement en relation avec le Haut Commissariat aux réfugiés. Ils ont fait appel à moi; il faut que les conditions juridiques qu'il faut que la qualité de réfugié politique et au droit de bénéficier de l'asile politique soient respectées. L'ont-elles été ? Si elles ne l'ont pas été, alors il faut remettre en position la discussion sur le droit des réfugiés en question. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Europe

Les pays de l'Est face à la perestroïka

Tchécoslovaquie : le ministre des affaires étrangères critique les « hésitations » du régime

Vingt-troisième anniversaire du « printemps » de Prague et de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie : quarantième anniversaire du coup de Prague et de la prise de pouvoir des communistes ; cinquantième anniversaire de la conférence de Munich où la France et la Grande-Bretagne abandonnèrent la Tchécoslovaquie à son sort face à Hitler ; soixante-dixième anniversaire enfin de la fondation de la Tchécoslovaquie : les occasions ne manquent pas aux Tchécoslovaques, en 1988, de réfléchir sur leur histoire et tenter d'en tirer les leçons au moment où leurs dirigeants semblent hésiter à emboîter le pas à M. Mikhaïl Gorbatchev pour revitaliser leur régime.

De tous ces anniversaires, c'est bien évidemment celui de 1968 qui pose le plus problème, alors que de nombreux analystes se plaisent à souligner les points communs entre les réformes lancées à l'époque par l'équipe Dubcek et la politique de « perestroïka » en vigueur à Moscou.

Prénant les devants, les responsables du Parti communiste tchécoslovaque ne perdent pas une occasion d'insister sur le fait que, si le plénum du comité central du PCT de janvier 1968, qui avait vu le remplacement de M. Novotný par M. Dubcek, avait abouti à des conclusions « correctes », ses décisions avaient ensuite été déformées de leurs objectifs par des éléments opportunistes de droite en raison de la « faiblesse » de la direction d'Alexandre Dubcek.

Certains indices laissent cependant penser qu'un sein même des

instances dirigeantes du régime, la comparaison entre ce qui se passe aujourd'hui et ce qui s'est passé en 1968 n'est pas sans provoquer quelques tiraillements.

Tout en estimant qu'il n'y avait pas lieu de comparer « la période tragiquement embarrassante de 1968 et le dynamisme captivant de la démocratisation et des réformes économiques de la « perestroïka » mise en œuvre par le peuple soviétique sous la direction d'un parti révolutionnaire », le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Choupek, « dont les propos ont été rapportés mercredi 23 décembre par *Rude Pravo* », s'est élevé la semaine dernière, devant le Plénum du comité central contre la timidité de la direction du PCT à mettre en œuvre une politique de réformes.

M. Choupek a déclaré que la direction du parti avait eu besoin d'« un certain temps pour répondre de manière digne à ce défi et à cette nécessité historique » qu'est la « perestroïka ». « Nous n'étions pas entièrement préparés, ni théoriquement ni pratiquement », dit-il.

M. Choupek souligne que, lors du dernier congrès du parti, en mars 1986, et aux deux derniers comités centraux, à la fin de l'an dernier et au début de 1987, la direction avait pris de « bonnes résolutions » mais qu'elles n'avaient pas été suivies d'effets. « Cela peut aussi expliquer les hésitations, l'incertitude, les attitudes confuses, la peur et la méfiance quant à savoir si la reconstruction n'est pas un éloignement du marxisme-léninisme, un bradage de nos principes ».

RFA

Bonn et Bruxelles s'efforcent d'élucider l'affaire du trafic de déchets nucléaires

Le ministre ouest-allemand de l'environnement, M. Klaus Töpel, a annoncé, mercredi 23 décembre à Bonn, que ses services s'efforcent d'élucider avec les autorités belges l'affaire du trafic de déchets nucléaires entre la RFA et la Belgique. Une rencontre entre responsables des deux pays est prévue en janvier. Ce trafic, qui a amené les autorités ouest-allemandes à suspendre les activités de la firme Transnuklear, spécialisée dans le transport de matériaux nucléaires, met en cause le centre nucléaire belge de Mol (le *Monde* du 24 décembre).

Ce centre ne s'occupe en principe que de déchets faiblement radioactifs comme les résidus d'entretien des centrales (eaux de nettoyage, gants, filtres, échangeurs d'ions).

Bien que l'affaire n'ait pas été encore totalement éclaircie, il semble que Transnuklear ait, de 1982 à 1984, livré à Mol des déchets que le centre belge n'était pas en droit de traiter et que, de l'autre, aient été renvoyés illégalement en RFA des déchets contenant du plutonium qui pourraient venir d'un réacteur de la centrale de Mol.

Le nombre de barils de déchets nucléaires hautement radioactifs réimportés illégalement de Belgique en RFA s'élève maintenant à mille sept cent cinquante-huit. Les responsables des deux gouvernements pourraient mettre au point un échange qui verrait les deux pays récupérer chacun les déchets illégalement passés dans l'autre. — (AFP, Reuters.)

GRÈCE

Plan d'action contre la pollution à Athènes

ATHÈNES
de notre correspondant

Un nouveau plan d'action a été mis en place mercredi 23 décembre pour lutter contre la pollution atmosphérique dans la région d'Athènes. Combiné, cet été, avec la loi, le fameux « nefos » (tissage) avait provoqué la mort de plus de mille cinq cents personnes.

Des mesures d'urgence (interdiction de circuler, arrêts de certaines industries...) ont dû être encore très récemment prises par deux fois. Les facteurs les plus importants du « nefos » sont les automobiles (2/3 de certaines pollutions), l'industrie et le chauffage central. L'opinion athénienne y est de plus en plus sensible.

Ce nouveau plan d'action prévoit que le centre historique de la ville, formant un triangle entre les places de Syndagma (Constitution), Omnia (Concorde) et Monastiraki (où se déroule le marché aux puces), sera fermé à la circulation automobile tous les jours de 7 h à 20 h. Une zone centrale plus large est déjà réglementée : ne peuvent y circuler les jours pairs que les voitures dont le numéro d'immatriculation est également pair, les autres circulant les jours impairs. Cette réglementation est étendue aux taxis (la capitale en compte plus de dix-sept mille cinq cents).

Un nouveau type de carburant, moins polluant, sera obligatoire pour les véhicules utilitaires et le chauffage central, alors que les taxis utiliseront le gaz. Une autre mesure, qui a fait l'objet d'interminables négociations, est l'introduction d'hotels continus dans les commerces. Les magasins seront ouverts six jours par semaine, pendant cinquante heures,

leurs employés travailleront, eux, pendant cinq jours et quarante heures par semaine. L'Etat, de son côté, promet d'éloigner du centre de la ville les ministères et autres organismes publics.

THEODORE MARANGOS.

ITALIE

Un Boeing de la KLM détourné par un pirate de quinze ans

Un jeune Italien âgé de quinze ans a détourné, mercredi soir 23 décembre vers 19 heures, un Boeing-737 de la compagnie hollandaise KLM sur l'aéroport de Rome-Fiumicino, avant de se rendre quatre heures plus tard, libérant les quatre-vingt-cinq passagers et les six membres d'équipage. L'avion, qui effectuait la liaison régulière entre Amsterdam et Milan, a été détourné peu avant Milan. Le jeune pirate de l'air Adelgo Scioni, affirmant porter sur lui une bombe dont le système de mise à feu était relié à sa montre, a fait irruption dans la cabine de pilotage et exigé que l'appareil se dirige vers Rome.

Le jeune homme, qui ne semblait pas jouir de toutes ses facultés mentales, réclamait en outre une rançon de 1 million de dollars. Tandis que l'appareil était immobilisé à l'aéroport de Rome, les policiers ont réussi à le neutraliser en lui faisant croire qu'une voiture mise à sa disposition allait le conduire vers un autre avion à destination de New-York, ainsi qu'il l'avait finalement souhaité. L'affaire s'est dénouée sans le moindre incident. — (AFP, AP.)

Bulgarie : réformes tous azimuts, remaniements, remue-ménage

(Suite de la première page.)

Le patron d'un grand combinat agro-industriel, inquiet de la dégradation économique de la nation, était allé voir personnellement Todor Jivkov, secrétaire général du comité central du Parti communiste et président de la République. « Quelque part », en Bulgarie, il s'était cloîtré pendant une semaine avec son ami d'enfance pour parler « vrai ». Après ces discussions, dit-on encore, le chef de l'Etat, un tantinet ébranlé, avait immédiatement convoqué le bureau politique et imposé le changement. A soixante-cinq ans, au pouvoir depuis 1954, le vieux dirigeant, doyen de l'Europe socialiste, ne souhaitait pas léguer un héritage trop désastreux. Depuis, les réformes et les projets se multiplient à une cadence telle que les Bulgares eux-mêmes s'y perdent...

En janvier 1986, de « nouveaux mécanismes économiques » sont mis en place : tous les ministères sectoriels, à l'exception du commerce et des transports, sont brusquement dissous et remplacés par une poignée de super-ministères. Deux la foulée, deux des dauphins souvent cités de Todor Jivkov, MM. Ogniaz Dolnov et Stojan Markov, perdent leurs portefeuilles au gouvernement, respectivement l'industrie et la technologie — deux ministères-clés. Tous leurs membres du bureau politique, leurs fonctions sont aujourd'hui assez diffusées. Certains avancent qu'ils ont choisi de se mettre « en réserve », persuadés que la reconstruction se soldera par un échec. Quant aux autres successeurs possibles, MM. Andreï Loukanov et Tchoudomir Alexandrov, deux autres technocrates, ils sont plutôt discrets. Todor Jivkov n'a jamais désigné de numéro deux, et tous les prétendants à ce poste savent apparemment qu'ils risquent d'être mis en veilleuse ou « en circulation » au sein du bureau politique s'ils montrent le bout du nez. Il est par conséquent difficile de savoir qui est le véritable patron des réformes en cours. Officiellement, l'inspirateur en est Jivkov, « plus jeune que jamais ».

Depuis ce plénum important et le XIII^e congrès du PC d'avril 1986, les changements se sont encore accélérés, du moins à en juger par l'avalanche de textes, théoriques à souhait, qui ont été publiés. Sans doute les Bulgares n'auraient-ils pas enclenché la vitesse supérieure si, parallèlement, leurs amis soviétiques ne s'étaient pas lancés eux-mêmes dans la perestroïka. En juillet 1987, le plénum du comité central du PCB se fixe pour objectif la « décentralisation et l'autogestion de toutes les sphères de la vie économique ». C'est une sorte de modèle

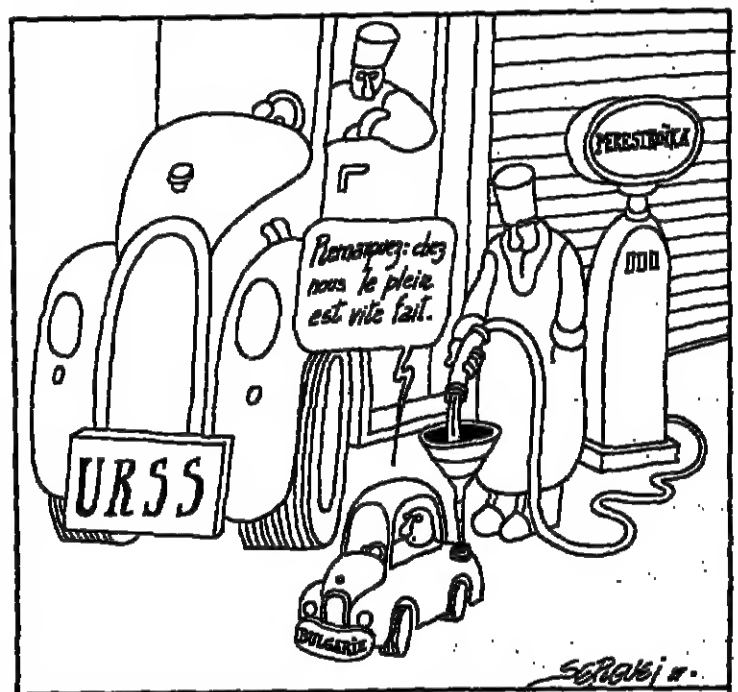
bulgare qui se dessine. L'idée est de « confier la gestion et l'exploitation de la propriété socialiste », sacro-sainte, aux « collectivités économiques autogérées, qui deviennent les gérantes de cette propriété ». « La propriété socialiste, nous dit un membre du comité central, doit sortir de l'anonymat, c'est une notion trop vague et générale. Il faut expliquer aux gens pourquoi et comment nous désirons réformer cela. Il faut les responsabiliser et leur expliquer, par exemple, que le salaire d'un service ne peut plus être le même dans un restaurant qui marche bien et dans un restaurant qui marche mal. Et souligner qu'un service, après la mise en œuvre de nos projets, pourra gagner plus qu'un ministre ! L'égalité des salaires n'est pas un bon système. La compétition a aussi sa place dans le système socialiste ».

Les Bulgares en conviennent aisément : la tâche n'est pas des plus

en place cette année. Au nom de la décentralisation, elles décident, en accord avec les firmes, des investissements, qui doivent être absolument rentables. Elles octroient les devises, encouragent les joint-ventures (création de sociétés mixtes) avec l'Ouest, participent aux négociations commerciales et financières avec les clients. La commission du plan, à Sofia, n'a plus son mot à dire. Les banques, comme les entreprises, pourront être mises en faillite si elles accusent des déficits, ce qui laisse planer, autre problème, le menace du chômage...

« Démocratisation » et lieux de travail

On se livre par ailleurs aux premiers exercices de « démocratisation du travail » avec l'élection, par les employés, des dirigeants d'entreprise. Au total, quelque cinquante mille. Fausse démocratie ? Simple



faciles. Car il va falloir bouleverser certaines attitudes d'indifférence bien ancrées dans la population, inciter les gens à travailler « davantage et mieux », sans pouvoir leur garantir, dans un premier temps, de gagner plus. Bref, changer les mentalités. En théorie — les Bulgares excellent en la matière actuellement — le modèle peut paraître hardi : la priorité est donnée à l'introduction de l'autogestion, au management et à l'indépendance accrue des entreprises et des banques. Huit banques de commerce sectorielles (biotechnique, électronique, transports, etc.) ont été mises

formalité ? Non, assure-t-on, puisque plus de 2% des candidats à ces postes n'ont pas été élus et que certains chefs se sont vus remerciés six mois après leur désignation. « Il ne peut y avoir de développement industriel sans démocratisation politique et sur les lieux de travail ». Au niveau politique, on nous annonce une grande première en février de l'année prochaine, dans plusieurs candidats pourront se présenter aux élections municipales, en vertu d'une nouvelle loi qui a été récemment adoptée.

Le plénum du comité central du PCB de juillet dernier a également

décidé une profonde réforme administrative. Les vingt-huit anciens départements ont cédé la place à neuf régions. Cette refonte, est certainement celle qui, à ce jour, a donné les résultats les plus spectaculaires, puisque plus de trente-trois mille cadres de l'ancienne administration vont perdre leur travail ou ont déjà été licenciés. Les coupes s'effectuent à un rythme rapide. A vrai dire, la plupart des Bulgares n'y sont pas hostiles, car, dans les usines ou les mairies, on peut se passer des bureaucrates...

« Pour notre pays, où il est extrêmement difficile de renouer un employé, c'est une véritable révolution, sans effusion de sang », nous dit un journaliste spécialiste des questions syndicales et économiques. Que va-t-on faire de tout ce personnel, souvent très qualifié ? « La moitié d'entre eux iront dans les usines, les femmes dans les secteurs d'avenir comme l'électronique, et les autres seront recyclés, comme chez vous, à l'Ouest ! », répond-on au comité central.

Preoustroïvo ou pas, la Bulgarie a besoin de changer. D'un côté, son industrie souffre d'un manque de main-d'œuvre, et, de l'autre, d'une administration phiboristique. Ce pays, qui n'avait pas de production industrielle digne de ce nom voici trente ans, a dépensé des sommes considérables pour s'équiper. Sa dette extérieure est cependant restée la plus faible des pays socialistes. Mais, aujourd'hui, dans quatre entreprises sur cinq, les machines sont démodées, et peu de firmes ont suffisamment d'argent pour moderniser leurs installations, introduire de nouveaux procédés de fabrication. Il faut par ailleurs former des milliers d'ingénieurs pour pallier la pénurie actuelle.

Va la quantité impressionnante de textes publiés depuis deux ans sur la reconstruction, on pourrait imaginer que la Bulgarie bouge rapidement. Mais les deux questions que l'on se pose à Sofia en cette fin d'automne sont en fait les suivantes : dans quelle mesure la peroustroïvo s'est-elle concrétisée réellement ? Et réussira-t-elle ?

Considérant des difficultés qu'ils vont rencontrer, certains responsables bulgares pensent cependant avoir davantage de chances que l'URSS ou d'autres démocraties populaires de réussir leur « révolution », qui prendra « dix à quinze ans ». Pour deux raisons : le pays ne compte qu'environ neuf millions d'habitants, et « chez nous, disent-ils, il n'y a pas de divisions politiques ».

ALAIN DEBOVE.

« Ils veulent tout changer mais les hommes ne changent pas... »

SOFIA
de notre envoyé spécial

« La peroustroïvo », voulez-vous que je vous dise ce que ça va donner ? C'est simple, ça va gagner 200 leva par mois en gagnant 100, et ceux qui en gagnent déjà 800 en gagneront 2 000 ! Ils veulent tout changer, mais les hommes ne changent pas. A la petite employée de Sofia n'est pas du tout en colère, mais ce n'est pas la première fois qu'il entend parler d'« expériences économiques » dans son pays... « Vous pouvez être sûr que ce sont les gens comme moi qui vont encore trinquer. Ils parlent de réduire la bureaucratie, mais ils vont commencer par les petits, c'est toujours pareil ! » Et d'ajouter : « Les prix vont forcément augmenter puisqu'on nous annonce qu'ils seront « réels » à compter de l'année prochaine. Heureusement, on ne copie pas les Soviétiques sur toute la ligne, ici on peut boire ce que l'on veut et l'alcoolisme n'est d'ailleurs pas un problème ».

Les Bulgares, hormis les chefs d'entreprise conscients des problèmes de l'industrie et avides de « décider », n'ont pas l'enthousiasme outre mesure par les restructurations en cours. Ils attendent... Une chose surtout les inquiète : les effets de ce remue-ménage sur l'emploi et le niveau de vie qui a déjà baissé depuis cette fameuse année 1982, où subitement tous les produits étaient disponibles dans les magasins. On s'en souvient encore ! Lorsque les denrées viennent à manquer, le gouvernement, toujours « préoccupé », déclare inévitablement, à

l'occasion de la publication trimestrielle des statistiques du plan, que « les entreprises n'ont pas accompli le programme qui leur était assigné et n'ont pas pu satisfaire aux exigences justifiées de la population ». Rituellement, on annonce aussi que « des responsables ont été sanctionnés ».

Aujourd'hui, les Bulgares s'accrochent au manque temporaire et imprévisible de victuailles. Ils sont habitués. A Sofia, début novembre, on ne trouvait plus de pommes de terre depuis un mois. Le café (principalement vietnamien) faisait défaut : les quotas d'importation, établis un an à l'avance (plan oblige !), étaient apparemment mal calculés... En octobre, pendant deux semaines, il n'y avait curieusement plus une bouteille d'huile dans les magasins... Et inutile de faire le marché le dimanche ou le lundi : ce sont les jours « vides » sauf pour les fruits (poires) et les légumes (potirons, poireaux, poivrons et tomates). La viande est rare, de qualité très variable et hors de prix. Les arrivages commencent le mardi.

La « bourgeoisie rouge »

Personne n'est capable de fournir d'explication claire à ces pénuries passagères. La mauvaise organisation des transports et de la distribution ? La « ruse » des paysans qui attendent peut-être la prochaine réforme des prix pour spéculer plus régulièrement leurs produits et améliorer leurs bénéfices ? Possible. Mais la sécheresse qui a sévi ces quatre ou cinq dernières années est un facteur

important. Elle a affecté l'agriculture et l'élevage ainsi que la production d'énergie hydro-électrique. Depuis quelques semaines d'ailleurs, l'électricité est rationnée à Sofia.

Mais ce sont les vicissitudes de la vie quotidienne dans la capitale bulgare, pour la grande majorité des habitants. Pas pour tous d'ailleurs car les somptueuses villas de la « bourgeoisie rouge », sur les pentes du mont Vitosha, sont là pour témoigner que les grands principes d'égalité ne sont pas uniformément appliqués.

Il y a quarante ans, les Bulgares enviaient le niveau de vie des Roumains. Aujourd'hui, c'est le contraire et ce n'est pas sans ironie que l'on commente les problèmes du pays voisin et la disette de certaines régions. La collectivisation des terres n'a pas entraîné en Bulgarie l'effondrement de l'agriculture et l'on souhaite d'ailleurs, pour accroître sa production, y injecter une nouvelle dose d'« initiative personnelle » et non « privée » — terme banni du jargon politique. Ces « initiatives » sont aussi admises, timidement, dans les transports (taxis), à Kopli, conduits, en dehors de leur travail ordinaire, par des particuliers et la restauration. Certains bars marchaient si bien qu'ils ont été fermés sur décision des autorités... Des ouvriers peuvent désormais utiliser les locaux de leur usine, le samedi et le dimanche par exemple, pour travailler et faire des extras.

Les journaux bulgares accordent une large place à ces « initiatives ». Cela est mis à part quelques révélations de scandales de corruption et d'« enrichissement abusif », ils ne sont pas particulièrement con-

cernés par la « glasnost ». Mais les Bulgares, qui lisent sans difficulté majeure le russe, se rabattent sur la Pravda et autres feuilles soviétiques, dont la diffusion à Sofia a augmenté de 30% ces derniers mois. Tout ce qui se passe en URSS est ici suivi avec grande attention et peu de sarcasmes. Les Russes sont des amis : on n'oublie pas que les armées d'Alexandre II ont libéré en 1878 les Bulgares de cinq siècles de « joug turc ».

Bien que très orthodoxe, la presse bulgare affiche des tirages impressionnants pour un pays de moins de neuf millions d'habitants : *Robotniksko Delo*, le quotidien du PCB, tire à 800 000 exemplaires, *Otchegled* (Front) à 250 000 et les *Znamena* (Drapeaux) à 300 000. Mais l'heure de la « perestroïka » a, semble-t-il, sonné aussi pour la presse. Le plénum du comité central du 13 novembre a longuement discuté cette question et M. Traikov, président de l'Union des journalistes, nous confie après cette réunion : « Il est temps de penser davantage aux lecteurs. L'organe du parti doit être l'organe de tous les communistes, et pas seulement de l'élite du parti. La presse doit être moins paternaliste. Il n'est pas exclu que l'on supprime les « subventions » aux quotidiens ou revues qui se vendent mal. Le président Jivkov a déclaré que les journaux devaient être plus critiques et que personnel, pas même le chef de l'Etat, ne devait échapper à la critique... ». Un « signal » peut-être dans un pays où aucun journal n'ose publier une simple caricature de l'homme qui a eu le pouvoir depuis 1954.

A. D.

ents, remue-ména

ça marche !

En votant l'abrogation de la loi de 1902, le Parlement va permettre la vente de produits alimentaires incorporant certains sucres de synthèse tels que l'aspartam et la saccharine.

COCA-COLA LIGHT, dernier-né de la famille COCA-COLA peut donc prendre le départ en France après avoir connu un succès fantastique en Europe et dans le monde entier.

Les Français vont enfin découvrir le plaisir de COCA-COLA à moins d'une calorie par verre.

Ça marche, la forme.

Buvez

Coca-Cola

MARQUE DÉPOSÉE



Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : nouvelles sanctions à la demande du Congrès de Washington

Double imposition pour les sociétés américaines

Johannesbourg. — Les milieux d'affaires américains en Afrique du Sud ont réagi avec une grande inquiétude à une clause de la loi de finances adoptée, mardi 22 décembre, à Washington par le président Reagan qui établit une double imposition pour les sociétés américaines présentes en Afrique du Sud, avertissant qu'une telle mesure pourrait amener certaines de ces compagnies à abandonner le pays.

La clause en question retire aux sociétés américaines le droit de déduire des impôts qu'elles paient au fisc américain le montant des taxes payées en Afrique du Sud par leurs filiales dans ce pays.

On ne dispose pas de chiffre précis sur la portée financière

qu'aura cette mesure. En 1982, le total des impôts payés au fisc sud-africain par les sociétés américaines avait été de 350 millions de rands (125 millions de dollars au taux actuel du billet vert), ce qui leur avait valu un abattement d'un montant équivalent aux Etats-Unis.

« Un dégel de désinvestissements »

Mercredi, Mobil Oil, la plus importante compagnie américaine encore en activité en Afrique du Sud, a réaffirmé vouloir rester dans le pays. Le siège de la Mobil au Cap a indiqué que l'impôt sur les profits locaux passerait de 37,5 % à 72 %, « accroissant singulièrement le prix du maintien de son activité en Afrique du Sud ». Mobil réaffirme cependant sa volonté de faire de sa présence en Afrique du Sud une force réelle pour le changement social.

Le président de la chambre de commerce américaine en Afrique du Sud, M. Adrian Botha, a déclaré que la loi pourrait entraîner « un dégel de désinvestissements ». Certaines sources locales estiment cependant que les compagnies américaines pourraient trouver des moyens de contourner la décision de double imposition.

Réagissant, mercredi, à cette mesure de double imposition, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, a estimé que l'acceptation par le Congrès de cet amendement « équivalait à un nouvel effort pour déstabiliser l'Afrique du Sud sur le plan économique ».

Au début du mois, Pretoria avait critiqué l'ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud, M. Edward Perkins, pour s'être fait l'avocat d'une forme de gouvernement « plus représentative » dans un article publié par un magazine sud-africain. — (AFP.)

ANGOLA

Le Conseil de sécurité des Nations unies demande le retrait des troupes sud-africaines

NEW-YORK
de notre correspondant

Le Conseil de sécurité a adopté, le mercredi 23 décembre, une nouvelle résolution sur la présence militaire sud-africaine en Angola. Réuni à la demande du groupe africain de l'Assemblée générale, le Conseil a examiné le rapport du secrétaire général concernant la situation dans le sud de l'Angola et l'application de la résolution 602, adoptée le 25 novembre dernier, au lendemain de l'entrée des troupes sud-africaines dans le pays. Dans son rapport, élaboré à la suite d'une mission d'experts sur le terrain, le secrétaire général note que le gouvernement sud-africain n'a pas répondu à ses demandes concernant un calendrier du retrait des troupes d'intervention. Selon les autorités militaires de Pretoria, « la majorité des soldats qui avaient franchi la frontière au début du mois de novembre seront de retour pour les fêtes de Noël ».

La résolution adoptée mercredi condamne de nouveau « le régime raciste sud-africain » et exige un retrait sans délai des troupes déployées au-delà de la frontière, où elles sont chargées d'appuyer le mouvement rebelle UNITA de M. Jonas Savimbi. Le texte demande qu'un nouveau rapport sur la situation soit élaboré par le secrétaire général. Les milieux diplomatiques estiment que c'est probablement à l'occasion de la présentation de ce deuxième rapport, le mois prochain, que le groupe africain pourrait lancer une offensive diplomatique en faveur de sanctions « globales et obligatoires » à l'égard de Pretoria. Recommandées à maintes reprises par l'Assemblée générale, les sanctions demeurent bloquées par les trois membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité, qui estiment — à quelques nuances près — que les Nations unies ne sont pas habilitées à décider d'affaires relevant de la souveraineté des Etats. Les Etats-Unis, dont le Congrès a pourtant adopté une législation restrictive concernant les relations commerciales avec l'Afrique du Sud, demeurent néanmoins convaincus que des sanctions « obligatoires » ne doivent pas être édictées par un organisme international.

BURKINA

Levée du couvre-feu

Ouagadougou. — Le couvre-feu en vigueur au Burkina Faso depuis le coup d'Etat du 15 octobre a été levé, a annoncé mercredi 23 décembre un communiqué officiel qui invite cependant le peuple à la vigilance permanente.

Cette mesure coïncide en effet avec l'arrestation d'un certain nombre de personnalités proches du capitaine Thomas Sankara, dont l'ancien ministre de l'Éducation, Valère Somé, et l'apparition d'un mouvement clandestin d'opposition. Des tracts anonymes circulent actuellement au Burkina, réclamant le départ du capitaine Blaise Compaoré, le nouvel homme fort du pays.

Un communiqué du secrétariat général des Comités de défense de la révolution (CDR) a annoncé, d'autre part, qu'un bilan critique des quatre premières années de la révolution aura lieu du 5 au 10 janvier, à l'occasion d'assises populaires.

Ces assises devront se départir des simulacres de démocratie pour être des débats sans complaisance, a précisé le communiqué. Ses conclusions serviront de fondement à la politique de rectification et de renforcement de la révolution et à l'élaboration du programme d'action du Front populaire.

Le capitaine Compaoré devrait, d'autre part, commencer samedi par le Togo une tournée dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, qui constituera sa première sortie officielle à l'étranger depuis le coup d'Etat. — (Reuters.)

Asie

INDE : ancien ministre des finances

M. Singh, le principal rival de M. Gandhi, est mis en cause par une commission d'enquête

NEW-DELHI
de notre correspondant

Il régnait dans ce ministère « une atmosphère de secret et de cape et d'épée. Les rendez-vous avaient lieu dans des hôtels ou des jardins publics, les conversations remplaçaient les rapports écrits ». Telles sont quelques-unes des remarques contenues dans le rapport de la commission d'enquête sur l'affaire Fairfax, déposée la semaine dernière sur le bureau de l'Assemblée nationale. Ce ministre, c'est celui des finances, et son titulaire, à l'époque, n'était autre que M. V. P. Singh, « l'incorruptible » de la politique indienne, pourfendeur de la corruption qui mine une bonne partie de la classe politique et de l'administration, et qui se pose depuis plusieurs mois en rival du premier ministre.

Fairfax, c'est le nom de cette agence de détectives américains employant à l'occasion des « retraités » de la CIA et qui avait été officiellement chargée par le ministre d'enquêter sur la fortune de nombreuses personnalités. Fairfax avait fait preuve de beaucoup trop de zèle : M. Aijab Bachchan, frère de M. Amitabh Bachchan, riche star du cinéma indien et ami proche de M. Rajiv Gandhi, était, parmi d'autres, dans le collimateur. Bref, l'encombrant M. Singh avait été transféré des finances à la défense. Vint l'affaire Bofors (ce « contrat du siècle » conclu avec la firme d'armes suédoise qui a donné lieu à de très substantiels pots-de-vin), puis en avril survint la démission de M. Singh qui lança alors sa croisière « anti-Rajiv ».

Pendant ce temps, la commission de l'Assemblée a travaillé, et ses conclusions mettent directement en cause l'ancien « rajah des finances ». En résumé, celui-ci est accusé d'une incroyable légèreté : la commission n'a pu mettre la main sur aucun document attestant des conditions dans lesquelles l'agence Fairfax a été engagée. Il semble que

le ministre des finances ait domé, vers le milieu de l'année 1986, une sorte de « feu vert » de principe à M. Vinod Pandey, directeur du Trésor, qui, lui-même, aurait autorisé un haut fonctionnaire, M. Bhure Lal, à engager une agence étrangère de détectives.

La commission souligne qu'aucune de ces décisions n'a donné lieu à la constitution d'un dossier et qu'il n'y a eu aucune vérification n'a été effectuée sur l'honnêteté et l'honorabilité de l'agence américaine et de son président, M. Harshman. Or, notent les enquêteurs, compte tenu de la personnalité des agents de Fairfax, ceux-ci pouvaient être des « agents doubles » menant une « campagne de désinformation » et de « déstabilisation » du gouvernement.

Une « atmosphère à première vue intolérable »

Une telle décision comportait des menaces potentielles contre la « sécurité nationale ». En outre, la commission a acquis la certitude que M. Bhure Lal a été influencé pour traiter avec Fairfax par M. Nussli Wadia, président de Bombay Dyeing, l'un des géants de l'industrie indienne qui poursuit depuis des années une guerre sans merci contre M. Dhirubhai Ambani, président du groupe Reliance Industries. Chacun de ces deux capitaines d'industrie contrôle différents lobbies politiques et leurs affrontements entraînent la « découverte » de quelques-uns des scandales financiers qui émaillent la vie politique indienne. Fairfax, on le comprend en lisant le rapport de la commission, était une arme redoutable dans le cadre de ce « combat des chefs ».

Ce n'est pas tout : derrière M. Nussli Wadia apparaissent — nommément cités dans le rapport — MM. Ramnath Goenka et S. Gurumurthy, respectivement président et conseiller financier du groupe Indian Express, un journal qui, pour avoir pris la tête de la campagne

d'opposition contre le premier ministre, essuie depuis plusieurs mois une série d'attaques de la part de l'administration dont le but est de l'obliger à mettre la clé sous la porte. M. V. P. Singh, pour en revenir à lui, est donc au moins coupable — mais l'offensive ne fait que commencer — d'avoir laissé se développer dans son ministère une « atmosphère à première vue intolérable » (sic), consistant à confier à des « bureaucrates » le soin de manipuler une affaire impliquant la « sécurité » du pays nonobstant le fait que lesdits bureaucrates se sont fait à leur tour manipuler par des contributeurs — M. Nussli Wadia — dont la propre situation fiscale est de nature à déclencher des enquêtes officielles de la part du ministère des finances.

Tout cela, bien sûr, relève du jeu normal des institutions, l'administration faisant son travail et la commission de l'Assemblée ayant obtenu dans ses investigations et ses conclusions à un sens de l'éthique, auquel la classe politique indienne va, probablement, rendre hommage. Dans ces conditions, quiconque tenterait d'y voir les prémices d'une stratégie pour abattre un homme — M. V. P. Singh — qui dérange beaucoup les projets de M. Rajiv Gandhi pour l'élection présidentielle de 1990 ferait preuve d'une totale mauvaise foi.

LAURENT ZECCHINI

● Défection d'un Soviétique. — Un étudiant soviétique, parti depuis le 19 décembre à New-Delhi, s'est réfugié à l'ambassade d'Australie en Inde, où il a demandé l'asile politique, a annoncé, mercredi 23 décembre, un diplomate australien. Le premier secrétaire de la Haute Commission (ambassade) d'Australie, M. Brett Martin, a déclaré que l'étudiant identifié comme étant Alexander Bably, âgé de vingt-cinq ou vingt-six ans, s'était présenté à l'ambassade et demandé d'un visa. L'Australie, a encore indiqué le diplomate, a pris contact avec l'URSS et les autorités indiennes pour régler cette affaire. — (AFP.)

CHINE : théâtre à Pékin

Quand M. Deng donnait des leçons de stratégie militaire à Mao

PÉKIN
de notre correspondant

Faire prononcer à Mao Zedong le slogan qui a servi à M. Deng Xiaoping à démolir la Chine en douze ans, il fallait le faire ! C'est ce que, mardi 22 décembre, le théâtre politique chinois a accompli d'abord au moins quatre « Maos », dont l'un, grandiose dans le genre hagiographique, rendu furibond par les intrigues de son épouse Jiang Qing, mettait celle-ci carrément à la porte de son bureau en s'exclamant : « Vite, ne venez plus me voir ! ».

C'est en 1980, lors du procès de M. Jiang Qing, quatre ans seulement après la mort du Grand Timonier.

faite » et félicita ses compagnons d'armes. C'est la première fois que M. Deng Xiaoping — qui vient de prendre en fanfare une retraite qui ne trompe personne — est personnellement sur scène. En revanche, le théâtre politique chinois comptait d'abord au moins quatre « Maos », dont l'un, grandiose dans le genre hagiographique, rendu furibond par les intrigues de son épouse Jiang Qing, mettait celle-ci carrément à la porte de son bureau en s'exclamant : « Vite, ne venez plus me voir ! ».

C'est en 1980, lors du procès de M. Jiang Qing, quatre ans seulement après la mort du Grand Timonier.

Des sosies presque parfaits...

M. Wang Shouren, le metteur en scène de ce nouveau conte politique, a fait beaucoup plus fort. Non seulement en interprétant lui-même un Deng Xiaoping centenaire, mais aussi en montrant ce dernier buté, inséparable et dictatorial envers ses camarades. Paradoxe supplémentaire, Tchiang Kai-shek, jusqu'ici représenté comme un tyran sanguinaire, est presque plus humain que le chef communiste, dans les scènes d'intimité où les monologues au cours desquels il doute de lui. Qu'on se le dise à Taiwan, semblent suggérer les auteurs.

L'objectif de la pièce est bien « de servir la réforme en cours afin de libérer les esprits », nous a dit le metteur en scène, nous rassurant, toujours grimaçant, Deng Xiaoping, en compagnie de « Mao », après le spectacle. Déroulante impression que celle de parler à des sosies, presque

PHILIPPINES : après la tragédie du « Dona-Paz »

La peur des pêcheurs de Naujan

NAUJAN (île de Mindoro)
correspondance

« Dimanche soir, on a vu de grandes flammes à l'horizon, puis des colonnes sombres s'élever dans le ciel... » Trois jours plus tard, mercredi 23 décembre, les gaz de décomposition aident, les cadavres des malheureux — tous méconnaissables ou presque — ont commencé à remonter à la surface. Une légère brise les a éparpillés, à Mindoro, sur plusieurs dizaines de kilomètres de côtes sublimes bordées de cocotiers. Dans la « pollution » de Naujan, il y en a trois qui flottent à quelques mètres du rivage. Deux autres, une mère et son gargonnet d'une dizaine de mois, sont allongés sur la plage, recouverts de branches de palmier. Pour le moment, les habitants de Naujan n'y touchent pas. Les autorités municipales leur ont interdit. Raison invoquée : la compagnie propriétaire du Dona-Paz veut un décompte exact.

Depuis l'arrivée des premiers cadavres, on ne travaille plus le long de la côte. Selon le maire adjoint de Naujan, « les pêcheurs ont peur de sortir en mer, de toute façon, les gens n'achètent plus de poisson au marché... on dit que les poissons ont mangé de la chair humaine ». Les plus courageux vont pêcher en haute mer, et encore « à la ligne » et à l'hermétique... Ils ont peur de retrouver un corps pris dans les filets... ».

Au large pourtant des pagayotes et des ferries semblables au Dona-Paz poursuivent inlassablement leur route. En attendant l'oubli, dans la mairie de cette petite municipalité sans importance, on expose les souvenirs tragiques des passagers du Dona-Paz : quelques mouches, des photos de famille, une baguette, des lettres d'introduction trempées, une montre qui marche encore, un peu d'argent... Et, parmi ce triste étalage, un billet « troisième classe » en date du 19 décembre pour Manila, pour 194 pesos — un aller simple à la mort, pour moins de 65 francs.

KIM GORDON-BATES.

Rejet des ouvertures de Séoul

La Chine a réagi, mercredi 23 décembre, aux ouvertures du président sud-coréen Roh Tae Woon en rappelant qu'elle n'entretenait pas de relations diplomatiques avec Séoul. « La Chine n'a pas de relations bilatérales avec la Corée du Sud. Cette position du gouvernement chinois ne pas changée », a déclaré au téléphone un porte-parole du minis-

un appel du gouvernement américain en faveur d'un procès public pour M. Yang Wei, condamné à deux ans de prison pour sa participation à l'agitation étudiante de décembre 1986 de Pékin. Le 24 décembre, le P.C. a agité d'une affaire — purisme chinois », a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères de Pékin. M. Yang Wei a fait ses études aux Etats-Unis. — (AFP.)

● Le procès de Shanghai. — La Chine a rejeté, le jeudi 24 décembre,

relations en

Charles

Solid qui hon

سكنا من الاصل

8 Le Monde • Vendredi 25 décembre 1987 •

Politique

La fin de la session parlementaire Bousculade préélectorale

Les portes du Parlement se sont refermées le mercredi 23 décembre. La session extraordinaire a été close à la demande du gouvernement, tous les textes inscrits au décret de convocation ayant été adoptés, à l'exception de celui sur les polices municipales, qui n'a été examiné que par le Sénat. Députés et sénateurs retrouveront le chemin de leur hémicycle respectif dans la deuxième quinzaine de janvier, avec un menu restreint mais sérieux : le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Ils devront, une nouvelle fois, abandonner leur circonscription, le 2 avril, pour l'ouverture constitutionnelle de la session de printemps, mais la tradition républicaine devrait alors conduire le Parlement, à trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle, à suspendre ses travaux, une fois accomplies ses obligations réglementaires. La suite dépendra de la décision du nouvel hôte de l'Élysée.

Le travail a été imposant tout au long des quatre-vingt-trois jours qui viennent de s'écouler. Quarante textes de lois ont été adoptés, et la ratification de vingt-deux accords internationaux a été autorisée. Pas une seule fois le gouvernement n'a dû avoir recours à l'engagement de responsabilité pour faire adopter un de ses projets, mais M. Jacques Chirac a demandé, une fois, un vote de confiance sur sa politique, à l'Assemblée nationale comme au Sénat. En dehors de cela et du long examen du budget de 1988, qui a occupé l'essentiel de la session, le Parlement n'a que peu rempli sa fonction de contrôle de l'exécutif.

Si à la demande des socialistes, M. Edouard Balladur est venu s'expliquer au Palais-Bourbon, sur les conditions des privatisations, les « affaires » qui empoisonnent le débat politique depuis plusieurs mois, n'ont été abordées que par le biais des questions d'actualité. Aucune commission d'enquête parlementaire n'a été constituée. Certes, des commissions ne peuvent s'intéresser à des dossiers soumis à la justice, mais ce seul fait souligne la faiblesse des pouvoirs du Parlement français comparés à ceux des autres grandes démocraties occidentales. Les seuls actes des élus, en la matière, auront été d'envoyer M. Christian Nucci devant la Haute Cour et de suspendre les poursuites engagées contre M. Paul d'Ornano, sénateur (RPR) des Français de l'étranger, mêlé à une infraction aux règles de l'affichage électoral.

La gauche n'a même pas pris l'initiative d'une contestation du gouvernement puisqu'aucune motion de censure n'a été déposée par les socialistes, qui sont seuls à en avoir les moyens. Elle s'est contentée de combattre vivement la plupart des dispositions législatives votées par la majorité. Celles-ci ont été nombreuses. Reste à savoir si elles ont été de qualité.

Discipline totale

Le poids du gouvernement s'est fait sentir de façon incontestable. S'il n'a jamais été contraint de recourir à l'arme absolue de l'engagement de responsabilité sur un texte (l'article 49, alinéa 3, de la Constitution), une fois levée l'hypothèque Renault, tous les autres outils de contrainte du législatif, au bénéfice de l'exécutif, ont été largement utilisés. En cette période de collaboration, les règles du parlementarisme rationalisé, voulu par les constituants de 1958, ont montré toute leur vigueur.

Ne tenant sa légitimité que de sa majorité parlementaire, le gouvernement a voulu ne pas en être le prisonnier, mais, au contraire, lui imposer sa loi. Recours systématique à la procédure d'urgence (19 fois, alors qu'il n'y a eu que 24 projets d'initiative du gouvernement) pour limiter les bavettes entre les deux chambres ; multiplication du vote bloqué ; tentatives multiples, et réussies, de modifier l'accord auquel était parvenu députés et sénateurs en commission mixte paritaire : rien n'a été oublié.

La droite aurait-elle donc été résistante devant « son » gouvernement ? Absolument pas. Le RPR ne pouvait qu'être totalement discipliné. Il l'a été, à quelques mouvements d'humeur près sur des questions essentiellement techniques. L'UDF et, particulièrement, les baristes ne voulaient en rien être accusés de mettre à mal la solidarité gouvernementale. Ils ont donc accepté de taire leurs réticences, leurs critiques, voire leur refus profond (dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, par exemple), une fois bien manifestée leur différence sur des dossiers électoralement sensibles, comme l'agriculture.

Si les ministres ont refusé de laisser la bride sur le cou aux parlementaires, c'est qu'ils voulaient apparaître comme les seuls initiateurs des réformes, auxquelles ils voulaient associer leur nom, comme les seuls dispensateurs des cadeaux électo-

raux qui se sont multipliés au cours de cette session. Le chef du gouvernement — président du RPR, — candidat non déclaré, doit pouvoir se prévaloir du « bilan », en ne laissant au reste de la majorité que les miettes du soutien.

Pour améliorer ce bilan, il a fallu remplir à ras-bord la barque du travail législatif et ne pas laisser grand temps aux élus pour examiner les multiples modifications législatives dont le premier ministre veut faire état. Les administrations, inquiètes, par nature, devant un avenir incertain, ont fait le siège — trop souvent avec succès — de leur patron politique, pour obtenir des changements législatifs toujours présentés comme urgents et indispensables. Surtout, les groupes de pression proches de la majorité n'ont pas voulu laisser passer une occasion aussi favorable, à l'approche d'une élection qui s'annonce serrée, de voir satisfaire leurs revendications.

Batailles souterraines

Les choix faits, les arbitrages rendus à l'Hotel Matignon, il fallait, à tout prix, empêcher leur mise en cause au Parlement, d'autant que les lobbies, déboutés dans les palais ministériels ont, parmi les députés, des porte-parole efficaces. Si la bataille ne fut pas toujours aussi évidente que lorsque s'opposèrent les défenseurs du sucre de betterave et ceux de ses succédanés chimiques, elle fut souvent souterraine. C'est pour imposer le respect de ses priorités que le gouvernement a eu recours à tous les procédés que lui offrent la Constitution, au détriment de la qualité des textes votés, qui ne peut qu'être mise à mal par la précipitation et le refus de tenir compte de l'avis des élus.

Les esprits battent la campagne... électorale. La proximité de la présidentielle a recouvert de son ombre l'ensemble de la session, y compris les débats législatifs. Chacun s'agitait qu'en fonction d'elle, d'où la volonté de domination du RPR, d'où le souci de l'UDF d'être sage pour faciliter les reports de voix du deuxième tour, d'où le calme du Front national après l'échec de sa tentative musclée pour contester le fonctionnement de l'institution parlementaire — afin d'asseoir la respectabilité espérée par son président. D'où, aussi, le sérieux du PS, qui veut crédibiliser son image de parti de gouvernement et qui s'est interdit toute opposition « gestuelle ». D'où, enfin, l'insistance du PCF pour démontrer son refus de la politique de la droite comme de celle des socialistes, mis systématiquement dans le même sac.

Curieuse impression ! Les députés n'ont été élus qu'il y a vingt mois et pour cinq ans. Déjà, ils se conduisent comme s'ils vivaient leurs derniers jours au Palais-Bourbon, avant de se retrouver devant leurs électeurs. Arpentent leur circonscription leur paraît plus utile que de voter la loi ou de contrôler le gouvernement. Rarement ils ont autant privilégié leur tâche locale par rapport à leur responsabilité nationale. Naturellement, la majorité en a été la principale victime, car c'est elle qui a le plus besoin de présence dans l'hémicycle.

L'inquiétude a, petit à petit, envahi les esprits. Inquiétude personnelle, inquiétude pour le « chef » et pour le clan auquel on a lié son sort : l'avenir personnel de nombreux élus dépend du choix, par les Français, du président de la République. En fin de session, l'écroulement des ministères, comme celui des parlementaires, a pris le dessus. Les procès d'intention ont remplacé les échanges d'idées, la précipitation a cédé la place à la bousculade. Les textes de loi sont devenus des tracts électoraux, souvent inapplicables en l'état et que chacun se promet de modifier quand la majorité sera devenue plus conforme à ses vœux. Il était grand temps de mettre la clef sous la porte !

THIERRY BRIÈRE.

Le projet de loi sur la transmission des entreprises La véridique et édifiante histoire d'un succès du Parlement

La petite histoire du projet de loi sur la transmission des entreprises méritera d'être retenue dans les annales comme exemplaire de ce que peut obtenir le Parlement dès lors qu'il refuse de céder avec docilité aux injonctions du gouvernement. Le fait n'est pas si fréquent sous le ciel du Palais-Bourbon et de celui du Luxembourg, pour ne pas être mentionné. Ce texte, défendu énergiquement par le ministre du commerce, de l'artisanat et des services, M. Georges Chavares, est le dernier de cette petite session extraordinaire à avoir été adopté (mercredi 23 décembre au matin par l'Assemblée nationale, l'après-midi par le Sénat). Mais avant d'en arriver là, le chemin législatif fut particulièrement chaotique.

Au départ, le gouvernement pouvait pourtant espérer, en bonne logique, que son projet rassemblerait un large consensus et qu'il serait adopté aisément. Qui, en effet, sur les bancs de l'Assemblée et du Sénat, pouvait ne pas souscrire à l'impératif urgent qu'il y avait à faciliter au maximum la transmission des entreprises afin de protéger le tissu industriel. Ambition d'autant plus légitime que, dans les dix années à venir, sept cent mille entreprises sur les deux millions huit cent mille existantes feront l'objet d'une transmission et que 50 % des dirigeants de PMI sont âgés de cinquante ans. Dès le début de la discussion à l'Assemblée nationale, le 17 novembre, il ne s'est pas trouvé un seul orateur pour contester le bien-fondé de l'analyse du gouvernement selon laquelle il fallait permettre à un patron dont les enfants ne voulaient pas reprendre l'entreprise familiale de trouver facilement un tiers comme repreneur.

Partant de ce constat, le gouvernement avait mis sur pied, entre autres dispositions (le Monde des

19 et 20 novembre), un mécanisme étendant le bénéfice de la donation-partage (jusqu'alors réservée aux descendants) aux collatéraux et aux tiers en cas de transmission d'entreprises. La valeur du bien était établie à la signature de l'acte entre le patron et le repreneur, le tout sous les yeux des héritiers, veillant à ne pas être lésés. La donation-partage était dotée d'un statut fiscal intéressant, la transmission du vivant du chef d'entreprise devait présenter moins d'obstacles.

Van Gogh et le bureau du président-directeur général

C'est donc muni de ces bonnes intentions et de son texte que M. Chavares s'est présenté devant les députés à la mi-novembre. Il y fut mal accueilli. Enamorado par un juriste breton, M. Pierre Mazeaud, président RPR de la commission des lois, l'Assemblée a fraîchement reçu le texte du ministre au motif qu'il bouleversait le droit successoral au détour d'un texte. En effet, en l'absence de définition précise de la notion d'entreprise, le projet Chavares ne limitait pas l'extension du bénéfice de la donation-partage à la seule et exclusive transmission d'entreprise. En clair, n'importe quel autre bien pouvait en bénéficier, dès lors que les héritiers étaient d'accord. Forçant un peu le trait, M. Mazeaud avait fait remarquer que, si un tableau de Van Gogh était accroché au-dessus du bureau du président-directeur général, il pouvait tout à fait être inclus dans le dispositif. Le député RPR proposait donc à la place de ce système, qui, selon lui, risquait de léser les héritiers, celui de la donation simple

assortie d'avantages fiscaux équivalents à ceux de la donation-partage. Mais, en toute hypothèse, selon le président de la commission des lois, seules les transmissions d'entreprise devaient être concernées.

Malgré l'hostilité manifeste du député RPR, qui ne fut pas suivi par ses troupes, le projet Chavares fut adopté en première lecture à l'Assemblée nationale. « Vous verrez ce que le Sénat va en faire », commentait alors avec acidité M. Mazeaud, qui comptait sur la rigueur et la détermination de la majorité sénatoriale pour bonifier le projet de loi. Il fut entendu. Sous la houlette de M. Etienne Dailly, rapporteur (Gauche démocratique) de la commission des lois du Sénat, le dispositif fut modifié de façon à limiter son application à la seule transmission d'entreprise (le Monde daté 20-21 décembre). M. Mazeaud pouvait jubiler.

Vote bloqué et compromis

Le texte adopté par le Sénat était différent de celui de l'Assemblée, une commission mixte paritaire (CMP) « sénateurs-députés » fut donc chargée de préparer un texte de compromis. La CMP fut présidée... par M. Mazeaud. Résultat : le dispositif du Sénat plus le système de la simple donation fut retenu par la CMP, au grand regret de M. Chavares et de son collègue du budget, M. Juppé, qui voyait d'un oeil sévère l'extension de ces avantages fiscaux.

Le ministre du commerce, M. Chavares n'avait pas dit son dernier mot. Il décide, lors de l'examen du texte de la CMP devant l'Assemblée lundi dernier, de l'amender, contrairement à la tradition, afin de revenir au texte original. Pour faire avaler de force la pilule, il dut

recourir au vote bloqué, entraînant une nouvelle fois les protestations de M. Mazeaud et de l'opposition. Prévenu de ce qui l'attendait, le Sénat fit savoir au ministre qu'il opposerait par tous les moyens au texte de la CMP amendé à la dernière minute par le gouvernement : c'était l'impasse.

Pensé, dans ses retranchements selon les uns, enfin éclairé par les arguments de M. Dailly selon les autres, M. Chavares décide finalement de transiger. Acceptant pour des raisons de tactique parlementaire le rejet par le Sénat du texte de la CMP, le ministre remit en lecture son projet devant l'Assemblée puis devant le Sénat après qu'un compromis ait été trouvé : le mécanisme de l'extension de la donation-partage était maintenu mais ne concernait plus que les biens qui sont affectés à l'exploitation d'une entreprise individuelle (une limitation chère à M. Juppé) à caractère industriel, commercial, artisanal, agricole ou libéral. Même si M. Mazeaud restait sur sa faim, la moitié du chemin avait été parcouru de part et d'autre.

Mais ce qui sans doute doit être retenu dans cette affaire, c'est que le bicamérarisme a bien fonctionné et que, de l'avenue de M. Chavares, l'obstination du Parlement et tout particulièrement du Sénat a permis une amélioration sensible de son texte. A contrario, cela jette une lumière crue sur ce qui se passe d'ordinaire quand, devant l'affluence des textes, le législateur en est réduit à expédier leur examen quand il n'est pas obligé de baisser rapidement les bras devant les procédures contraignantes que l'exécutif puise dans sa besace.

PIERRE SERVANT.

L'affaire du détournement d'armes françaises

Les enquêtes se poursuivent sur la Société nationale des poudres indique le ministère de la défense

« Ce qui est reproché à M. Bernardy relève de la période antérieure au 16 mars 1986 ; mais les enquêtes continuent pour la période suivante » : c'est la substance des commentaires émanant de l'entourage du ministre de la défense, M. André Giraud, après les informations parues dans le Monde et le Matin sur d'éventuelles livraisons d'explosifs vers l'Iran par la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), société dont M. Bernardy était, jusqu'à ces derniers jours encore, le PDG.

Ministre de tutelle de la SNPE, M. Giraud, dont l'entourage affirme qu'il est d'une « sensibilité extrême » sur cette question, reprocherait à M. Bernardy de ne pas avoir fait preuve de suffisamment de vigilance à propos des destinations réelles des marchandises livrées par sa société. La SNPE aurait ainsi livré des explosifs à l'Iran, le plus souvent via d'autres sociétés européennes productrices de poudres. Des enquêtes en collaboration avec les douanes de plusieurs pays européens sont toujours en cours pour

déterminer si ce trafic a continué après le changement de majorité en France (16 mars 1986), possibilité que l'on n'exclut pas, a priori, au ministère de la défense.

On y indique également que des contrats signés antérieurement à l'arrivée de M. Chirac au gouvernement ont très bien pu faire l'objet de livraison quelques mois plus tard, malgré le renforcement des contrôles.

« Il nous a fallu quelque temps après notre arrivée au ministère de la défense pour comprendre ce qui se passait, indique-t-on, encore, dans

l'entourage de M. Giraud. Les coffres étaient vides de tous papiers. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons demandé un rapport au contrôleur général des armées Barba ». Si l'on ajoute, toujours de même source, que le renforcement des contrôles a eu un rôle dissuasif certain, l'on n'explique pas clairement pourquoi la Commission interministérielle, chargée de délivrer les autorisations de vente aux exportateurs d'armes, a donné son aval à des contrats manifestement douteux.

Démenti de Luchaire

Dans un communiqué diffusé mercredi 23 décembre, la société Luchaire s'attache à « démentir » l'enquête du Monde sur le détournement de ventes d'armements français : « Si l'a été possible d'apprendre que Luchaire et sa filiale, Nouvelle Cartoucherie de Surville (NCS), ont obtenu des autorisations de ventes au Portugal, ce qui est exact, il était également vérifiable que ces autorisations n'ont donné lieu à aucune exportation : aucun document de sortie (AEMG) n'a été demandé par Luchaire ou

NCS à ce titre. Ni Luchaire ni aucune de ses filiales, françaises ou italiennes, n'ont de contrats d'armement d'aucune sorte en cours avec des sociétés portugaises ».

« Quant au rôle de M. Mario Appiano, conseiller à l'exportation, poursuit le communiqué, il est bien évidemment dans le cadre de la diversification des produits de multiplier les contacts avec tous les pays étrangers, dont le Portugal, où il se rend régulièrement depuis de nombreuses années. »

La déclaration du gouvernement portugais

Le gouvernement portugais a démenti mercredi 23 décembre que le Portugal ait servi de plaque tournante pour la fourniture de matériel de guerre vendu après 1986 à l'Iran par la société française Luchaire. Le premier ministre portugais, M. Aníbal Cavaco Silva, a assuré que le Portugal n'est pas « un point de passage pour la contrebande d'armement ». M. Cavaco Silva, qui parlait à des journalistes à l'issue d'une audience avec le président Mário Soares, a précisé que toutes les

exportations d'armement à partir du Portugal sont faites « en accord avec la législation » et que son gouvernement « en règle générale, n'autorise pas la simple transit d'armes par le territoire national ». Interrogé sur l'enquête publiée dans le Monde du 23 décembre et citant le Portugal comme une destination fictive pour des livraisons d'armements à l'Iran, M. Cavaco Silva a déclaré : « Je doute que cela se soit produit, sauf si nous sommes devant une escroquerie ».

[La déclaration du premier ministre portugais selon laquelle son pays n'est pas une plaque tournante de trafic d'armes vers l'Iran est démentie par les enquêtes parlementaires américaines et belges sur ce trafic. Le Portugal n'est pas le seul pays européen à avoir joué, depuis le début du conflit irakien, un rôle pivot pour la réexportation d'armes vers l'Iran ; l'Italie, la Yougoslavie, la Grèce et l'Espagne ont tout à tour, et parfois simultanément, tenu ce rôle. L'intérêt du Portugal comme plaque tournante pour des pays producteurs d'armements, tels que la

France, est que Lisbonne n'a pas décliné d'embargo à l'encontre de Téhéran. Le gouvernement du Portugal a longtemps fermé les yeux sur ces trafics mais son premier ministre évoque aussi l'hypothèse d'escrocs, et il est vrai que son pays a déjà été victime de marchés d'armes peu scrupuleux qui fabriquaient de « vrais-faux » certificats de destination, finale d'armements à en-tête d'administrations portugaises. Les marchandises mentionnées sur ces documents avaient, en fait, l'Iran comme point d'arrivée.]

M. Mitterrand : « Le rôle de la presse, c'est d'aller plus loin »

Interrogé, le mercredi 23 décembre, à bord du porte-avions Clemenceau, au large de Djibouti, M. François Mitterrand a déclaré à propos d'éventuelles livraisons d'armes françaises à l'Iran après mars 1986 : « Je n'ai pas d'informations (...). Je connais les affirmations de M. le ministre de la défense (et) je ne fais pas de déclarations. Quand le gouvernement s'exprime, mon mouvement naturel est de penser qu'il dit aux Français la vérité. Malheureusement, le rôle de la presse, bien entendu, c'est toujours d'aller plus loin. C'est ce qui fait la grandeur des démocraties ».

Un communiqué du Parti socialiste

M. Jean-Jack Querryne, porte-parole du Parti socialiste, diffusé le mercredi 23 décembre le communiqué suivant : « D'après les révélations des journaux le Monde et le Matin concernant le détournement d'armes françaises vers l'Iran après le 16 mars 1986, nous sommes en droit de nous demander si le gouvernement de M. Chirac a peur de la vérité. Devant les accusations graves de la presse, il ne peut plaider l'ignorance. Pourquoi n'a-t-il pas fait procéder aux indispensables enquêtes administratives ? Pourquoi ne porterait-il pas plainte comme l'a fait en son temps Paul Quilès, ministre de la défense, sur les activités de l'affaire Luchaire ? »

سكنا من الاجل

Sports

AVENTURE : le festival de La Plagne

Maudites frontières !

Après François Varigas (1983), Pierre Bégin (1984), Christophe Profit (1985), Jean-Louis Etienne (1986), les journalistes présents au Festival du film d'aventures récentes, du 15 au 20 décembre, ont désigné Patrice Franceschi comme aventurier de l'année 1987 pour son tour du monde en ULM.

LA PLAGNE
de notre envoyé spécial

Chaque année, la Plagne balance entre l'exploit sportif, aussi bref qu'éclatant, et l'aventure au long cours. Que choisir ? La folle descente à « ski limite » de Jean-Marc Boivin, s'élançant du sommet de l'aiguille du Drut, ou la traversée de l'Atlantique en planche à voile par Stéphane Peyron ? L'enchaînement en quarante heures de trois faces nord des Alpes par Christophe Profit ou le tour du monde en ULM — et en deux ans et demi ! — bouclé cette année par Patrice Franceschi ? Est-il plus méritoire d'escalader en solo une falaise en pays Dogon (Catherine Destivelle) des échaudages de bambou à Hong-kong (Isabelle Patisier) ou de traverser le Sahara à vélo comme Jean Naud (1) ?

Dans un festival du film — et du livre — d'aventure vécu, on juge avant tout le produit fini. Ni l'exploit ni l'aventure, donc, mais sa mise en forme. C'est du moins ce qu'on répète aux jurés, qui n'en font finalement qu'à leur tête. On se retrouve au bout du compte avec un palmarès qui bouscule les lois du genre : le grand prix à un film décevant (*Le Défi du Zaire*), de Luc-Henri Fage, qui ne montre même pas le moment crucial de la descente du fleuve, en l'occurrence le passage des redoutables chutes d'Inga, où Philippe de Dieuleveut et son équipe trou-

rent la mort dans une précédente expédition.

Quant à la presse, elle a, au contraire, primé le film réussi du festival (*Le Saut de la sueur*, du débutant Didier Delattre) bien que, aux yeux de certains, il ait le tort de ne comporter ni performances sportives ni morale de l'aventurier qui se dépasse pour la beauté du geste ou la recherche de son moi profond. Tant pis ! Voilà Clo Garcia, ferrailleur-camionneur-magouilleux, promu au rang de héros de l'aventure parce que le réalisateur a su faire de sa traversée du Sahara une tréculente épopée, ponctuée de coups de gueule et de francs CFA glissés de main en main. Aventurier louche, Clo Garcia ? Sans doute. Mais son aventure valait la peine d'être contée. Elle l'est de main de maître.

Un film raté, en revanche, peut être racheté par un livre. C'est le cas de *La Folle Équipe* (2) de Patrice Franceschi, ce baroudeur qui sait écrire, consacré « aventurier de l'année ». Né à Toulon il y a trente-trois ans, Patrice Franceschi vit en principe à Dijon. Mais il passe le plus clair de son temps au bout du monde. Il a séjourné chez les Pygmées du Congo et chez les Indiens d'Amazonie. Il a fait du grand reportage dans les maquis de l'Afghanistan, du Soudan et du Sahara occidental, exploitant à toute occasion ses compétences de pilote, de parachutiste ou de karatéka.

Son tour du monde en ULM — une première — lui aura appris une chose : la grande aventure peut être contrariée par les caprices de l'administration. De sorte que le survol de la planète dans un moustique de 130 kilos, censé vous libérer des contraintes terrestres, vous oblige au contraire à constater à quel point cette bonne vieille Terre se morcelle, se compartimente, et même

se forme au voyageur non conformiste. « Je n'aurais pas cru que le ciel était à ce point surveillé, y compris dans les contrées les plus reculées », avoue-t-il aujourd'hui, parfois amer d'avoir dû passer plus de temps à faire antichambre dans les bureaux et les consulats qu'aux commandes de son *Sirocco*. L'aventure est une longue patience.

Ce laborieux tour du monde ne l'empêche pas de préparer déjà une nouvelle expédition. Tandis

Un livre, une radio

La Guilde européenne du raid, organisatrice du Festival de La Plagne, et l'éditeur Albin Michel lancent pour la première fois cette année un ouvrage récapitulatif des exploits, records et folles entreprises de l'année.

Ce beau livre, premier d'une série, est intitulé *Année de l'aventure*. Ni exhaustif ni volontairement très équilibré, l'ouvrage recense ce que ses auteurs estiment être le meilleur des aventures vécues en 1986-1987.

A signaler aussi une toute jeune radio privée, *Aventure FM* (105,9 à Paris, et bientôt dans plusieurs villes de France), qui se spécialise dans le grand reportage, les projets d'aventure et les « directs » du bout du monde (10, rue du Commandant-Schlesing, 75016 Paris).

que l'ethnologue Michel Peissel — autre grand aventurier méconnu — cabotera dans une pirogue le long des côtes du Yucatan (Mexique et Belize). Patrice Franceschi partira en reconnaissance aux commandes d'un hydravion ultra-léger pour lui indiquer les passes. L'engagement

physique au service de la science, comme le firent jadis Paul-Emile Victor, Jacques-Yves Cousteau, Alain Bombard ou Haroun Tazieff.

Et comme le fait aujourd'hui un Jean-Louis Etienne, ce petit docteur qui conquiert le pôle Nord à pied, le voici qui monte sa grande expédition « Transantarctica » pour 1989-1990 : six hommes et quarante chiens qui vont se lancer à travers la glace et les montagnes du continent blanc. 6 500 kilomètres à pied, soit au bas mot six mois de marche par des températures — estivales ! — oscillant entre -20° et -40° ! Et tout cela au nom de la science (recherche sur la résistance humaine et sur le milieu polaire) et de la préservation de l'Antarctique comme « parc mondial », à l'abri des bases militaires, des exploitations minières et aussi de ces damnées frontières nationales qui brisent l'élan de l'aventure libre — Patrice Franceschi en sait quelque chose.

Le dernier espace de liberté, hormis l'Antarctique, reste donc la mer. Ni Philippe Jeantot, bouclant son deuxième tour du monde en solitaire — et en vainqueur, — ni Stéphane Peyron sur sa planche à voile, n'ont été entravés dans leurs exploits par quelques fonctionnaires obtus. Mais ce n'est qu'un répit. Gérard d'Aboville, dans son casamara de poche, en a fait l'expérience en mer de Chine : ayant échappé à tous les coups de chien et aux pirates qui aborderaient (?) dans le secteur, il se voit sommé de déclarer identité, chargement et le reste à un rond-de-cuir philippin qui n'a même pas pris la peine d'examiner l'ultra-léger embarcation. A vous dégouter de l'aventure !

ROGER CANS.

(1) Trois roues pour Tombouctou, chez Albin Michel (275 p., 120 F.).
(2) Robert Laffont (168 p., 98 F.).

RUGBY : états généraux contre la violence

Daniel Herrero passe en retrait

Évacuation par hélicoptère d'un joueur dans le coma, agression contre un dirigeant de club, intervention de la police : en dépit de l'annonce de sanctions plus sévères contre la violence, les dernières journées des championnats de France de rugby ont été émaillées de nombreux incidents graves. Pourquoi la FFR ne prend-elle pas à son compte la proposition d'états généraux de l'entraîneur du RC Toulon, Daniel Herrero ?

TOULON
de notre correspondant

« La mort de Dominique Lardier au cours du match tragique opposant l'USPÉP à Montpellier (le Monde du 17 novembre) a été le déclencheur. J'ai été amené à faire des déclarations pour dire mon indignation et de très nombreux journalistes, supporters et autres amoureux du sport m'ont fait savoir qu'ils étaient prêts à m'aider », dit Daniel Herrero, l'entraîneur du club champion de France, qui veut organiser des états généraux contre la violence.

Ces états généraux devraient durer trois ou quatre jours et se dérouler dans différents lieux de la ville : des collèges, des clubs, le musée, des cinémas. Plusieurs commissions travailleront sur le jeu, la biologie, la psychosociologie, la politique, les médias, l'argent, le dopage... « La prévention, l'éducation, l'information, seront au centre des recherches, des échanges et des discussions auxquelles seront conviés des sportifs, des médecins, des journalistes, des juristes, des sociologues et tous les gens qui voudront y participer. Il faut tirer la peur des

stades, il nous faut aller vers un jeu d'homme mais dans lequel chacun puisse garder sa part d'enfance », commente Herrero. L'entraîneur varois a marqué le coup devant les accusations du président Ferrasse pour qui Toulon devrait « balayer devant sa porte » avant cinq ans : « Bon sang, depuis cinq ans je fais tout pour que le RCT ne se batte plus. Et j'y parviens. Avant, ça se battait à chaque déplacement. Nous avions une horde qui nous suivait et qui causait tout ! Ce temps est révolu. Plus généralement, en première division ça s'est calmé, mais en seconde et en troisième ça tombe encore.

« Et dans les séries inférieures, c'est insupportable ! Pendant ce temps, la fédération ferme les yeux et maintient une chape de plomb. Je rappelle à M. Ferrasse qu'il y a un an et demi, lors d'un match de deuxième division opposant Dijon à Sarreguemine, un minot se releva sur le terrain. Il ne s'est jamais relevé. »

En raison de cette opposition fédérale, toutefois, Dany « le rouge et noir » a préféré s'effacer devant l'organisation de ces états généraux tout en gardant le contrôle et l'initiative : « Ils ne seront pas récupérés, mais je crains certaines pressions qui pourraient notamment se manifester contre notre club, à l'arbitrage. »

La municipalité toulonnaise a pris le relais pour organiser ces états généraux sous la couvert des conseils municipaux de prévention de la délinquance. Cela fait tout de même craindre à certains que ce brassage d'idées perde la de sa spontanéité, de sa force constructive et d'une crédibilité diluée en sous-commissions multiples et multipariées.

JOSÉ LENZINI.

OMNISPORTS : les relations fédérations-Etat-entreprises

Vers une nouvelle donne

par Gilles Bouilhaguet
directeur des sports
au secrétariat
à la jeunesse et aux sports.

Face au formidable développement du sport, véritable fait social et culturel, et à la complexité des liens qui se tissent entre le monde sportif et économique, il paraît aujourd'hui, hautement nécessaire d'engager un nouveau type de réflexion permettant de réaliser un équilibre plus harmonieux entre les différents partenaires concernés : le mouvement sportif, les entreprises, l'Etat.

Le sport est devenu un modèle d'attitude et de comportement. Les qualités du sportif de la Rome antique — un esprit sain dans un corps sain — doivent servir de référence à l'entité constituée par le triangle Etat-sport-entreprise.

Les enjeux du sport se sont considérablement développés : dépassement de soi, culte de l'effort, esprit de compétition, toutes ces valeurs, à l'origine individuelles, ont maintenant des implications économiques et sociales toujours plus complexes.

Les images ou les symboles véhiculés par le sport tiennent désormais une grande place dans l'entreprise, qui les utilise comme outil de son développement, soit en se les appropriant, soit en soutenant directement des manifestations sportives.

Ce nouveau type de rapports a naturellement des répercussions sur la puissance publique. Le sport est de plus en plus un élément d'affirmation de notre présence sur la scène mondiale et, parfois, un instrument de politique internationale permettant à l'Etat de renforcer son rayonnement.

Les trois partenaires, mouvement sportif, entreprise, Etat, sont désormais conduits à entretenir des relations toujours plus étroites. Il convient donc d'adopter une démarche cohérente afin de parvenir à une collaboration harmonieuse.

Chacun de ces trois interlocuteurs a une vocation naturelle à se rencontrer. Quel de plus naturel en effet que de voir se retrouver le

sport et l'entreprise qui défendent, l'un et l'autre, les mêmes valeurs. Les analogies de vocabulaire utilisées dans les deux domaines sont innombrables : esprit d'équipe, performance, ambition, record, challenge, résultats, etc. Plus que devant un parallélisme de comportement, on se trouve face à une authentique complémentarité. L'Etat, par ailleurs, doit les interventions ne peuvent s'étendre à l'infini, se félicite de cette situation.

Cependant son rôle doit aussi consister à prolonger cette réflexion, de telle sorte que l'évolution du sport ne s'effectue pas dans le sens d'une excessive professionnalisation de haut niveau.

Il est vrai que le sponsoring et le mécénat d'une grande entreprise touchent, le plus souvent, un événement ou un homme sur une période courte et dans les domaines sportifs particulièrement ciblés. Dans ces conditions, il semble utile d'envisager une association de plus longue durée, qui permettrait à chacun des partenaires naturels que sont toutes les entreprises, le mouvement sportif et l'Etat, de jouer un rôle plus éminent encore dans le développement de tous les sports et à tous les niveaux. Il paraît urgent d'établir de nouvelles règles, garantissant au mouvement sportif son autonomie tout en rationalisant ses relations avec ses partenaires.

Certaines manifestations sportives entièrement sponsorisées, et dont l'organisation échappe au mouvement sportif, ressemblent davantage à des « coups spéculatifs » qu'à un véritable investissement à long terme dans une discipline sportive. Il n'est pas certain que le sport tire grand profit de telles opérations.

A l'initiative du secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, s'engage, en ce moment, une réflexion originale sur ce que l'on pourrait appeler le « nouveau partenariat ». Les plus hauts dirigeants du mouvement sportif, les leaders du monde économique et les représentants de la puissance publique sont conscients que, pour l'avenir du sport dans notre pays, leurs relations doivent désormais être envisagées dans la durée et non plus seulement dans la brièveté de l'événement.

Toutes ces réflexions feront l'objet d'un colloque, qui se tiendra le 3 février prochain, et dont le but sera double : d'une part donner à l'image du sport toute sa dimension, d'autre part définir les conditions dans lesquelles pourront se développer les règles de ce partenariat.

C'est dans le cadre de ce nouveau concept et dans le respect des intérêts de chacun, que le mouvement sportif pourra relever les grands défis à venir.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Cross de France, dimanche 28 décembre. Corrida de Houlès, samedi 27 décembre à partir de 14 h 30.

Basket-ball

Tournoi international de Noël, samedi 27 et dimanche 28 décembre, à Paris-Bercy, entre la France, Israël, la Yougoslavie et l'Australie (A2, samedi à 15 heures, France-Israel; Canal Plus, dimanche à 15 heures, France-Yougoslavie ou Australie).

Hockey sur glace

Tournoi international du mont Blanc, jusqu'au 30 décembre.

Rugby

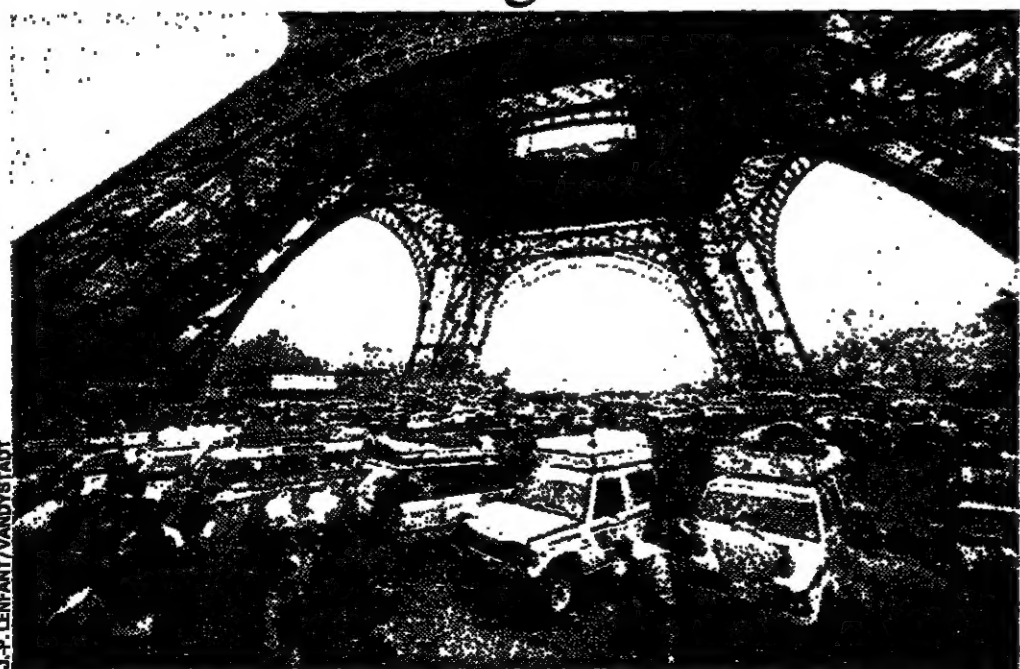
Championnat de France. Match en retard Bédarride-Lourdes, dimanche 28 décembre.

Ski alpin

Coupe du monde. Descente hommes de Schladming (Autriche), le 31 décembre.

Rallye pédestre : Paris-Gao-Dakar

Le long cours



J.-P. LENOIR/MANDY/STAST

Décrochés par le brouillard, la tour Eiffel a-t-elle aperçue, mardi 22 décembre, les fournis qui trépassaient à ses pieds ? Les coureurs du quatrième Paris-Gao-Dakar se sont élancés depuis le Champ de Mars pour 8 000 kilomètres d'aventures pédestres non stop à travers la

France, l'Espagne, le Maroc, l'Algérie, le Mali et le Sénégal.

Douze équipes de douze concurrents — c'est-à-dire le double de l'an dernier, — accompagnées de plusieurs dizaines de véhicules 4x4, s'efforceront d'atteindre Dakar le

21 janvier. Jour et nuit, les athlètes se relayeront pour avaler au pas de course les spéciales et les étapes de liaison. Ils ne seront pas seuls sur les pistes pulvérisées cette année une course parallèle oppose huit équipes de quatre cyclistes luttant sur des vélos tout terrain (VTT).

EN BREF

● **AUTOMOBILISME** : Yannick Delmas signe chez Larrousse-Calmels. — Le pilote français Yannick Delmas, vingt-et-un ans, a signé un contrat de trois ans avec l'écurie française de formule 1 Larrousse-Calmels, dont le premier pilote est

Philippe Alliot. Champion de France de formule Renault et de formule 3, Delmas avait participé avec cette écurie aux trois derniers Grands Prix de la saison 1987, se classant notamment cinquième à celui du Japon. D'autre part, le Grand Prix du

Mexique qui devait avoir lieu le 5 juin prochain a été annulé, en raison des difficultés économiques du pays et dans le cadre du programme d'austérité du gouvernement mexicain.

● **BASKET-BALL** : l'URSS bat la France. — En match éliminatoire du championnat d'Europe de basket-ball dont la phase finale aura lieu en 1988, l'équipe du France a concédé, mercredi 23 décembre à Moscou, une défaite honorable face à l'URSS (79 à 91).

● **HAND-BALL** : saïle politique. — Les deux jeunes handballeurs polonais disparus dans le Haut-Rhin pendant une tournée de leur équipe (*Le Monde* du 23 décembre) ont demandé l'asile politique mercredi 23 décembre à Colmar. Ils sont âgés de dix-huit et dix-neuf ans.

Le Monde

sur minitel

ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS

au Monde et à ses publications

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

Le Monde DES LIVRES



Stendhal dansant, dessin par Mmes.

Révolution de papier

Le bicentenaire est déjà commencé.
Dans l'ivraie, il est du bon grain.

UNE librairie dans une grande ville de province, commune affranchie (pardon Lyon). Deux lectrices désirent un livre sur la Vendée. Comment choisir ? La seule production récente en a déposé quatre ou cinq sur les présentoirs. Dans leur perplexité, elles se tournent vers la librairie : « Nous voudrions celui qui n'a aucune tendance... »

Si l'approche du bicentenaire de la Révolution paraît laisser de marbre la majorité de nos contemporains, le monde de l'édition, lui, a pris ses précautions pour ne pas manquer la célébration. A deux ans encore de la date solennelle, il a entrepris d'élever un gigantesque monument de papier à la mémoire de l'événement. Mais l'édifice va un peu de guingois. Ses maîtres d'œuvre ne sont guère à l'unisson : faut-il exalter ou excuser, honorer ou chérir ? Et nous, lecteurs, devons-nous nous laisser guider par Georges Soria, dans « cette grande épreuve de l'histoire de France et de la liberté qui, par ses prémonitions, scintille comme une messagère lointaine, attentive au destin des peuples et des nations » (1) ? Ou bien accompagner Pierre Chaunu dans sa rage contre le « génocide jacobin » et avec lui réviser Charles Corday « la plus pure héroïne de la Révolution, celle dont la statue pourrait être substituée à celle de Danton qui défigure la sortie du métro Odéon » (2) ? Il est des jours où, vraiment, on ne sait plus à quel saint, patriote ou non, se vouer.

Le découragement, pourtant, serait mauvais conseiller. Aux murs du cénatrophe de la Révolution, certaines pierres valent d'être lues de plus près. Ainsi, pour commencer, les grands classiques réédités. L'an dernier, François Furet avait proposé les pièces essentielles du débat ouvert par la publication, en 1865, du livre d'Edgar Quinet *La Révolution* (3). En cent pages lumineuses, il situait la nouveauté solitaire de cette œuvre construite sur des idées essentielles : la Terreur est comme un retour de l'absolutisme ancien au sein même de la Révolution ; cette résurgence du despotisme est la conséquence obligée de l'impuissance des révolutionnaires à ancrer la liberté politique dans une « révolution religieuse » radicale. Dans le dossier ainsi rassemblé et introduit

manquait la pièce principale : le texte de Quinet lui-même. Il est maintenant facilement accessible grâce à une réédition préfacée par Claude Lefort.

A relire ce gros livre, à la fois narration des événements et réflexion sur leur sens, on mesure l'originalité de Quinet, qui fonde sur son attachement au principe républicain, payé du prix fort de l'exil après le coup d'Etat de 1851, une hostilité sans faille contre ceux qui, dans le même camp que lui, exaltent ou excusent la Terreur, et donc légitiment le pouvoir fort, la dictature (pas plus acceptable robespierriste que bonapartiste) et la servitude.

La terreur et l'absolutisme

Pour Quinet, l'événement n'est pas un bloc. Loin de signifier l'arrachement au passé, « la Terreur a été le legs fatal de l'histoire de France » à la Révolution. Il faut donc dissocier 93 de 89 et tenter de comprendre comment a été possible la réapparition de l'absolutisme là où étaient promises la diminution du pouvoir central et la liberté. La réponse n'est peut-être pas le meilleur livre, mais elle donne à penser. De cette « révolution religieuse », dont l'absence a perdu la Révolution puisqu'« au milieu d'un immense bouleversement, tout est changé, excepté l'homme intérieur qu'on laisse systématiquement captif du passé », Quinet ne dit rien, sinon qu'elle aurait dû consacrer sur l'essentiel la réputation du vieux monde. Nécessaire, elle était pourtant impossible, parce que les hommes n'avaient plus ce « tempérament religieux » qui seul allie la témérité dans l'action et les audaces de la pensée.

ROGER CHARTIER.

(Lire la suite page 15.)

- (1) Georges Soria : *Grande Histoire de la Révolution française*, vol. 1, *l'Embrasement*. Bordes, avant-propos.
- (2) Pierre Chaunu : préface à Jean-François Furet, *la Justice révolutionnaire. Chronique de la Terreur*, Lafont.
- (3) François Furet : *la Gauche et la Révolution française au milieu du dix-neuvième siècle*. Edgar Quinet et la question du jacobinisme (1865-1870). Textes présentés par Marina Valensise. Hachette, 1986.

Plaisirs stendhaliens

Le parti beyliste serait-il
le premier parti de France ?

DANS les classes de lycée, au milieu des années 50, il y avait les partisans du Racing-Club de Paris ou ceux du Stade de Reims, les supporters de Balzac ou ceux de Stendhal. Chacun vantait l'excellence de ses favoris. On disputait farouchement de leurs mérites respectifs, et Rastignac se battait en duel, chaque semaine, avec Julien Sorel, tandis que le professeur appelait Sénèque ou La Bruyère à la rescousse pour calmer les esprits. Le métier d'arbitre n'est guère enviable.

Le « réalisme » de Balzac et le « romantisme » de Stendhal alimentaient ces controverses passionnées qui sont le privilège des jeunes gens peu avertis. Beyliste convaincu, Roger Stéphane a dû se mêler à ce genre de querelles. Il vient de publier un livre rassemblant les textes des rares auteurs qui ont salué l'œuvre d'Henri Beyle lorsqu'elle était encore réservée au seul usage des « happy few ». Dans ce dix-neuvième siècle qui refusait de le reconnaître, quelques écrivains, dotés d'une meilleure vue que la plupart, ont « chuchoté le secret de son génie » : Arthur de Gobineau, Prosper Mérimée, Hippolyte Taine, Paul Bourget et, d'abord, Honoré de Balzac. Et

oui ! Rastignac, l'ennemi héréditaire, volait au secours de Julien Sorel... Sans doute n'étaient-ils pas si éloignés que le voulaient nos imaginations lycéennes, car, ainsi que l'écrit (fort bien) Paul Bourget, « de confrère à confrère, les éloges sont des certificats de ressemblance ».

Bourget tenait ces propos en 1883. Depuis lors, le parti stendhalien s'est considérablement renforcé, avec Léon Blum, Roger Vailland, Claude Roy, Roger Nimier, Jacques Laurent et beaucoup d'autres. Bien que l'audience de son meilleur représentant soit désormais universelle, ce parti — le premier de France, peut-être — reste un club qui se donne encore des allures de conspirateur. Les beylistes ont souvent l'air de comploter quelque chose, et l'on devine, à surprendre leurs conversations, qu'il s'agit de conquérir une femme ou de séduire la vie.

Rien d'étonnant à cela, si l'on écoute Roger Nimier. « Les écrivains, disait-il, ne peuvent pas écrire toute la journée. Ils leur faut s'occuper autrement. Les uns s'indressent au clair de lune, comme Chateaubriand ; aux meubles anciens, comme Balzac ; à la spéculation, comme Voltaire ; à la musique, comme

Rousseau ; aux salons, comme Proust (...). En soixante ans, Stendhal n'eut guère qu'un souci, d'ailleurs très bien considéré de nos jours : il fut amoureux... »

Nimier appelle affectueusement Henri Beyle « le gros conseil » (1). Roger Stéphane se montre moins familier, ce qui n'empêche ni de restreindre les sentiments. Dans la préface de son anthologie, il nous avoue qu'il a appris à lire avec Stendhal. S'il le fréquente depuis si longtemps, avec une telle constance, c'est pour le plaisir et pour en tirer des « leçons immédiates ». Le plaisir — tous les beylistes le partagent — est procuré par l'écriture « la plus nerveuse de la littérature française ». Quant aux « leçons

immédiates », elles résident dans la manière non pas de gagner des batailles, mais de les perdre. Les héros stendhaliens savent profiter de leurs défaites : ils poursuivent, à la faveur de celles-ci, leur apprentissage de la « stratégie » et de la maîtrise de soi.

Henri Beyle, qui a dépeint les relations de pouvoir avec tant de discernement, n'a joué, de son vivant, qu'un rôle politique modeste, mais il s'est peut-être rattrapé dans la postérité, quand il s'est retrouvé sur la table de chevet des ministres...

FRANÇOIS BOTT.

(Lire la suite page 14.)

(1) L'Elève d'Arcton, Gallimard.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Le style de Marguerite Yourcenar

« Tous les grands combats sont d'arrière-garde »

« Quelle prose ! » « Si classique ! » Les éloges funèbres se ramènent de plus en plus à des slogans. Pour Marguerite Yourcenar, c'est le substantif classique qui a prévalu. Elle le refusait de son vivant. A Matthieu Galey, qui lui avait accolé le mot (*Les Yeux ouverts*, Le Centurion, 1980), elle a répliqué avec humour : « Si, par classicisme, on veut exprimer qu'un auteur n'écrit pas dans un style salopé ou plein d'acrobates inutiles, disons-le. Mais elle redoutait l'acception scolaire, synonyme d'entêtement de première classe ».

A historiquement parler, le classicisme français, c'est-à-dire le dix-septième siècle, ne figure pas parmi les modèles déclarés de Yourcenar, sauf pour le Coup de grâce, dans la préface duquel elle invoque les règles de la tragédie selon Corneille et Racine. Ses maîtres, elle l'a souvent dit, ce sont Conrad, Ibsen, Tolstoï, Tchekhov, Thomas Mann, sans oublier Gandhi, cher à son bouddhisme de cœur...

Chez les Français, elle citait de préférence Montaigne, Saint-Simon, Balzac et Proust. Elle avait lu six ou sept fois *Recherche*. Elle en parlait avec élan, bien que l'égotisme fût éloigné d'elle, et plus encore de ce qu'elle voulait écrire. Elle aimait le don de Proust pour faire sentir le passage du temps sur les êtres, ainsi que son réalisme, dans la suggestion des voix, par exemple.

Les goûts littéraires des grands écrivains n'ont rien à voir avec la logique, ni avec la gratitude. Il arrive qu'ils plaquent bas les devanciers qui les ont manifestement influencés, moins pour brouiller les pistes qu'à la manière dont on rejette l'écorce d'un fruit après en avoir assimilé le meilleur.

C'est le cas à propos de Gide. Yourcenar est sévère pour l'auteur des *Nouritures*, alors qu'elle mériterait d'être classée par les historiens comme sa plus proche héritière, notamment dans les débuts. *Alexis ou le Traité du vain combat* (1929) tire son titre de la même élogie de Virgile que *Corydon*, publié peu d'années auparavant, et pastiche un autre titre de Gide : *le Traité du vain désir*. Les réticences puritaines du héros, le recours à la première personne et aux maximes, font directement écho aux récits gidiens ; à l'immoraliste, à Geneviève.

Yourcenar ne niait pas l'apport de Gide à sa génération et à elle-même ; elle lui savait gré d'avoir montré que le récit intimiste « à la française » pouvait encore servir, dans sa désuétude. Mais elle lui reprochait de ne pas s'être laissé bousculer par son temps. Elle voulait pour preuve de cet immobilisme le testament de *Thésée*, dont l'humanisme désinvolte ne portait guère trace, en 1945, des bouleversements de la guerre. Elle lui préférait, plus près de nous, Caillols, Cioran, Simone Weil, et Montherlant, de qui elle plaçait très haut, à juste titre, *le Chaos et la Nuit*.

THÉSÉE, hors de son époque ? Soit, mais le grief ne vaut-il pas pour *Mémoires d'Hadrien* ? Les angloises de 1950 n'y sont guère plus présentes. On y sent devant l'époque au sens large, vécue comme un tournant dans l'histoire des idées. Hadrien est né d'une phrase fameuse de Flaubert : « Les deux n'étant plus, et le Christ n'étant pas encore, il y a eu, de Cléon à Marc-Aurèle, un moment unique où l'homme seul a été. » N'en sommes-nous pas arrivés au même point ? Yourcenar a voulu réinventer cette sensation de solitude philosophique, en éclairant les deux époques l'une par l'autre. Elle a résumé l'entreprise mieux que personne : « Refaire du dedans ce que les archéologues du dix-neuvième siècle avaient fait du dehors. »

Le style d'Hadrien est le plus adapté au propos. La forte imprégnation gréco-latine, entretenue par des traductions — la *Couronne* et la *Lyre* (Gallimard, 1979), — trouve ici son meilleur emploi. Le narrateur observe justement qu'il a administré l'Empire en latin et qu'il a pensé et vécu en grec. Le génie stylistique de Yourcenar se partage de la même manière entre les listes de sources antiques, et il y puise les raisons de son orthodoxie grammaticale, indument qualifiée de « classique », ou d'« académisme », par ses détracteurs.

On peut imaginer que l'auteur adhère pleinement aux réflexions d'Hadrien sur les codes du langage : « Avec son mélange de règle logique et d'usage arbitraire, la grammaire propose au jeune esprit un avant-goût de ce que lui offriront plus tard les sciences de la conduite humaine, le droit ou la morale... »

CELA dit, on a trop souvent ramené *Mémoires d'Hadrien* à un magnifique exercice d'érudition et de style. Au-delà des balancements à la Tacite, teintés d'un moralisme tout français allant de La Rochefoucauld à Giraudoux — « J'étais multiple par calcul, ondoyant par jeu », etc. — Yourcenar éprouve une visible jubilation à inventer.

On se tromperait si on voyait en elle une romancière d'occasion, une essayiste faite pour les monologues et les méditations gravées dans le marbre. Tout en négligeant l'anecdote pour l'anecdotique, elle voit dans la fiction une preuve que les décisions de l'esprit et de la volonté piment les circonstances. S'il est vrai qu'à la Renaissance elle aurait cultivé l'essai, et au dix-septième siècle la tragédie, elle se sent à l'aise, au milieu de ce siècle, dans le roman traditionnel, notamment historique, parce qu'elle appelle la « magie sympathique », pour l'érudition et ce qu'elle appelle la « magie sympathique », c'est-à-dire le transport en pensée à l'intérieur d'autrui.

C'est tout ce qu'elle occupe. Les grandes idées, elle n'y croit pas. A ses yeux, il n'y a de solutions que « partielles ». Comprendre ce que chacun fait de soi : voilà de quoi elle est avide. Amateur de destinées humaines : tels sont sa fonction, son bonheur.

(Lire la suite page 12.)

Un bon livre, c'est aussi des chiffres

MARGUERITE DURAS
EMILY L.

tirage actuel en France : 100 000 exemplaires
 Prix de vente : 49 francs
 Traduction en cours dans 16 pays

Allemagne, Brésil, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Israël, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie.

MINUIT

Madame Yourcenar

Marguerite Yourcenar avait le goût des rituels. Après son incinération, le 21 décembre, son infirmière, M^{me} Deirdre Wilson, et sa secrétaire M^{me} Jeanne Lunt vont refaire les gestes qu'elle avait elle-même accomplis huit ans plus tôt, à la mort de son amie Grace Frick. Ses cendres seront déposées dans un châtelet qu'elle aimait, et, plutôt que dans une urne, dans un panier qu'elle affectionnait. Elles seront ensuite enterrées dans le cimetière de Somerville, dans l'île des Monts-Déserts, à l'endroit que Marguerite Yourcenar avait elle-même choisi. Un service religieux à sa mémoire aura lieu au début de 1988 à l'église de l'Union de North-East Harbor, le village qu'elle habitait.

Tout cela Marguerite Yourcenar le voyait comme un « incident individuel », somme toute subalterne. Elle savait qu'ici, au-delà même des souvenirs précis de sa personne, resterait ce qu'elle aimait à nommer, non pas pompeusement son « œuvre », mais, avec, dans l'œil, son air de malice : les quelques ouvrages qu'il lui est arrivé d'écrire.



Marguerite Yourcenar vue par Israël Jung.

Le cadeau d'une rencontre

par Hector Bianciotti

C'ÉTAIT à la fin de l'hiver dernier, le 17 mars pour être précis, à Paris. Mme Yourcenar, qui revenait du Maroc, avait commencé par raconter à son visiteur comment, sur les routes du désert, une tempête de sable avait failli soulever sa voiture. Elle n'avait employé aucune des épithètes que suscite en général le souvenir du danger encouru, son récit se limitant à constater, avec un paisible émerveillement, l'énergie de ce vent qui, dans le désert, semble venir des origines du monde et vouloir emporter avec lui la planète.

Ensuite, elle évoqua la « voix des choses », expression qui servirait de titre à l'ouvrage paru quelques jours avant sa mort, dans lequel elle offre un florilège de fragments allant de Chang-Tzu à Bob Dylan, qui était en quelque sorte son livre de chevet — elle va jusqu'à dire sa « provision de courage ». Elle raconta à son interlocuteur comment une admirable petite plaque de malchite ayant un jour glissé de ses mains et s'étant brisée au sol, le son s'était

révélé aussi beau que l'avait été son dessin. Puis elle se leva et prit sur le dessus de cheminée une plaque de quartz d'améthyste dont le polissage dévoilait les traces bouillonnantes de la matière qui, au cœur d'un tourbillon, avait trouvé les formes inévitables d'une géométrie toute de polyèdres imbriqués. Elle la tendit au visiteur en lui demandant de l'examiner à contre-jour : « Regardez-la bien : dans son centre, elle bouge. » Et, ébauchant un sourire que sa paupière en berne rendait pensif et un rien malicieux, elle ajouta : « J'apprends à écouter les pierres. »

Marguerite Yourcenar avait toujours aimé déchiffrer les alphabets délaissés du monde, dont la beauté perdue dure alors que la clef de son chiffre a été oubliée. Et elle s'intéressait également aux alphabets que l'on ne cesse de décrypter : ceux de la physique, de la biologie. Elle savait que le mystère n'est pas dans le visible, mais dans l'invisible, et dans cette dimension virtuelle du visible que les micro-

scopes ramènent à la surface — mais jusqu'à quand, jusqu'à quelle inimaginable petitesse ?

Elle acceptait l'irréductible lot commun qui est de ne pas comprendre, mais croyait qu'il était de notre devoir d'essayer. Et entre l'acceptation de cette ignorance primordiale et le désir d'aider à la vaincre, elle avait trouvé la voie de la sagesse. Une sagesse toute orientale : nier le moi — l'unique spectateur de nos visions, le fil conducteur de nos pensées, — elle en avait éprouvé la tentation, tout en sachant que, quelque degré qu'on atteigne, il y aura toujours un noyau qui ne changera pas. Mais elle entretenait le doute, considérant comme plus importantes les questions que les réponses.

Elle interrogeait également son visiteur au sujet de Borges, objet de la conférence qu'elle était en train de préparer, et que, de fait, elle prononça en octobre dernier, à l'université Harvard. Ils s'étaient connus sur le tard, à New-York : elle était allée à Genève quelques jours avant qu'il ne meure : « Il était très beau, dit-elle, très élégant, il portait un pantalon blanc, une chemise bleue ; sa voix était très faible, mais nous avons beaucoup parlé avec nos mains. »

Elle aimait le grand large

La mort, l'immortalité ? « Où va l'âme après la mort ? Il n'est pas nécessaire qu'elle aille nulle part », dit Jakob Böhme, qu'elle cite justement dans la Voix des choses (1). Et son cher Chang-Tzu : « Est-ce que je dépends du corps ? Quand il vient, je viens, quand il s'en va, je m'en vais. » Quant à elle, Marguerite Yourcenar, son devenir n'avait que faire de ce qui avait été accompli, et de ce qu'elle continuait d'accomplir. Non, la mort ne l'effrayait pas, elle était sereine, comme débarrassée des agitations et des recommencements tâtonnants de l'existence, comme si, dans sa quête du savoir, elle eût fini par cacher l'univers dans l'univers — Chang Tzu encore... — de sorte que rien de ce qui lui était précieux, et sa propre vie elle-même, ne risquait plus de se perdre.

Elle acceptait, sans pour autant se soumettre, des prières chrétiennes, elle retenait l'Ave, mais non le Pater, à cause d'une ligne : « Que Ta volonté soit faite. » Une religion, quelle qu'elle soit, est comme une pièce d'eau qui convient aux esprits ne sachant pas nager. Elle aimait le grand large, les profondeurs maternelles de la nature. A la fin, elle raconta à son visiteur qu'elle avait observé à loisir, dans son jardin de Petite Plaisance, la force obstinée du perce-neige dont la pousse, si tendre encore lorsqu'elle pointe, a tout de même traversé une couche tassée de feuilles mortes et puis une croûte de glace. Et elle évoqua la joie de son chien quand la neige à la base du tronc. Maintenant que, comme la neige, la paix s'était posée sur sa vie, elle s'irait le temps.

Lorsque la porte se fut refermée derrière lui, le visiteur d'un jour à su qu'il emportait avec lui le merveilleux cadeau de cette rencontre. Mais il oublia, sur le moment, qu'une porte se ferme, et c'est déjà le passé, et que l'on dit souvent adieu quand on dit au revoir.

(1) Gallimard (Le Monde du 4 décembre).

Aux confins du monde et du temps

LA personne et les livres de Marguerite Yourcenar conjuguent à l'extrême les figures du retrait : l'exil volontaire loin de l'Europe qui l'a conduite à vivre quarante ans sur une île de l'Atlantique nord est la plus frappante, la plus anecdotique. Bien plus singulière sans doute est la façon dont son œuvre s'est retirée aux confins de notre culture, soit dans les profondeurs de son passé, le Moyen Âge, l'Antiquité, soit aux confins de son territoire, là où elle s'ouvre et s'affronte aux cultures de l'Orient, du Bassin méditerranéen jusqu'à l'Inde. Comme s'il avait fallu à Marguerite Yourcenar, pour parler du monde, et même pour parler tout court, mettre quelque distance entre le monde et elle, comme on s'éloigne ou on s'élève pour mieux saisir la configuration d'un relief.

Ce retrait n'est pourtant pas une retraite, une absence : il est la figure paradoxale d'un engagement. Cela n'est pas facile à comprendre, et l'était encore moins il y a vingt ou trente ans, quand notre siècle ne voulait connaître et accepter que les formes les plus vives, les plus directes de l'implication politique. Si on peut parler d'une morale et même d'une politique de Marguerite Yourcenar, elles n'ont rien à voir sûrement avec ce qu'on appelait de ce nom vers 1950 à Saint-Germain-des-Près.

Que l'on veuille bien comparer deux existences, et deux grandes œuvres, auxquelles on peut être également attaché : celle de Simone de Beauvoir et celle de Marguerite Yourcenar. Ou deux photographies : l'une de la première, écrivant à une table du Flore, l'autre de la seconde, lisant et travaillant sous une belle lampe ancienne dans sa maison de Mont-Désert. Bien sûr, il s'agit d'écrire, et c'est, en un sens, toujours la même chose. Mais là s'arrête la similitude. A la distance, au retrait de l'une, s'oppose chez l'autre une volonté de prendre le monde à bras-le-corps, une passion inassouvie, une avidité de le changer plutôt que l'ordre de ses désirs. Cette façon péremptoire

de dire et de vivre donne à l'œuvre de Simone de Beauvoir sa nécessité et sa force.

La puissance de celle de Marguerite Yourcenar provient de sources exactement inverses : de sa capacité de se tenir en arrière du monde et du temps, et d'y trouver son assise et son style. Non pas ce qu'on appelle style aujourd'hui, une manière narcissique de vouloir s'imposer à la langue. Mais, au contraire, la certitude qu'il s'agit moins d'avoir un « style propre » qu'une « langue » : que d'être dans le droit fil de la langue dont on use et de se soumettre à elle, non de se la soumettre. Comme un sculpteur utilise les accidents d'un bloc de pierre et jusqu'aux défauts d'un marbre qu'il a choisi. La langue comme matériau ? L'œuvre éternelle coulée dans le bronze ? Une manière pour l'artiste d'affronter le temps, de lui résister, de le vaincre ?

Le sculpteur et son rival

Non pas. « Le jour où une statue est terminée, sa vie, en un sens, ne fait que commencer », écrit-elle dans un de ses plus beaux essais Le Temps, ce grand sculpteur (1). Echappée au chaos sous l'impulsion de la pensée et de la main de l'artiste, la pierre y retourne peu à peu sous la violence de la nature et des hommes ; oui, le temps a repris ses droits. L'œuvre serait donc un court extrait entre deux éternités d'insignifiance. Comme notre vie, ainsi que le décrit un bel apologue du même recueil Sur quelques lignes de Bède le vénérable : notre vie, disait le vieil auteur saxon traduit en latin par Bède quelques siècles plus tard, est comme le vol d'un passereau qui, par un temps de neige, traverse la salle bien chauffée d'un banquet : un court havre de chaleur et de paix.

Mais le travail du temps dans l'œuvre est bien autre chose : en se soumettant à lui, l'œuvre ne rejoint pas immédiatement la région de ténèbres qu'elle avait

provisoirement quittée. Le temps ne s'acharne pas seulement à défaire ce que l'artiste avait fait : il l'achève, non comme son ennemi mais comme son rival. « Certaines de ces modifications sont sublimes », écrit Marguerite Yourcenar. Car une longue période s'écoule avant que la statue retrouve « la vie sans résurrection qui est celle de la matière livrée à ses lois ». Un temps interminable, à l'échelle d'une civilisation. Et, tout ce temps, l'œuvre, non pas intangible mais exposée au temps, c'est-à-dire à nous et à l'usage que nous en faisons, continue à vivre. Tels les lions de Délos rongés par le sel et le vent de mer, que l'auteur cite. Ou, moins connues peut-être, ces prodigieuses statues baroques de Matias Braun, perdues dans la forêt de Bohême.

Là s'arrête la métaphore. L'œuvre littéraire n'est pas faite de roc, mais de mots. L'usage a déjà commencé : en ce sens que le travail du langage ne s'exerce que sur de la pierre déjà ouvrée, déjà entrée dans la métamorphose, déjà soumise à l'érosion. L'écrivain y est donc à la fois le sculpteur et son rival, le temps. Dans ce qu'il forme, il imprime les marques de l'usage : à ce qu'il crée, il ouvre déjà les portes de la dégradation. Mais, du même coup, il remet en usage et en vie les formes érodées de la culture et de la langue. Ce mouvement n'a pas de fin. Telle est la poétique de Marguerite Yourcenar, poétique et, sans nul doute aussi, une éthique.

Que la langue et la culture ne nous appartiennent pas, mais que nous leur appartenions, que nous sommes leurs dépositaires provisoires, et que nous en avons donc la garde à l'égard de ceux qui nous ont précédés comme de ceux qui nous suivront : toute la grande œuvre de Marguerite Yourcenar l'affirme, jusque dans cette espèce de hauteur romaine où elle se maintient.

DANIELE SALIENAVE.

(1) Gallimard, 1983.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

« Tous les grands combats sont d'arrière-garde »

(Suite de la page 11.)

L'EMPLOI de la « première personne » offre un des meilleurs accès littéraires vers autrui parce qu'il constitue, tout au long d'un livre, le « portrait » d'une voix. On ne comprend rien à la prose de Yourcenar si on ne l'a pas entendue se lire elle-même. Derrière le chantonnement traitant dont on ne sait s'il provient d'un certain snobisme vieille France ou de sa vie quotidienne dans le Nord-Est américain, l'accent mis sur certains mots, le détachement de certaines dentelles ou diptères, montrent un souci maniaque, très gideen, des chocs de sonorités dont le sens découlera. Préfacant en 1963 la réédition d'Alexis, Yourcenar s'est refusée à retoucher ce texte de jeunesse (1929) pour ne pas en changer l'« acoustique »...

Alexis et le Coup de grâce sont les titres les plus chargés de moralisme classique. La phrase y rebondit d'une maxime à l'autre ; avec cette différence que, au lieu de plaider pour le conformisme, Yourcenar recommande de s'en évader. Toute la tension de son œuvre vient de ce paradoxe, qui a fait parler à tort de « marginalité » : chez elle, la langue la plus domestiquée sert à célébrer la libre disposition de soi, l'acquiescement aux instincts, jusqu'aux conséquences extrêmes. Mieux vaut la « faute » qu'un déni de soi conduisant à la démente.

A langue assure une meilleure école de lucidité et de liberté si elle se surveille que si elle se débaille : telle est la règle strictement observée et vérifiée dans toute l'œuvre de Yourcenar.

Il y va, selon elle, d'une certaine logique interne : « C'est au moment où l'on rejette tous les principes qu'il convient de se munir de scrupules », est-il dit dans Alexis. Une autre raison militait pour une prose tenue. Comme il est remarqué dans les livres de souvenirs — Souvenirs pleurs (1974) et Archives du Nord (1977) — nos existences tiennent à un échec de circonstances fortuites. Celles-ci sont heureusement compensées par l'arbitraire acceptable, par la convention amable, qu'est la langue.

Il ne s'agit pas d'écrire trop « orné ». Toute sa vie, Yourcenar a combattu cette tentation. Elle a jeté deux versions d'Hadrien, qu'elle trouvait sur-écrites. Une de ses fiertés, en se relisant, est de supprimer tout ce qui peut l'être. En bas des pages, elle note le nombre de mots rayés comme autant de victoires. Rien ne lui est plus étranger que notre mode du « fatras » qu'elle « déforme ou falsifie pour obtenir un effet ou un scandale ». C'est en cela, et par son dédain des débats d'idées, qu'elle se situe le plus nettement à l'écart de son temps.

En retard sur lui ? Les partisans du fatras l'ont dit. Yourcenar tenait sa réponse prête : « Tous les grands combats sont d'arrière-garde. L'arrière-garde d'aujourd'hui est l'avant-garde de demain. »

Une leçon de vraie liberté

Marguerite Yourcenar avait peu de goût pour l'anecdote. Si elle aimait raconter la genèse de ses livres, elle méprisait les « complaisances » des écrivains livrant au public leurs « confidences ». Elle a donc fait silence sur sa vie intime, et on lui a reproché — des femmes notamment — de se « dissimuler » derrière des hommes homosexuels (Alexis, Hadrien, Zénon) pour traiter d'une réalité qui la concernait. Comme si le droit à en finir avec la dissimulation, aujourd'hui enfin exigé, n'était pas la reconnaissance du libre choix, de dire ou de ne pas dire, sa vie privée.

« Je n'emploie jamais le mot homosexuel », « Je n'aime pas les étiquettes », « Je n'utilise jamais le mot péché non plus », disait-elle avec la hauteur moqueuse de celle qui « voit venir » son interlocuteur avec ses questions sur la sexualité — elle avait un infini plaisir à ne se servir que du mot sexualité — ou sur les femmes. Sa prétendue misogynie était devenue légende, repoussée pour ses détracteurs et détractrices. Ils évitaient ainsi de s'affronter à une pensée qui est source d'interrogation et de malaise pour les femmes. Certes, Marguerite Yourcenar fut toute sa vie une privilégiée ; certes, elle a échappé aux aliénations de la plupart des femmes et ignoré les problèmes quotidiens, concrets, tant des

femmes de condition modeste que des bourgeoises soumises à leurs époux.

Néanmoins, maintenant que les lettres des femmes pléinent, qu'on peut voir dans leurs combats — auxquels, pour la contraception et l'avortement en particulier, elle a apporté son soutien — les erreurs de méthode, les insuffisances, l'opinion de Marguerite Yourcenar n'est plus si facile à rejeter, comme venue d'une arrière-garde. « Nous avons tous cru, à un moment ou à un autre, que si l'on supprimait certaines contraintes sexuelles les choses d'elles-mêmes s'amélioreraient. Certaines ont été supprimées, les choses ne s'améliorent pas », disait-elle en 1979.

Dans le gynécée

Pour avoir de Marguerite Yourcenar une image de pudeur à la sexualité honnête, il faut se l'avoir jamais lue. Toute son œuvre s'oppose à la guimauve sentimentale-psychologique des Français : elle n'a pas craint d'écrire et de faire combien, aux élargissements plus ou moins flâtrés, elle préfère le corps. En outre, elle n'a jamais caché qu'elle avait vécu près de quarante ans avec une femme. Grace Frick, morte en novembre 1979 et qui traduisait certains de ses livres en anglais. Mais elle croyait fort peu aux vertus de la procréation.

On n'a sans doute pas fini de s'interroger sur l'absence ou la présence du féminin dans l'œuvre de Marguerite Yourcenar, mais ces trivialités ne seront alors d'aucun secours.

Les pièges mesquins, elle les ignorait. Mais avec Matthieu Galey (1), qui a toujours placé la conversation au-delà des banalités anecdotiques, elle a livré son analyse de l'homosexualité féminine : « J'imagine que l'homosexualité féminine a toujours été trop invisible, trop liée aux rapports de la maîtresse de maison et des servantes, des amies et parentes vivant dans le gynécée, ou encore, on le voit bien chez Lucien, parmi les petites courtisanes, comme dans la délicieuse nouvelle d'Amant, heureux amants de Valéry Larbaud.

« Dans les temps antiques, et même au Moyen Âge, bien entendu, c'est la consigne du silence : Brantôme mentionne une amitié féminine de Marguerite d'Autriche seulement parce qu'elle était princesse et seulement après la mort de son jeune mari, passionnément aimé. Elle aussi se définissait comme bisexuelle » (c'est ainsi que Marguerite Yourcenar qualifie tant Hadrien que Zénon). Pour ce qui est de l'époque actuelle, « il y a eu plus ou moins, dès le XVIII^e siècle — un goût voluptueux de l'homme pour la femme qui aime la femme (...). Les Grecs n'ont guère connu cela. Peut-être ne s'intéressaient-ils pas assez à ce qui se passait dans le gynécée pour se demander ce qu'y faisaient les femmes pendant leur absence. »

« Dans le monde moderne, ce serait donc un faux problème ? Interroge Matthieu Galey.

« Immensément faux. Il devrait se résoudre un jour — bientôt peut-être — par plus de liberté si les choses allaient bien, mais voyez la régression en toute matière dans certains pays islamiques (...). En matière de mœurs on peut toujours s'attendre à ce que la déraison renaisse sur tous les points. »

— Alors quelle attitude adopter ?

« Lutter contre elle. » Pour beaucoup, Marguerite Yourcenar, qui n'a pas milité, n'a pas lutté. Elle n'a pas cherché non plus l'acquiescement, la « tolérance » de ses choix sexuels, et ce qu'on s'est plu à présenter comme un manque de courage peut aussi se lire comme une leçon de vraie liberté.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Les Yeux ouverts, entretiens avec Matthieu Galey, Le Centaure, 1980, pp. 182, 184.

« L'œuvre au noir » a été tournée par le cinéaste belge André Delvaux — que Marguerite Yourcenar avait rencontré et dont elle trouvait le travail fort intéressant. Sa sortie en salles est prévue pour mai 1988. L'acteur italien Gian Maria Volonté interprète le personnage principal du roman, l'archimède et médecin Zénon.

Contrebande

CETTE vieille dame insoumise avait d'étranges manières : souvent, il lui fallait courir en Asie, comme s'il était naturel d'aller tout de suite poser son regard aussi loin : puis elle rentrerait chez elle, dans son lit, et restait longtemps à méditer, à voyager encore... Certains écrivains souffrent de sédentarisme. D'autres sont atteints de la bourgeoisie. Marguerite Yourcenar conciliait ces deux maux, ces deux vertus... C'est qu'elle transportait dans ses valises les secrets du temps, et dans ses pensées les mystères de l'espace. Nous espérons seulement que les douaniers de l'Infini l'auront laissée passer sans contrôle.

F. B.

RELIGION

Une nouvelle « rage biblique... »

Chânon décisif de l'univers biblique, les « Ecrits intertestamentaires » sont pour la première fois édités en français et entrent à « La Pléiade ».

Le marché n'explique pas tout. Quelque part, l'Occident si a-religieux en apparence et même la France, si laïque à certains égards, restent habitués par une « passion » biblique.

Alors que les traductions anciennes (Bible de Jérusalem, Oxy, Pléiade, pour ne citer que les plus connues) continuent de se vendre, sans cesse paraissent des traductions nouvelles, originales ; par la personnalité et les choix du traducteur (ainsi André Chouraqui, traducteur du Nouveau Testament, chez Desclée de Brouwer) ; par la présentation renouvelée (la Bible de Jérusalem paraît par fascicules séparés en poche Garnier-Flammarion, avec des introductions originales) ; ou par la cible : les jeunes notamment sont en bonne place pour l'invention éditoriale, y compris chez les éditeurs dits « laïcs ».

Citons seulement le remarquable Livre de la Bible, ancien et nouveau Testament, véritable encyclopédie portative, superbement illustrée, de l'univers biblique (Gallimard) ; mais il y a aussi les BD de Dargaud, la Bible des jeunes (Mame), et j'en passe d'excellents, y compris pour les plus petits (les collections de Pomme d'Api et d'Astrapi au Centurion, par exemple).

Dans le même temps, l'exégèse et les livres sur la Bible ne sont pas les plus mal lotis sur le marché du livre religieux. Les mauvaises langues diront que ce « biblicisme » tous azimuts remplace à peu de frais une théologie défailante — ou, hélas, sans locuteurs.

Quoi qu'il en soit, dans cette pléthore, l'événement éditorial incontestable est la publication des Ecrits intertestamentaires. Un événement attendu depuis longtemps, puisqu'il était prévu pour... 1970. Il s'agit, on le sait, de textes juifs produits entre le second siècle avant notre ère et le second siècle après le Christ, à une époque difficile pour le judaïsme, affronté à la colonisation culturelle de l'hellénisme, puis à la colonisation politique des Romains, à la persécution (d'Antiochus Epiphane, en 168 avant J.-C.), enfin à la dispersion.

Les écrits dits, par une extension un peu fautive, « intertestamentaires », dont il ne reste souvent que des fragments, font écho à ces tribulations ou à ces « défis de l'histoire » (comme dit André Caquot, dans la préface. Ils portent la marque du genre apocalyptique et de l'espérance messianique : de là résulte,

pour une part, le rejet de ces textes par le judaïsme orthodoxe et l'intérêt, ancien, des chrétiens pour cette littérature juive apocryphe.

La découverte fortuite (par des bédouins, en 1947), puis la recherche et l'inventaire systématiques des rouleaux du site de Qumrân ont considérablement enrichi le corpus intertestamentaire déjà connu des « pseudépigraphes » — appelés ainsi parce que nombre de ces textes portent des noms d'emprunt (Hénoch, Salomon, Moïse, Isaac, Baruch, Esdras, Job...).

Le présent volume comporte donc deux séries d'écrits, jusqu'à présent dispersés, non édités en français ou perdus dans des revues savantes : d'un côté, les « écrits qumrâniens », dont les plus connus sont la Règle de la communauté, l'Ecrit de Damas (où apparaît le célèbre et mystérieux « Maître de justice »), le Règlement de la guerre. Mais il y a aussi des fragments moins connus et peu accessibles jusqu'à présent (1). L'autre série est constituée par les « pseudépigraphes de l'Ancien Testament », déjà connus bien avant la découverte de Qumrân, écrits en hébreu, en araméen ou en grec : certains, tel le Livre des Jubilés, sont traduits pour la première fois en français.

Misogynes en diable

Sur l'origine, l'interprétation, les innombrables problèmes philologiques et historiques que posent les deux séries de textes, on ne peut que renvoyer à l'introduction très substantielle d'André Caquot et de Marc Philonenko. Le débat principal tourne autour de l'origine « essénienne » des divers écrits qumrâniens et même pseudépigraphiques. André Dupont-Sommer, le maître d'œuvre initial du volume, tout en se défendant de l'accusation de « pan-essénisme », a toujours soutenu la thèse de l'influence, sinon de la main directe, de ces sectaires juifs, vivant en communautés ascétiques près de la mer Morte, méprisant les biens matériels, pratiquant le partage des biens, voués à la prière, soucieux de pureté et d'étude, misogynes en diable. Cette hypothèse essénienne est cependant refusée par d'autres, en particulier, tout récemment, par N. Golb, qui voit dans les manuscrits de la mer Morte un reste de la bibliothèque du Temple de Jérusalem, dispersée avant la destruction de la ville (cf. Annales ESC, sept.-oct. 1985, p. 1123-1149).



D'un point de vue éditorial, on peut s'interroger aussi sur l'entrée de ces textes dans la Bible de « La Pléiade ». En rigueur de termes, ce n'est pas possible, et pourtant, incontestablement, un chaînon textuel capital de l'univers biblique, important pour comprendre les deux Testaments, est ainsi restitué.

On regrette aussi l'une ou l'autre absence, tel ce quatrième Livre des Machabées, figurant dans l'édition de la Septante (la Bible grecque du troisième siècle avant notre ère). Mais ce sont là des détails au regard de l'extraordinaire travail de présentation et de traduction, pour une édition scientifique unique, avec le plaisir de « La Pléiade » en plus. Comme souvent pour ces travaux de longue haleine, les sœurs ne moissonnent pas : André Dupont-Sommer, « qumrânien » mondialement connu, qui en fut l'initiateur, est mort en 1983. Il est juste de lui rendre hommage, ainsi qu'à Marc Philonenko,

doyen de la faculté de théologie protestante de Strasbourg, qui a pu achever l'entreprise.

De nature bien différente, mais remarquable dans la finition elle aussi, est le monument élevé par un auteur unique, septuagénaire et femme de surcroît, dans un milieu d'exégètes où elles sont (encore ?) rares : Sœur Jeanne d'Arc a entrepris d'offrir une édition bilingue des Evangiles, avec le texte grec sur la page de gauche et la traduction française à droite, dans une disposition telle que strophes et versets bien découpés se correspondent exactement, pour permettre le passage facile du français à l'original grec et vice versa.

Hommes de peu de foi

Que faire de neuf, après tant d'autres ? La traductrice explique ses principes dans la préface de l'Evangile selon Marc. C'est un enseignement oral, fait pour être mémorisé, d'où la forme concise, rythmée, ciselée, poétique aussi, des sentences. D'où les répétitions et les symétries, les oppositions et les antithèses, les formules frappées, balancées, comme autant de proverbes (beaucoup le sont devenus d'ailleurs...). C'est le P. Marcel Jousse qui avait eu l'intuition de cette « oralité ».

Voilà ce qu'il s'agissait de rendre en français. Et il faut dire que le pari est remarquablement tenu. Il y a même du « moderne », d'abord surprenant pour l'œil et l'oreille. Ainsi, ceux

qui étaient habitués à s'entendre interpellés « hommes de peu de foi » se voient traités ici de « minicroyants ». Le démoniaque délivré de son démon devient « l'ex-démoniaque ». Bien sûr, bien sûr... Mais pourquoi pas ? Plus discutables parfois : l'ordre des mots pour rester fidèle à l'ordre grec.

Mais c'est peu de chose pour une très grande réussite, qu'on devine faite de science autant que de ferveur éclairée. A noter enfin que les « Belles Lettres » accueillent ici un texte qui représente un certain stade et une certaine forme du grec ancien, un grec biblique issu d'une langue commune fortement teintée de coloration sémitique. Il était bon que cette lacune aussi soit comblée dans la trame originelle de notre culture.

JEAN-LOUIS SCHLEGEL

★ LA BIBLÉ. ECRITS INTERTESTAMENTAIRES. Edition publiée sous la direction d'André Dupont-Sommer et Marc Philonenko (avec de nombreux collaborateurs, une introduction générale de M. Philonenko et André Caquot, une bibliographie générale et un index), NRF-Gallimard, 1987, 1903 p., 380 F.

★ LES EVANGILES, traduits du grec, présentés et annotés par Sœur Jeanne d'Arc, o.p., les « Belles Lettres » et Desclée de Brouwer, Paris : Marc et Luc (1986), Mettliem (1987).

(1) A propos de Qumrân et des Esséniens, et pour leur influence éventuelle sur le Nouveau Testament, cf. le supplément au Cahier Evangile (N° 61), Quarta Édition de Cerf, novembre 1987.

NOTES DE LECTURE

LE PROTESTANTISME. Jean Boudriot, directeur de la 5^e section (sciences religieuses) de l'Ecole pratique des hautes études, et Jean-Paul Williams, directeur du Centre de sociologie du protestantisme (Strasbourg), proposent un véritable guide du protestantisme à travers son histoire, ses principaux auteurs, ses thèmes, sa diversité géographique et confessionnelle. A cette pièce, le pasteur André Dumas, président de l'hebdomadaire Réforme, ajoute une présentation plus personnelle du protestantisme et de sa participation aux débats actuels de société. Quant au pasteur Alphonse Maillet, il propose une traduction nouvelle de l'Ecclesiaste, supprimant même le fameux « Vanité des vanités... », expression d'une philosophie désenchantée, afin d'être le plus proche du texte original et de faciliter la compréhension de la littérature biblique de la Sagesse.

Le protestantisme. Collection « Le monde de... » M.A. Editions, 6, rue Emile-Dubois, 75014 Paris. 208 p., 65 F. Protestantisme, par André Dumas. Editions Les bergers et les mages, 47, rue de Cléry, 75009 Paris, 80 p., 50 F. Qohelet ou l'Ecclesiaste. Les bergers et les mages, 195 p., 105 F.)

LA FOI DE L'EGLISE. Le besoin de connaissances fondamentales sur le christianisme est l'un des symptômes du « retour » au religieux. Ce livre remplit une telle fonction. Il est la traduction d'un « catéchisme d'adultes » publié par la conférence épiscopale allemande, dont plus d'un demi-million d'exemplaires ont déjà été diffusés. Il situe les grands dogmes catholiques sur la vie éternelle, les anges, les démons, dans une perspective historique et biblique et en propose une interprétation adaptée à l'époque moderne. Cet ouvrage a reçu le label officiel des évêques de France, de Belgique et de Suisse.

La Foi de l'Eglise. Traduit sous la responsabilité de Roger Gryson (Louvain). La Cerf-Le Centurion. Impression : Brepols, 445 p., 98 F.)

JEAN XXIII, LE PAPE DU CONCILE. Le plus britannique des « vaticanistes » consacre à Jean XXIII l'une des biographies les plus fouillées et charpentées que l'on puisse imaginer pour un pape de la période moderne. Peter Hebblethwaite nourrit une tendresse particulière pour le « bon pape Jean », qui, élu à soixante-dix-sept ans, ne devait être qu'un pontife de « transition ». Il lui voue une admiration sans bornes pour avoir lancé le concile Vatican II et réajusté l'Eglise.

Le principal mérite de ce livre est de montrer que, contrairement à l'image imposée par le temps du patriarcat âgé, populaire et soudainement inspiré, Jean XXIII était un homme résolu, contre la Curie conservatrice et antimoderniste, à faire triompher son projet de mise à jour de l'Eglise qu'il avait en tête dès le concile de 1955, qu'il avait élu.

Jean-XXIII. Le Centurion, 800 p., 170 F.)

L'EGLISE AU MILIEU DU GUÉ. Ambassadeur et historien des lettres, Pierre de Boileffre ne parle jamais de l'Eglise sans passion. Il rompt des lances avec Mgr Lefebvre, mais surtout, de manière véhémente et caricaturale, avec le clergé des années 1968-1978 : « des prêtres travaillant au usure », d'autres cloîtrés avec leur secrétaire... presque tous applaudissant au mariage de leurs confrères ».

Son analyse de la crise de l'Eglise serait à méditer, si elle n'était truffée de fautes qui lui ôtent une partie de son crédit : le pontificat de Paul VI est ramené de quinze à « treize ans » (p. 160). Le théologien Edward Schillebeeckx devient « Eugène » (p. 240). La supérieure des religieuses américaines qui a défié le pape en 1979 aux Etats-Unis s'appelle Teresa Kane et non « Thérèse Day » (p. 181), confusion sans doute avec Dorothy Day, pionnière des Catholic Workers aux Etats-Unis. Et ainsi de suite...

L'Eglise au milieu du gué. Grasset, 314 p., 118 F.)

H. T.

Orthodoxie romaine

Dans un climat dépassionné, une quinzaine de chercheurs analysent la politique de Jean-Paul II.

JUSQU'À la caricature, on a souvent opposé Jean-Paul II, homme de principes et d'affirmations, à Paul VI, sorte de Hamlet fragile et hésitant à la proue de la nouvelle Eglise née du concile Vatican II. L'expression de « retour des certitudes » est plus adaptée à la situation actuelle du catholicisme que celle de « restauration », qui, grâce à un livre de cardinal Ratzinger, gardien romain de la doctrine, a eu il y a deux ans son heure de gloire et déclenché des polémiques.

C'est dans un climat dépassionné, plus propice à la recherche, que parvient aujourd'hui un ouvrage réalisé par une bonne quinzaine de théologiens, d'historiens, de sociologues — de Danièle Hervieu-Léger à René Lemaire, de Paul Ladrière à Jean-Pierre Jossa — européens, américains, québécois et camerounais.

Ce livre n'a pas d'équivalent à l'heure actuelle. Il n'est pas bâti sur la traditionnelle mesure des écarts entre la politique menée par le pape et le concile Vatican II, mais sur l'évolution d'un monde qui a favorisé en vingt ans les tendances centrifuges dans le catholicisme, stimulant à Rome

les réflexes de peur, de conservation et de tradition.

Le combat du pape pour la « libération » de son peuple en Amérique latine, les tentatives d'affranchissement des religieuses américaines, les efforts menés en Afrique et en Inde par exemple pour « inculturer » la foi chrétienne ont favorisé l'émergence de « modèles » qui étaient encore inconnus il y a vingt ans, à laquelle s'est ajoutée l'affrontement, sur le champ de l'Europe sécularisée, entre des modèles d'Eglise hollandais (d'avant-garde) et polonais (conservateur). Les révolutions biologique, éthique, médiatique, ont achevé de bousculer les grilles de lecture traditionnelles des questions posées à la conscience catholique.

L'« orthodoxie » qui prévaut aujourd'hui à Rome prend la forme de rappels à l'ordre moral et à une discipline théologique qui sont davantage connus que la stratégie de nominations épiscopales (aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, en Amérique latine, en Autriche, en France dans une certaine mesure) ou les coups de pouce donnés à des phénomènes de contre-culture dominante (les charismatiques en Europe, les hispaniques aux Etats-Unis, etc.).

L'une des meilleures études de cet ouvrage est celle de Paul Bianquart, consacré à la « géopolitique » de Jean-Paul II, fine démonstration de la stratégie de reconquête par l'Eglise de son autorité sur la société. Fort de l'exemple polonais, le pape comme les frontières des Etats et des systèmes politiques et s'appuie sur les « identités collectives culture-religieuses », dont on trouve des exemples dans ses projets de rencontre entre les grandes religions mondiales, de réconciliation culturelle de l'Europe, de revitalisation du christianisme américain à partir de ses minorités les plus attachées à la dévotion populaire.

Tout démonstratif, ce livre fait sans doute la part un peu belle à la politique ecclésiastique, le souci d'« orthodoxie » étant dû autant à un besoin d'unité et d'autorité dans le catholicisme qu'à une volonté affirmée de renforcement cléricale.

HENRI TINCO.

★ LE RETOUR DES CERTITUDES. Evénements et orthodoxie depuis Vatican II. Ouvrage collectif sous la direction de Paul Ladrière et René Lemaire. Le Centurion, 312 p., 135 F.

TAHAR BEN JELLOUN

En un seul volume relié sous jaquette illustrée 145 F

Editions du Seuil

● HISTOIRE

La dégradation des mœurs et des maîtres

Selon Sénac de Meilhan, c'est l'absence de vertu qui a fait tomber l'Ancien Régime

Il convient toujours de saluer l'intelligence; non qu'elle soit aussi rare que l'assurent ceux qui s'en trouvent démunis à force d'en faire métier ou exhibition, mais parce que, plus agréable à saisir que la balourdise, on lui découvre aisément les dessous.

Les chantages de l'Ancien Régime ont, le plus souvent perçu dans les événements de 1789 l'effet d'une conjuration de démagogues, perversissant par leur audace la vertu chétive des simples. La thèse de l'abbé Barruel, dénonçant une conspiration d'illuminés, de francs-maçons, d'orléanistes et d'étrangers, est restée un modèle du genre pour des générations de ministres chargés du maintien de l'ordre.

Dans le parti des nostalgiques, Sénac de Meilhan (1736-1803) est d'un autre bord et d'une autre trempe. Comme l'écrit Michel Delon dans la préface à la réédition du libelle, *Des principes et des causes de la révolution en France*, Sénac « ne cherche pas les causes de la révolution en dehors du système monarchique, mais dans son cœur: dans l'épuisement de son principe ».

Ses raisons sont celles de tout pouvoir qui ne craint pas d'éclairer ses incertitudes. Aussi le paradoxe n'est-il qu'apparent lorsque les critiques adressées par Sénac à la monarchie se réfèrent à la condition même dont Robespierre, Saint-Just, Marat font dépendre le salut de la nation: le goût des plaisirs détournant du devoir ceux qui avaient la charge d'en imposer l'exemple, l'incapacité des économistes, en particulier de Necker, que l'auteur tient en grand discrédit, telles sont les principales causes de cette « étonnante révolution » où « en six mois, dix siècles de respect et d'amour ont été effacés de la mémoire des cœurs ».

Quelques détails futiles — la dépréciation des uniformes militaires, la mode peu virile des habits de cour, le « règne dissipateur et scandaleux d'une courisane » — ne laissent pas de préciser par le biais le sentiment sous-jacent d'une aussi belle logique. La seule vertu qui conforte les aspirations de l'auteur, c'est l'autorité patriarcale. Abandonne-t-elle ses pouvoirs? Elle se féminise et paie, par sa chute, le prix de son inattention à se garder de la moindre faiblesse.

Quelle était donc, chez Sénac de Meilhan, la contrepartie d'une rigueur aussi inflexible? A quels manques répondait une telle ardeur à refaire le procès d'un régime que sa clairvoyance eût sauvé? La biographie n'est pas avare de renseignements. Son existence est dominée par deux lignes d'échec: une ambition perpétuellement déçue dans l'espoir de fonctions qui ne lui sont pas attribuées, et quelques déconvenues amoureuses, chose assurément fort commune mais dont il tire une vanité échaudée, aspirant aux mâles froideurs de l'autorité.

Il découvre une amère consolation dans la dégradation des mœurs, qu'il prévoit irréversible, et dans la dégradation des maîtres, qui s'annoncent pires que les anciens: « Les banquiers sont citoyens de tous les pays, et le régime républicain a plus d'autorité et de confiance pour des hommes dont la fortune est disponible, et qui, séparés de la hiérarchie de la société, n'ont d'existence que celle qu'ils tirent de leurs richesses, n'ont d'ambition que celle de les augmenter ».

Qu'il ait oublié, dans le regard qu'il porte sur la tourmente, les véritables auteurs de la révolution, les « bras nus », c'est une erreur pardonnable chez un homme qui pense le monde sans le vivre. D'autres ont fait de même, un certain Lénine entre autres, avec des conséquences plus nettement préjudiciables.

JEAN LESCLAPPE

★ DES PRINCIPES ET DES CAUSES DE LA RÉVOLUTION EN FRANCE, de Sénac de Meilhan, Michel Delon, Ed. Desjonquères, 124 p., 84 F (Diffusion PUF).

Défendre Robespierre

Avocat de l'« Incorruptible », Henri Guillemin le dépeint comme « un mystique de la République ».

Il y a en France des centaines de rues dédiées à M. Thiers qui commanda le massacre et la déportation de milliers de communistes parisiens: il existe de paisibles squares Danton, d'ombres impasses Joseph-Fouché, des boulevards baptisés à la gloire du général Dumouriez, qui déserta avec ses troupes et passa à l'ennemi. Mais pas la plus petite rue Robespierre, à Paris ou dans les grandes villes de province, Arras, la ville natale de Maximilien mise à part. La France républicaine officielle a exclu de son Panthéon la figure la plus importante de sa révolution fondatrice.

La raison la plus souvent avancée pour expliquer ce rejet, c'est évidemment la Terreur. Il y avait une bonne révolution, celle qui avait apporté à la France les droits de l'homme, les libertés publiques, la démocratie représentative; et quelques démagogues doctrinaires et avides de pouvoir ont détourné ce grand bien réformateur, imposé leur dictature et, appuyés par une police et par une justice à leur dévotion, contraint la France nouvelle à les accompagner sur les chemins du délire et de la catastrophe. C'est la présentation de l'histoire répandue, dès le lendemain de la chute de Robespierre, par la propagande thermidorienne; c'est sous des habillages idéologiques et scientifiques divers, plus ou moins subtils, plus ou moins colorés, celle qu'ont adoptée jusqu'à nos jours les républicains de bonne compagnie.

Michel, tête de turc

Et comme il est toujours impossible, dans la pratique, de porter, en France, un jugement sur n'importe quel acte ou n'importe quel personnage de la Révolution sans l'appuyer de références politiques et polémiques contemporaines, on pose froidement l'équation: Robespierre = Staline.

Henri Guillemin, ce n'est pas une personne, n'accepte pas ces idées reçues. Il n'est certes pas le pre-

mier historien à prendre la défense de Robespierre; il y a belle lurette que Mathiez et Georges Lefebvre et l'historiographie marxiste, en entreprenant de relire la Révolution dans la perspective de la lutte des classes, ont fait du dirigeant révolutionnaire la figure à la fois emblématique et tragique du mouvement social et de ses contradictions dialectiques.

Mais Guillemin n'est pas homme à s'embarquer sur une galère idéologique, quel'en soit la couleur. A quatre-vingt-quatre ans, il n'a toujours pas appris les renoncements de la sagesse ni le confort des moules du prêt-à-penser. Ce qui l'intéresse dans l'histoire, ce sont les hommes et, dans les hommes, leur âme. L'âme de Robespierre est belle, juge-t-il au bout de son enquête. Le reste n'est que dispute politique, combat tactique, enjeu de pouvoirs.

Guillemin est ainsi fait qu'il ne peut donner toute la mesure de son talent critique, de sa minutie d'archiviste et de sa franche verve d'écrivain que s'il s'est choisi une bonne tête de Turc. Ici, c'est Michelet.

L'ennemi de tous les habiles

Michelet, de toutes ses fibres de bourgeois romantique et républicain, détestait Robespierre. Trop sec, trop froid, trop distingué dans sa mise, pas assez « peuple » pour séduire l'écrivain lyrique; mais trop peuple dans sa politique, trop obnubilé par les droits des pauvres, des prolétaires, des « classes dangereuses » pour ne pas effrayer le bourgeois. Danton, au contraire, avec ses beaux coups de gueule et son sens très concret de l'argent et des plaisirs qu'il procure, a tout pour plaire à l'historien.

Et puis surtout, pour Michelet l'anticlérical comme pour tous les notables voltairiens du XIX^e siècle, Robespierre est l'instigateur du culte de l'Être suprême, le restaurateur d'une religion déiste dont il voulait faire l'ossature spi-



Les réverbères patriotiques (gravure anonyme de dix-huitième siècle).

rituelle de la Révolution. Ce qui répugne à Michelet est, pour Guillemin, le signe de la véritable grandeur de Robespierre.

A la différence de tous les habiles, de tous les gérants d'intérêts égoïstes, de tous ces révolutionnaires qui cherchaient à arrêter la Révolution dès lors qu'elle leur assurait le pouvoir et la protection de leurs biens, Robespierre est animé par une véritable religion — Guillemin n'hésite pas à écrire « une mystique » — de la République, patrie idéale de la liberté et de la justice. Il y a, à n'en pas douter, une pensée religieuse de Robespierre qu'Henri Guillemin s'appuie sur une lecture très fine de documents peu connus ou peu exploités, expose avec la conviction d'un homme persuadé qu'il n'y a pas de bonne politique sans qu'elle soit soutenue par une exigence spirituelle et par un amour sincère de l'humanité. Robespierre, montre Guillemin, avait sacrifié sa vie à cette exigence.

Et il est vrai que, à côté de la figure morale de l'« Incorruptible », celles de ses partenaires-

adversaires font triste mine. Malgré les efforts méritoires de son biographe, Clovis Sené, Joseph Cambon, fils d'une riche famille de drapiers montpelliérains — elle occupait quatre mille ouvriers, — devenu le ministre des finances de la Révolution, n'est qu'un comptable habile en manipulations et en jongleries monétaires, veillant à ce que la tourmente des idées et des événements n'emporte pas la fortune des nouveaux riches — à commencer par la sienne.

Quant à Danton, Daniel Lacotte peut déployer son talent à nous montrer ses qualités de cœur, d'énergie et de courage; il demeure ce qu'il est: un jouisseur prêt à tout ou à peu près pour acquiescer et conserver les moyens de ses plaisirs.

PIERRE LEPAPE.

★ ROBESPIERRE, POLITIQUE ET MYSTIQUE, d'Henri Guillemin, La Sorbonne, 420 p., 130 F.
★ CAMBON, LE FINANCIER DE LA RÉVOLUTION, de Clovis Sené, J.-C. Lattès, 244 p., 105 F.
★ DANTON, LE TRIBUN DE LA RÉVOLUTION, de Daniel Lacotte, P.-M. Fata, 258 p., 108 F.

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Plaisirs stendhaliens

(Suite de la page 11.) Roger Stéphane révèle qu'en 1936, Anthony Eden « offrit l'édition originale de la Charte de Parme » à Léon Blum, alors président du conseil. Une façon d'améliorer les relations franco-britanniques. Cela n'eût pas déplu, sans doute, au consul de Civitavecchia, Roger Stéphane, intitulé sa préface: « Deux personnes seulement me séparent de Stendhal ». En effet, l'auteur de *Lamiel* connut Eugénie de Montijo de Guzman, la future impératrice, quand elle était une enfant, et Jean Cocteau, qui la rencontra, vieille dame, alors qu'elle se promenait aux Tuileries, fit à Roger Stéphane le récit de cette entrevue. Deux personnes seulement... Quelle chance!

La même semaine, Stock nous permet de découvrir *L'affaire Berthet*, de Jean Prévost. Quand il écrivit *Le Rouge et le Noir*, Beyle s'inspire de cette histoire vraie qui s'était terminée, en 1827-1828, par un procès devant les assises de Grenoble et par l'exécution d'Antonin Berthet, le

modèle de Julien Sorel. Pendant la seconde guerre mondiale, Jean Prévost s'efforça de reconstituer l'affaire, d'après les minutes du procès.

Paris-Soir fit paraître son récit en 1942. Il dormait jusqu'à présent dans les archives de ce journal. C'est une idée judicieuse de l'avoir soustrait à l'oubli. Roman d'une grande qualité, qui fut lu par les Allemands dans le Vercors, Jean Prévost mérite que notre époque lui prête une meilleure attention. Selon lui, Berthet aurait dit: « Je vais guérir », juste avant d'être guillotiné, et M^{me} Michoud, alias M^{me} de Rénal, pour laquelle le jeune homme s'était perdu, aurait eu connaissance, par la suite, du portrait qu'avait tracé d'elle un certain M. Stendhal.

FRANÇOIS BOTT.

★ LA GLOIRE DE STENDHAL. Textes réunis et préfacés par Roger Stéphane, Quai Voltaire, 238 p., 80 F.

★ L'AFFAIRE BERTHET, de Jean Prévost, Stock, 162 p., 49 F.

Les « Mémoires » de Victorine

« Dans le calme de l'heureuse vie dont il nous est donné de jouir aujourd'hui [...] comment trouver des couleurs capotées de poindre exactement ces circonstances terribles ? » Victorine de Chastanay (1771-1855), qui écrivit ces lignes, commença à rédiger des *Mémoires* sur ces « circonstances terribles » — l'Ancien Régime, la Révolution, l'Empire et la Restauration — à l'âge de quatre-vingt ans, à partir de 1810. Née au sein d'une famille noble de Bourgogne, élevée par Mme de Genlis, elle eut l'occasion et l'habileté de fréquenter successivement tous les milieux où les hommes politiques se montraient: aussi bien le salon de Mme de Staël, où elle s'entretenait avec Benas, Lucien et Joseph Bonaparte, Benjamin Constant, Bernadotte et Talleyrand, que les réceptions des princesses, « dont l'existence avait vraiment l'éclat et tout l'idéal du roman ».

En 1803, elle rendit visite à Chateaubriand à la Vallée-aux-Loups: « Là, j'ai vu la bouteille qui contenait l'eau du Nil, une autre qui renfermait l'eau du Jourdain, j'ai touché quelques pierres ramassées à Athènes, quelques fragments de plâtre détachés des ornements de l'Alhambra. » En 1811, allant voir la comète au télescope du temple d'Uranie, elle s'enticha de François Arago dont elle se mit à suivre les cours.

Rédigé avec « modération dans le propos, politesse dans le style, franchise et aménité jusqu'à dans l'ironie », comme l'écrit Guy Chassignat-Nogaret dans son introduction, ces *Mémoires* disent aussi l'intérêt passionné et raisonné de Victorine de Chastanay pour son milieu et son époque: « Ma vie coulait et ne s'écoulait pas. »

CLAIRE PAULHAN.

★ MÉMOIRES. LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE, de M^{me} de Chastanay. Introduction et notes de Guy Chassignat-Nogaret. Collection « L'École » de la Bibliothèque de la Sorbonne, 644 p., 180 F. (Les *Mémoires* de Madame de Chastanay ont été publiés pour la première fois en 1896, chez Plon.)

Autres parutions

— Albert Soboul, *La Révolution française et la France néo-classique*, Arthaud, 541 p., 200 F et 479 p., 200 F (il s'agit de la réédition, sous une nouvelle forme, des volumes auparavant publiés dans la collection « Les grandes civilisations »).

— *Les Horizons de la liberté*, de Miquel Cubells. Un livre sur la « naissance de la Révolution en Provence, 1787-1789 », Edisud, (diffusion Chiroud), 190 p., 100 F.

— *Les Droits de l'homme*, de Thomas Paine. Le plaidoyer célèbre d'un Américain pour la Révolution française. Présentation de Claude Moucharaf, Belin, 304 p., 110 F.

— *Le Sang de la Bastille. Les hommes de la liberté*, tome 3, de Claude Masseron. De 1787 à 1789, par le jeu de biographies croisées, la montée de la fièvre révolutionnaire. Une belle passion et des inexactitudes. Lafont, 524 p., 150 F.

Voyager à la Renaissance

Jean CEARD et Jean-Claude MARGOLIN

Le voyage à travers le XVI^e siècle: typologie du voyageur, « instruments » de voyage, guides, cartes et itinéraires, récits de voyage, etc.

Un volume de 680 pages 8 pages de hors-texte 298 FF

Maisonneuve & Larose

Joël Cuénot

le cerf-volant en Chine

Un aspect inattendu et particulièrement riche de la culture chinoise

VIENT DE PARAÎTRE EN LIBRAIRIE 249 F

LE MONDE DES LIVRES

Révolution de papier

(Suite de la page 11.)
En 93, la Terreur n'était pas seulement odieuse mais aussi absurde, car elle mettait le « génie d'extermination » au service d'un « esprit timide ». Dans ces pages au vocabulaire sans doute vieilli, aux oppositions trop simples, Quinet suggère beaucoup, en particulier quant à la manière dont il faudrait articuler les comportements révolutionnaires et la structure de la personnalité (pour dire comme Elias) qui les génère.

A côté des classiques, les textes du temps. Après avoir proposé le livre de Sénac de Meilhan, *Des principes et des causes de la Révolution en France* (voir l'article de Jean Lescure), les éditions Desjonquères publient le *Petit dictionnaire des grands hommes de la Révolution*, « par un Citoyen actif, ci-devant rien » (entendez Rivarol). Publié en 1790, le livre est composé de cent trente-cinq portraits, très courts, ironiques, rassemblés pour « faire le dénombrement des grands hommes de chaque espèce, qui, d'une paisible monarchie, ont fait une si brillante république ».

Le monde à l'envers

Pour Rivarol, rangé aux côtés des « noirs » qui refusent la Révolution en son principe même, le monde a été mis à l'envers : le crime est devenu vertu, le trahison motif de gloire, la médiocrité avérée talent reconnu. La Révolution est perçue comme la revanche de toutes les plâbes sur les aristocrates du rang ou de l'esprit. « C'est dans cet auguste aréopage (l'Assemblée nationale) que nous avons vu éclore des génies qui, sans elle, seraient encore l'ennuyeux veuf de la société ».

A chaud, dans sa détestation de l'événement, Rivarol esquisse ainsi un thème d'avenir : celui des intellectuels frustrés de l'Ancien Régime, privés des places, des pensions et des honneurs par les protégés de l'État monarchique, et pour ce, cherchant compensation dans le nouvel espace politique et public. Poser ainsi le problème, dans une perspective de sociologie des intellectuels, attentive aux rapports entre positions (sociales et littéraires) et prises de position, est sans doute un plus subtil usage de Rivarol que la fidélité littérale de la montée en puissance des tares et des médiocres (Pierre Chamu).

Parmi les initiatives éditoriales qui retiennent l'intérêt, signalons celle de Privat. En vingt volumes, dans une série dirigée par Louis Bergeron et Jean-Luc Mayaud, l'éditeur toulousain nous promet une *Histoire provinciale de la Révolution française*. Deux titres ont déjà été publiés : *la Révolution française dans le Midi toulousain*, de Jacques Godechot, et *la Révolution française dans le Languedoc méditerranéen*, de Robert Laurent et Geneviève Gavignaud. Le propos est moins aisé à tenir qu'il n'y paraît : double dérapage : soit se perdre dans une simple histoire des répercussions provinciales des événements et des décrets parisiens, soit retrouver partout, quasi à l'identique, les mêmes évolutions fondamentales.

Pourquoi alors ne pas prendre plus nettement encore le parti de la « provincialisation » et mettre l'accent, avant tout, sur les traits spécifiques à chaque entité régionale ? Ainsi, en Bas-Languedoc, la précocité et la récence des résistances aristocratiques, la résistance « fédéraliste », montpelliéraine et alimoise, à la Convention après les journées du 31 mai-2 juin 1793 ; ainsi, en Toulousain, la grande insurrection royaliste de 1799 qui brise la fidélité républicaine de la capitale régionale. Sans un tel choix, marquant bien les différences et les originalités, la diversité provinciale, heureusement recherchée, risque fort de se dissoudre en une monotone rhapsodie.

Deux livres encore pour finir. Le premier est dû à Edna Lemay, qui, depuis plusieurs années, travaille à un dictionnaire biographique des mille trois cents députés de la Constituante. Pour faire attendre plus patiemment ce grand ouvrage (indispensable à une plus fine compréhension des clivages sociaux et politiques qui ont traversé l'Assemblée nationale), elle donne aujourd'hui un livre d'apparence moins sévère, puisqu'il prend place dans l'imprenable collection d'Hachette, « La vie quotidienne ».

Ces « hommes si nouveaux »

Pourtant, en reconstituant, à partir des mémoires et des correspondances (parfois inédites), la vie quotidienne des députés rassemblés à Versailles puis, à partir d'octobre 1789, à Paris, Edna Lemay ne laisse pas la grande histoire pour l'anecdote. L'intérêt de son livre est, en effet, de montrer comment, jour après jour, parfois avec éclat et superbe, souvent dans la grisaille épuisante du travail d'assemblée, ces provinciaux déracinés inventent une modalité neuve de la politique, émancipée de ses formalités anciennes, inscrite dans le tissu des convivialités obligées ou des sociabilités choisies. Par exemple, la « chambre qui comités de Bretagne », qui rassemble à Versailles les députés de la province et qui fournit son modèle au club installé peu après dans le couvent parisien des Jacobins. Quinet ne cachera pas son admiration pour ces « hommes si nouveaux » : « A voir ces premiers commencements des hommes du tiers, tant de fertilité, tant de clarté, de hardiesse et même de patience, il est impossible de ne pas croire qu'ils jetaient les fondements d'un État libre, fait pour durer des siècles ».

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la Révolution sans avoir jamais osé le demander : tel est le programme des 1 220 pages de *l'Histoire et dictionnaire de la Révolution française*, réclames à Jean Tulard, Jean-François Fayard et Alfred Fierro par la fort commode collection « Bouquins ». L'instrument rendra grand service : ouvert par un bref récit des événements, dû à Jean Tulard, et fort d'une chronologie « jour par jour », d'un dictionnaire biographique, national et institutionnel ainsi que d'une riche bibliographie critique. Le tout est un peu sec, pas franchement jacobin, même si Jean Tulard suggère une réconciliation des adversaires d'hier (et d'aujourd'hui) sur le dos, ou plutôt le ventre du bourgeois. Pour lui, sur les décombres de la Révolution « un nouveau règne commence : celui des notables à regard froid et ample bedaine qui symbolise Berlin l'ainé, tel que l'a immortalisé Ingres. C'est pour assurer — involontairement — le triomphe de la bourgeoisie que sont morts volontaires en sabots de l'an II et Vendéens au Sacré-Cœur brodé sur la poitrine ». Après tout, pourquoi pas ?

ROGER CHARTIER.

* LA RÉVOLUTION, d'Edgar Quinet. Préface de Claude Lefort, Belfort, 303 p., 150 F.

* PETIT DICTIONNAIRE DES GRANDS HOMMES DE LA RÉVOLUTION, de Rivarol. Introduction de Henri Cochet, présentation et notes de Jacques Grell. Editions Desjonquères, 123 p., 79 F.

* LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DANS LE MIDI TOULOUSAIN, de Jacques Godechot. Toulouse, Bibliothèque historique Privat, 320 p., 195 F.

* LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DANS LE LANGUEDOC MÉDITERRANÉEN, de Robert Laurent et Geneviève Gavignaud. Toulouse, Bibliothèque historique Privat, 352 p., 175 F., jusqu'au 31 décembre 1987, 196 F. semest.

* LA VIE QUOTIDIENNE DES DÉPUTÉS AUX ÉTATS GÉNÉRAUX, d'Edna Lemay. Hachette, 273 p., 100 F.

* JEAN TULARD, JEAN-FRANÇOIS FAYARD ET ALFRED FIERRO : *Histoire et dictionnaire de la Révolution française 1789-1799*, Laffont, Bouquins, 1 220 p., 128 F.

Merci Tulard !

Par Michel Jobert

Le monumental dictionnaire Napoléon, établi sous la direction de Jean Tulard, me ramène irrésistiblement aux habitudes de lecture de mon enfance. O plaisir d'aller au hasard des 1 768 pages, 3 228 articles ordonnés par 205 collaborateurs, à l'initiative du maître des sciences napoléoniennes ! On peut y passer un instant, des journées, savourer les morceaux de bravoure — le blocus continental, la bataille d'Austerlitz, par exemple — ou découvrir Marie-Anne Adélaïde Lenormand, devineresse dont les prédictions hardies lui valurent d'être arrêtée en 1794, 1803 et 1809. M^{me} Soleil court moins de risques avec notre démocratie assagie.

Le mérite personnel de Jean Tulard, outre la souffrance qu'il eut pour mener à bien cet immense ouvrage, est de nous intéresser aux faits et aux personnes les moins célèbres. Un petit monde revit, tiré du néant par ce magicien : tels Ali et Hercule si dévoués à Napoléon, l'armurier Lepage ou Lignville, qui fut aide de camp d'Esting... ou le général Malher, tué en Espagne, en 1808, par une baguette de fusil oubliée par un soldat dans le canon de son arme.

« Cette pauvre Joséphine ! »

Las ! Je n'ai pas retrouvé le capitaine Jobert, qui fut héros vers 1814, au point d'être représenté en couleurs sur une assiette de faïence, que j'ai offerte à ma mère. Jean Tulard excelle aussi dans les notations socio-économiques qui évitent à tous les person-



nages de flotter hors du temps : brigandage, hygiène, sexualité, tribunaux de commerce, Comédie-Française, Cour des comptes même et Cour impériale.

Ma promenade dans ces temps napoléoniens n'est évidemment pas finie. Je ne résiste pourtant pas à dire ce qui m'a déjà retenu. La Malmaison, absolument, puisque j'ai habité longtemps sur son flanc. Avant de partir pour Sainte-Hélène, Napoléon y dit à la reine Hortense : « Cette pauvre Joséphine ! Je ne puis m'occuper à habiter ce lieu sans elle. Il me semble toujours la voir sortir d'une allée et cueillir ces plantes qu'elle aimait tant ! » Comment ne pas s'arrêter sur Hortense de Beauharnais, mère de Napoléon III, pathétique et parmi les plus dignes ?

A un moment, je me suis penché sur les banquiers, Mellet, Hottinguer, etc. qui prirent alors leur envol. Et puis j'ai lu beaucoup de

notices sur les « barons » de l'Empire, seulement pour repérer les renégats et le moment de leurs défaillances.

Après, je me suis promené dans les cimetières de Paris où quelques-uns ont retrouvé la paix, alors que leurs noms survivaient parmi le ramassis des boulevards extérieurs. Bien sûr, « États-Unis » et « Louisiane » ne m'ont pas échappé, ni « politique étrangère » ou « ports » sur lesquels la Grande-Bretagne pratiquait le génocide des marins français.

Me voilà parti dans toutes sortes d'aventures navales : batailles d'Algésiras et de Trafalgar, destin de l'« Aréthuse ». Mais la place me manque ; les ridicules du calendrier républicain s'étendent sur six pages ; triste Lagoué n^o 1, pitoyable comte Léon, Isquardo, Sommariva, Maite, Château du Pont de Briques, Joubert et Brillet-Savarin. J'atterris sur M^{me} de Staël, bien admirée : elle m'a déjà fait écrire deux articles intitulés « De l'Allemagne ». Délicieuses errances. Merci Tulard and Co.

* DICTIONNAIRE NAPOLEON, sous la direction de Jean Tulard, Fayard, 1 770 p., 950 F.

Signalons aussi le livre de l'historien américain Curtis Cate, sur la campagne de Russie : 1812, le duel des deux empires, traduit par Claude Yelnik et Jean d'Hendecourt, Laffont, 488 p., 135 F.

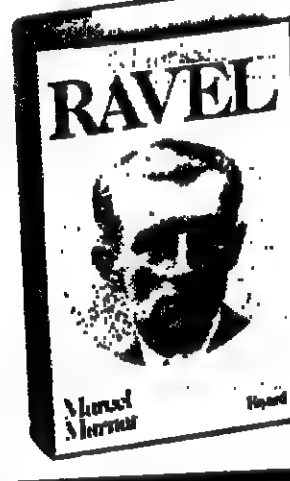
* LE NEUVIÈME PRIX DU SOUVENIR NAPOLEONNIEN, doté de 25 000 francs a été décerné à Jacques Jourquin pour son *Dictionnaire des maréchaux du Premier Empire* paru en 1986 aux Editions Tallandier.

LA MUSIQUE CHEZ FAYARD

BIBLIOTHÈQUE DES GRANDS MUSICIENS



Prix 240 F
Relié, 468 pages



MEILLEUR LIVRE SUR LA MUSIQUE PRIX DE LA CRITIQUE 1987
PRIX DE L'ACADEMIE DES BEAUX-ARTS
Prix 290 F
Relié, 626 pages

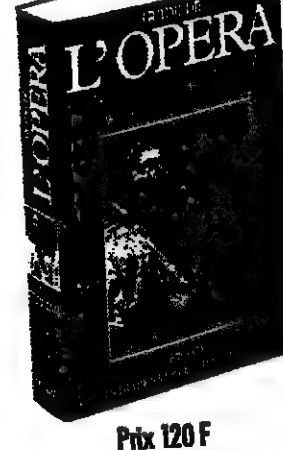
LES INDISPENSABLES



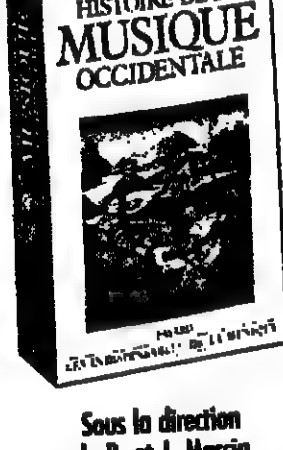
Sous la direction de F.R. Tranchesi
Prix 120 F - 880 pages



PRIX DE L'ACADEMIE CHARLES CROS 1986
Prix 120 F - 896 pages



Prix 120 F
946 pages



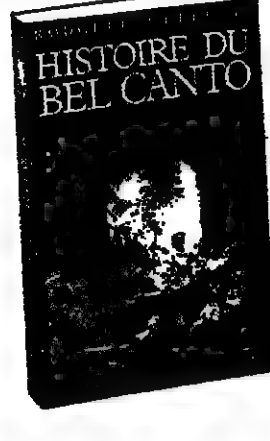
Sous la direction de B. et J. Massin
Prix 120 F - 1316 pages

UNE NOUVELLE COLLECTION



« Un texte si clair, si intelligent, qu'à chaque page... on entend mieux... »
Isabelle Gombier
Le Figaro Magazine

Prix 89 F
198 pages



« L'ouvrage fondamental sur ce style de chant »
Alain Ducourt
L'événement

Prix 130 F
280 pages



● SOCIÉTÉ

Le Paris « nécropolitain » de Michel Dansel

Du Père-Lachaise aux Batignolles : la promenade d'un amateur de cimetière.

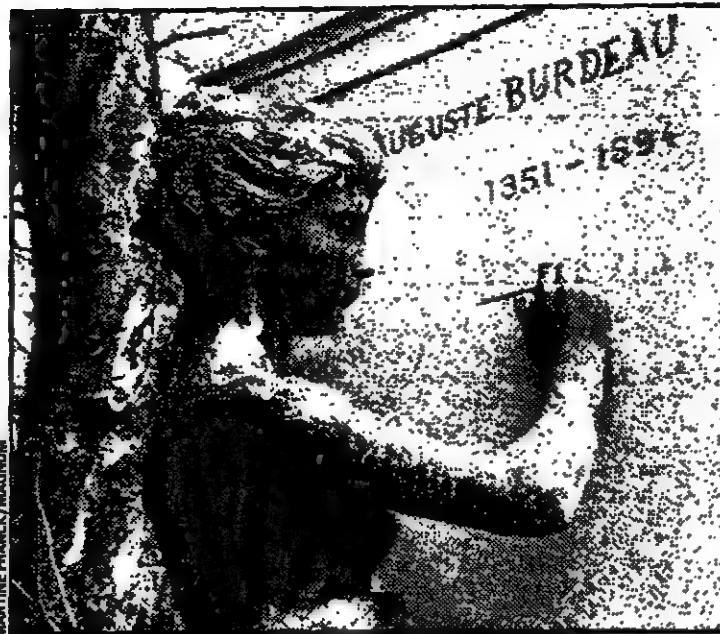
MICHEL DANSEL préfère — et on le comprend — « être vivant dans un cimetière plutôt que mort dans un hôpital ». L'amour des nécropoles ne correspond d'ailleurs pas chez ce piéton impénitent à une quelconque inclination morbide, mais à un goût prononcé pour ce qu'il appelle le « compagnonnage du souvenir ».

« Les cimetières, écrit-il, constituent avant tout des carrefours de réflexion, des enclaves privilégiées pour la promenade, des lieux où l'on peut tricoter à grosses mailles sa vie sur les tombeaux des autres. »

L'auteur n'a retenu pour son guide, aussi spirituel que précis, que les cimetières parisiens intramuros encore en activité. Néanmoins, dans son avant-dire, il rend hommage à certaines nécropoles aujourd'hui disparues ; en particulier, celle qui, située entre la

rue Racine et la rue des Ecoles, accueillait autrefois les bossus. Ils se faisaient enterrer là pour rendre hommage à François Trouillat, qui, traité comme un monstre et exhibé sur le Pont-Neuf en raison de la corne de bovidé ornant son front, s'était laissé mourir en 1608 et avait été inhumé dans le cimetière Saint-Cosme. Lors du percement du boulevard Saint-Michel, au siècle dernier, les ouvriers découvrirent nombre de squelettes à la colonne vertébrale incurvée, ce qui provoqua un certain émoi dans la population parisienne.

Michel Dansel n'apprécie pas particulièrement les touristes sensibles au « vedettariat nécropolitain » et les « collectionneurs » qui ne s'intéressent qu'aux bonnes adresses tombales. Il montre plus d'indulgence envers les nécrophiles, les exhibitionnistes et les



amants qui haïssent les allées, et lui-même reconnaît n'être pas insensible aux femmes de noir vêtu qu'il croise lors de ses promenades.

Le poète qu'est aussi Michel Dansel déplore l'insignifiance de la plupart des épitaphes. Celles qu'il cite corroborent son propos : « Passé, présent, avenir, où sont-ils passés ? Ici n'est nulle part. La-haut, jeter le harpon, la-haut, parmi les astres monotones... »

Michel Dansel est souvent de parti pris. C'est ainsi que, s'il affectionne les arbres du cimetière des Batignolles et le caractère quelque peu secret de celui de Picpus, il n'a que dédain pour le cimetière Montmartre, jadis nommé « champ du repos », auquel il reproche de manquer d'humour et de lumière. Cette nécropole peu fréquentée ne mérite assurément pas d'être si injustement décriée. Non seulement la pénombre qui y règne invite les visiteurs à la mélancolie mais, de plus, certaines tombes aux assez de malice pour sourire aux piétons qui empruntent le pont surplombant le cimetière.

Prix de l'humour noir pour un ouvrage consacré au Père-Lachaise (1), l'auteur ne pouvait faire moins que de consacrer un chapitre enthousiaste au plus grand des cimetières parisiens. Celui-ci, avec ses 44 hectares qu'ombragent quelque douze mille arbres, est aussi le plus vaste square de la capitale. En 1936, Paul Albert, dans son *Histoire du Père-Lachaise* (2), évaluait déjà à 835 278 le nombre de ses locataires à perpétuité. Michel Dansel évoque avec émotion les combats des communistes en mai 1971. Sans doute troublé par les faits qu'il relate, il va jusqu'à prétendre que Jean-Baptiste Clément écrivit le *Temps des cerises* en souvenir des martyrs du Père-Lachaise, alors que la chanson date de 1866 et que son auteur la dédia, plus tard, à une jeune ambulancière rencontrée au matin du dernier jour de la Commune.

Certaines sépultures sont l'objet d'un culte qui n'est pas toujours du meilleur goût ; ainsi celle du chanteur Jim Morrison au Père-Lachaise, recouverte de mégots et de bouteilles d'alcool vides. En revanche, comment ne pas être ému lorsque Michel Dansel nous apprend que des visiteurs déposent des négatifs de film sur la tombe de Henri Langlois, l'un des fondateurs de la Cinéma-thèque, au cimetière Montparnasse.

« A force d'aller au cimetière, on finit par y rester », prétendait Louis Scutenaire. Fort heureusement pour nous, Michel Dansel ne s'est pas laissé impressionner par cette sombre constatation. Ses promenades dans le Paris « nécropolitain » vont plus loin que le simple « lâche-sépultures » auquel se livrent la plupart des amateurs de cimetières. Elles sont chargées de nostalgie et de poésie. D'amour, aussi.

PIERRE DRACHINE.
★ LES CIMETIÈRES DE PARIS, de Michel Dansel, photographies de Bertrand Derommes, Denoël, 217 p., 198 F.

(1) Fayard, 1973.
(2) Gallimard.

● ROMANS POLICIERS

Etreennes noires



De « Poisonville », le clié de la Meisson rouge, le roman fondateur d'Hammett, à « Leica », la métropole mythique qui abrite le saga d'Ed McBain sur les flics du 87^e district, la Ville, The Asphalt Jungle, est le cadre privilégié du roman noir. Décor vénéneux, grené par la corruption, ou assé de toutes les solitudes, les villes américaines sont, pour les amateurs du genre, des villes-rêves avant d'être réelles. Trop de romans, trop de films les ont imposées à notre mémoire pour qu'on puisse les traiter comme de simples lieux de villégiature.

Dès lors, le parti pris des éditions Autrement, qui poursuivent, avec leurs Guides transatlantiques — regroupant, en un même coffret, New-York, Los Angeles, San-Francisco, Chicago, Boston et Washington — l'entreprise commencée l'an dernier avec trente villes d'Europe (1), n'a jamais paru plus judicieux : dans ces guides, c'est moins la partie pratique — au demeurant très « classique », voire banale — qui compte que le regard des écrivains, choisis comme autant de cicerones. Les romanciers « noirs » y sont tout naturellement aux premières loges. Voici, par exemple, New-York vu par Jérôme Cherny, « la ville des songes par excellence », anarchique, nerveuse, la ville de tous les déguisements dans laquelle s'ébroue un Fantomas, comme elle méritait, et pourtant décevante. Voici encore, au fil des pages et des villes, William S. Burroughs, Chester Himes ou Herbert Lieberman, Robert Parker ou Bill Pronzini, qui viennent sans complexe avec Joyce Carol Oates, Henry James ou Henry Miller.

Avec six courtes nouvelles, fines et « justes », de Gérard Brach, le scénariste de Polanski, de superbes couvertures de Fellner, ces Guides transatlantiques sont de vrais bijoux d'objets : superflus et nécessaires. Pour saisir l'atmosphère d'une ambiance en laissant au mythe toute sa force. (Le coffret de six guides, prix de lancement 250 F, ensuite 294 F ; chaque guide à l'unité, 49 F.)

Longtemps, les Américains ont été, dans la littérature policière, nouveaux venus : touristes et créateurs les avait accueillis le bon sens populaire, fourbe et brutal, les peignant les auteurs populaires, à l'image de l'ingénieur docteur Fu Manchu de Sax Rohmer. Les temps, heureusement, ont changé : le générique Howard Fast — sous le pseudonyme de E. V. Cunningham — a consacré la plupart de ses derniers romans à un héros racé, c'est-à-dire nippo-américain, l'inspecteur Masao Mesuro, intelligent, tolérant, autant qu'efficace.

Mais qui se souvient qu'il fut précédé dans cette voie il y a plus d'un siècle, par Earl Derr Biggers, le créateur du détective chinois d'Honolulu, Charlie Chan ? Le personnage était encore très populaire dans les années 50 grâce à plus d'une quarantaine de films. Earl D. Biggers ne l'avait pourtant mis en scène que dans six romans, avant de mourir à quarante-neuf ans, en 1933. En deux coffrets — le premier de moles-cl, le second en janvier 1988 — de trois romans chacun, c'est donc une intégrale des aventures littéraires de Charlie Chan que proposent les éditions de l'Asiatique. On l'on découvre un détective aux antipodes du « père jeune » subtil et raffiné, plein d'humour et astucieux. D'une sagesse toute confucienne aussi, l'exotisme ne pouvant perdre tout à fait ses droits : « Un mauvais sélo, affirme Charlie Chan, c'est comme le poisson : il ne peut résister à l'épave du temps... » (La Maison sans clié, Denoël, 210 pages, traduit de l'anglais par Louis Forest, en un coffret, 280 F.)

Un crime en chambre close, un criminel génial, un enquêteur qui ne l'est pas moins, adepte du raisonnement logique, amoureux des charts, qui ne déteste pas prêter de l'opium et possède un confident médecin, narrateur de l'histoire : élémentaire, n'est-ce pas ? Justement, vous n'y êtes pas : Le grand Sherlock est un précurseur de nom de Maximilien Heller, ne sous la plume d'un auteur français, Henry Cavain, et dont les aventures furent publiées, en 1886, un an avant la première enquête du héros de Conan Doyle.

Il fallait toute la science — et toute la fougue — de Michel Lebrun et Jean-Paul Schwabhauser, deux athlètes de l'éducation policière, pour retrouver ces trébuchements coincés, débroussés, derrière d'innombrables pseudonymes, les valeurs techniques, les méthodes, les obstacles, l'histoire de multiples collections défilantes à peine nées, classer les auteurs qui ont compté et dresser ainsi, des années de bronze du début du siècle à l'explosion des années 80, un panorama exhaustif du polar made in France. Avec près de huit cents auteurs cités, deux cents commentés, des bibliographies et filmographies par dizaines, ce Guide du polar français est une somme formidable, qui fait définitivement justice d'une légende : l'ère d'ère stéréotypée comme on l'en soie trop souvent, le genre est, au contraire, porteur d'une étonnante diversité. (Editions Syros, 240 p., 89 F.)

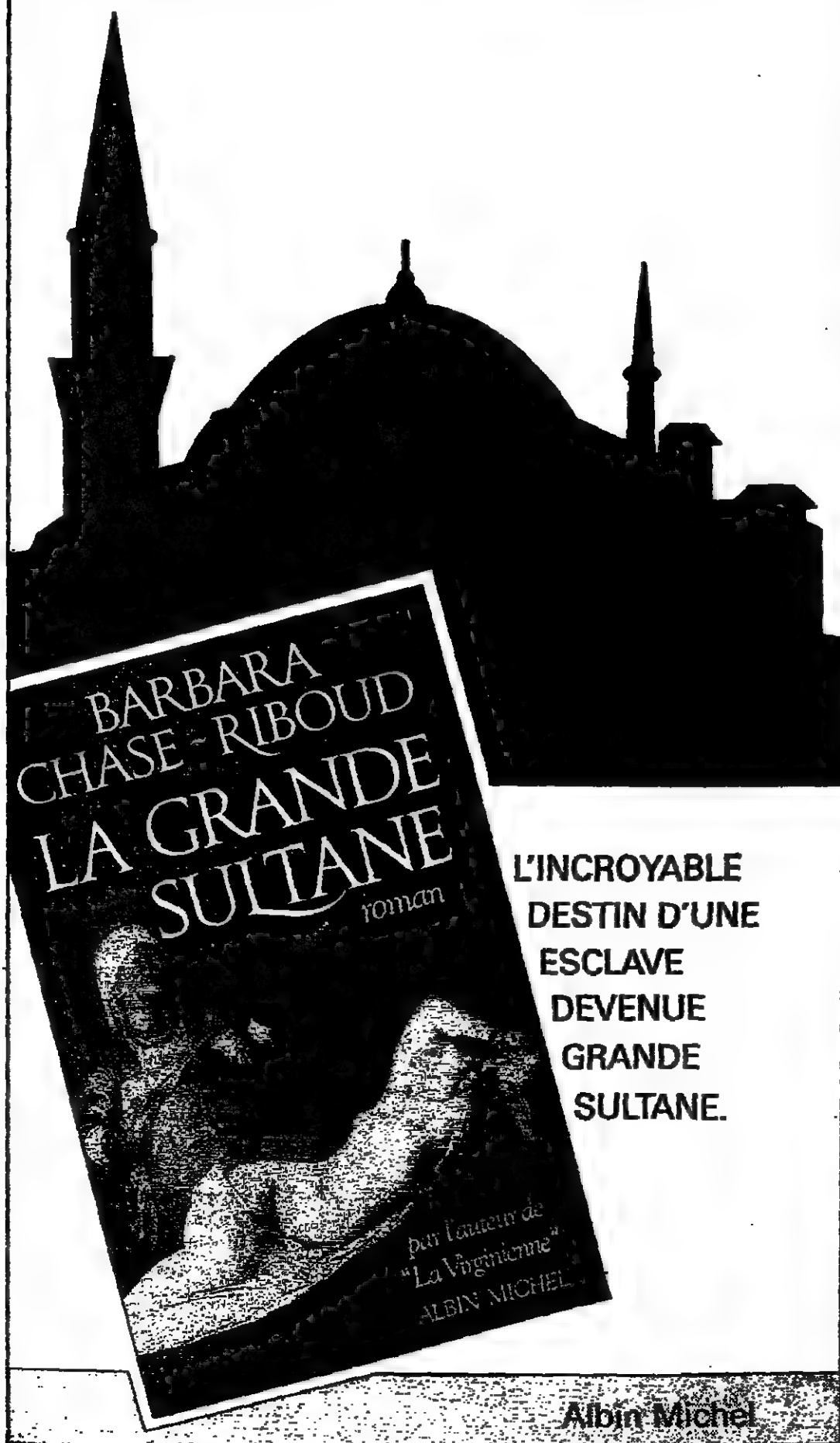
Tout aussi savante — ce qui n'exclut pas la passion, — voici une Encyclopédie du film noir, ouvrage de référence paru en 1979 aux Editions-Unité, qui couvre, à l'aide de plus de trois cents filmographies détaillées, avec fiche technique, résumé du film et analyse de la place qu'il occupe, l'évolution d'un genre, né dans les années 30 et qui a connu son apogée aux lendemains de la dernière guerre. Un travail minutieux, intelligent et rigoureux. Un tour de force, même, tant l'analyse, film par film, est, malgré une nécessaire concision, riche d'interprétations. (Editions Rivages, traduit de l'américain par Michèle Hachter, 480 p., 150 F.)

On ne saurait clore cette sélection de « bests livres » sans signaler l'ensemble actif d'un tout petit éditeur, la revue Encrage. Dans une présentation de qualité, reliée, en couverture simili-cuir, Encrage publie ce mois-ci le quatrième volume de sa collection « Pulp » qui regroupe, traduits pour la première fois en français, des textes de Robert Bloch, Fredric Brown, Ray Bradbury ou John D. MacDonald et le deuxième volume de sa collection « Portraits », une biographie inédite en français de H. P. Lovecraft, avec un cahier de seize pages photos. Dans le dossier, juste le soutien d'un réseau de fidèles abonnés, c'est un petit monument à la gloire de la littérature populaire sous toutes ses formes (policier, fantastique ou science-fiction) que dressent peu à peu Alfu et Stéphane Bourgoïn. Rejoignez-les, vous ne le regretterez pas ! (Revue Encrage c/o ADESC, BP 0118, 80001 Amiens Cedex ; chaque volume de la collection « Pulp », 256 p., 150 F. H. P. Lovecraft, le contour des ténèbres, de Frank Belnap Long, introduction de Robert Bloch, traduit de l'américain par Stéphane Bourgoïn, 180 p. grand format, 245 F.)

BERTRAND AUDUSSE.

(1) Un autre coffret « Europe » sort dans le même temps, avec notamment le Barcelone de Manuel Vázquez Montalbán, créateur de Pépé Carvalho, le plus gastronomique des détectives.

Après le succès de « La Virginienne », le nouveau grand roman de Barbara Chase-Riboud.



PRIX CHATEAUBRIAND

ALAIN BOSQUET

Une mère russe
Les Fêtes cruelles

ROMANS

G. R. A. S. S. E. T

DANSE

Le Béjart Ballet Lausanne

Pierre le Grand et Lénine réconciliés

Débuts, à Lausanne, du Béjart Ballet Lausanne, avatar du ballet du vingtième siècle. Il y a du meilleur et du moins bon dans cette soirée d'ouverture follement généreuse.

On eût pu croire que Maurice Béjart, après vingt-sept ans passés dans la capitale helvète, allait nous proposer un spectacle de danse classique, quelque « Souvenir de Bruxelles », en forme de bouquet d'adieu. C'est mal le connaître : il ne dit pas mesme que pour le temps présent, ou futur. S'il nous offre, parmi les quatre créations qui ouvrent son programme, un « Souvenir de Leningrad », c'est qu'il s'agit d'un passé tout frais : au mois de juin dernier, en tournée sur les bords de la Neva, il a été conquis par la ville et par ses habitants ; et c'est là-bas qu'il a été négocié le transfert de sa troupe à Lausanne, il en éprouve une immense reconnaissance superstitieuse. Sans parler des liens qui unissent tout naturellement un chorégraphe marseillais à un autre : Maurice à Marius Petipa, qui fut à la fois son professeur et son ami.

Petipa est donc l'un des personnages qui se télescopent dans ce kaléidoscope très agité qu'est « Souvenir de Leningrad ». « Sur cette mer je construis ma ville », déclame Pierre le Grand devant un rideau de grandes vagues ; ce rideau tombe, paraît un décor de pameaux grisâtres qui évoque bien les splendides architectures de Saint-Petersbourg. Au fond, progressivement découverte, une île géante de Lénine.

Naïveté et humour

Mais voici Lénine en chair et en os (pourquoi ce vilain masque rouge qui lui donne l'air mégalomane ?), qui entame avec Pierre le Grand un duel chorégraphique véhément. Lequel est interrompu par une grande ballerine blonde à la queue de plumes bleues, dite la Princesse, suivie d'un prince et de quatre cavaliers : ils dansent, par mètres, le grand pas de Casse-Noisette, dans la chorégraphie originale de Petipa. Passe et repasse un groupe de danseurs « modernes » en mailles baroques - dont certains, couverts de caractères cyrillics, évoquent le constructivisme : ce sont les maîtres des costumes de Gianni Versace, par ailleurs plutôt laids, chichiteux, trop « couture ».

Pierre-le-Grand pousse une maille d'acier, sur laquelle est écrit « Saint-Petersbourg ». Vous avez déjà compris que Lénine va la retourner, et qu'il sera écrit de l'autre côté « Leningrad ». En sort Sim, qui

était déjà le petit personnage central de « Galilé-Parietisme ». Bim est une sorte de Béjart adolescent, au temps où son professeur de danse marseillais lui disait : « Travaille, feignasse ! ». Il prend ici leçon de Petipa en personne, sur fond d'Assommoir russe, ce qui est drôle pour ceux qui comprennent le russe. Il est incarné par un remarquable jeune danseur suisse, Xavier Faria, nouveau dans la compagnie : on aura sûrement à en reparler.

Passe et repasse aussi un poète russe en costume noir, sorte d'innocent populaire en Russie sous le nom

correspondant évidemment par lettres. Tchoukoviak est doublement incarné : l'homme (Marc Hwang) et la musique (Jorge Donn, toujours superbe). Dans ces collages sonores qu'affectionnent Béjart, les extraits de « Casse-Noisette », de la « Belle au bois dormant » et de la « Parthénique » forment un heureux contrepoint à la musique du groupe The Residents.

Il y a d'immenses pompes russes, il y a un pope, il y a, il y a... Il y a dans tout cela pas mal de ce que reprochent à Béjart ses détracteurs, de la naïveté, de la démagogie. Il y a aussi, qui compense cela, beaucoup d'humour et une folle générosité. A

dans tout le monde se réunit pour la photo de famille.

Suivent trois pas de deux, qui constituent pour nous le meilleur de la soirée. Sur le « Prélude à l'après-midi d'un faune », de Debussy, Serge Campardon et la sublime Jania Batista jouent l'éternel jeu de la feinte indifférence et de la séduction. Lasso d'échouer à amener le faune Narcisse à lui-même, la fille ôte un de ses chaussons, le dépose sur le plateau et s'éloigne. Intrigué, il vient tourner autour. L'idée est très amusante, car vous pensez qu'il va rééditer le geste fameux de Nijinski, s'allongeant sur le vol de la nymphe et soudain se camburant. Pas du tout : il joue au football avec le chausson, le saisit et s'enfuit.

« Casse-Noisette » se présente comme « une maquette d'un ballet qui verra le jour l'an prochain à Jérusalem » : Béjart et les siens travaillent sur le Dibout. C'est un peu étonnant, mais on se laisse séduire par Grazia Galeazzi et Gil Roman, qui tracent l'un autour de l'autre de mystérieux cercles concentriques.

Érotisme et violence

L'humour, décidément, règne sur la soirée. Béjart a imaginé ce qui se passait après une représentation de son « Boléro ». Cela donne « Et Valse » (parce que, sur les disques, la Valse de Ravel suit toujours le Boléro). On entend donc les dernières mesures du Boléro, rideau fermé. Il se lève : la grande table rouge est là, à demi repliée, et Jorge Donn épuisé est affalé dessus. Quelque chose de long et de mince, une chaise en démonté, ils s'écroulent bientôt. Seul un (Kevin Hagan). Qui rêve, manifestement, de s'emparer du somptueux rôle principal du Boléro. Tous les pas de ce ballet, aisément reconnaissables, sont utilisés, mais distordus, cassés, remués. Jorge Donn sort de sa torpeur et danse avec son jeune rival un pas de deux où l'érotisme le dispute à la violence. Il l'étrangle. Pas tout à fait : le rival finira par étrangler l'étrangleur, triompher et se dresser à son tour sur la table convulsée. On veut croire que ce n'est pas ainsi que se transmettent les rôles, dans le monde de la danse ! C'est hyper-théâtral, provocant, du grand Béjart.

Dans le genre télescopage incongrue, le chorégraphe baroque est en train de nous en concocter un, pour bientôt, qui ne sera pas piqué des hannetons. Titre : « Patrice Chéreau (devenu danseur) organise la rencontre entre Mishima et Eva Peron » (sic).

SYLVIE DE NUSSAC.

* Lausanne, palais de Beaulieu, 31 décembre, 2, 3, 4 et 5 janvier. Paris, Palais des congrès, du 20 janvier au 21 février.



« Prélude à l'après-midi d'un faune »

d'Ivan Dourak. Il parle « petit russe », comme on dit, petit accent ; il dit des choses censées être profondes sous leur air décevant. Soyons francs, il est assez agaçant ; ce n'est pas la faute du comédien qui l'interprète : Alexandre Arbatt, l'étonnant joueur d'échecs adversaire de Michel Pétroff dans le film « La Diagonale du jeu ».

Il y a aussi Piotr Ilitch Tchoukoviak et la comtesse Von Mack, qui

la fin, Pierre le Grand et Lénine, réconciliés, dansent ensoleillés, dans une atmosphère de boîte de nuit.

Le Ballet du XX^e est mort, vive le Béjart Ballet Lausanne (un phénix : une quinzaine à peine de danseurs sont nouveaux). La soirée s'ouvre donc sur une « fiche signalétique », création collective sans autre prétention que présenter la compagnie : chacun signe son nom sur un grand tableau noir, et après divers épisodes

THÉÂTRE

La mise à l'écart de trois sociétaires

Comédie-Française, le malaise

La mise à l'écart de trois sociétaires de la Comédie-Française (le Monde du 23 décembre). Elle traduit pourtant un malaise.

Le limogeage de François Chaumette, même avec, selon son expression, le « sucre d'orge » du titre de sociétaire honoraire, symbolise le malaise actuel chez les enfants de Molière. Peut-être parce que, comme Jean-Paul Roustillon - il représente la continuité d'une carrière maison - il est entré sous l'administration de Maurice Escande.

Les conflits, la Société des comédiens-français les vit depuis sa fondation. L'arrivée d'un nouvel administrateur provoque toujours des clivages, des clans se forment. Aujourd'hui, les positions se radicaient. Avec Jean-Pierre Vincent (1982-1985) on a à la fois beaucoup trop espéré et beaucoup trop craint les bouleversements apportés par un metteur en scène extérieur à la maison. La Comédie-Française est une institution qui a son identité en dehors de ses administrateurs et de ses comédiens. Le transformer est impossible, pourtant il faut la faire vivre, c'est-à-dire bouger.

Jean Le Poulain a fait partie de la maison, il dut en partir et a fait carrière au Boulevard. Quand il a été nommé administrateur l'an passé, craignant qu'il continue à suivre cette ligne, Denise Gence a préféré s'en aller. François Chaumette ne l'a pas suivi.

« Je me suis fait traiter de renégat, dit-il, mais je n'ai pas les procédés d'intention. Je me souviens d'un homme qui a monté de Ghelderode, le Faust de Marlowe, qui avait des ambitions artistiques. D'autre part, je me trouvais devant un état de fait. Le président de la République venait de le nommer, j'étais avant les législatives, il n'était pas censé prendre de décision. La situation politique était délicate. Donc, je n'ai pas pris parti. Je me suis dit, essayons de maintenir ce qu'on a envie de maintenir pour que la Comédie-Française garde sa qualité. Jean Le Poulain avait déclaré qu'il tiendrait compte des souhaits de la troupe. Après Jean-Pierre Vincent qui, lui, travaillait avec ses dramaturges sans tenir compte de nous - à juste titre peut-être, à présent je me pose la question, -

c'était encourageant. Je disais que parfois la fonction fait l'homme. Mais finalement Jean Le Poulain tient compte des gens qui sont de son avis.

« La Comédie-Française est un très beau théâtre. Il faudrait que ses comédiens fassent taire le goût du pouvoir personnel. Je n'approuve pas, et on me le reproche assez, que certains fassent des mises en scène, parce qu'à ce moment, par la force des choses, le pouvoir, on l'a sur ceux qui travaillent avec vous, et ce faussent les rapports. Je le sais car j'ai fait moi-même des mises en scène. De toute façon, le plus intéressant à la Comédie-Française, c'est peut-être cette possibilité de travailler avec des hommes aussi différents que Serreau, Vitez, Lavelli, Ronconi... Mais les gens de l'extérieur doivent être solidaires parce que - attention ! - on les laisse...

« Un administrateur, à mon avis, peu importe qu'il vienne ou non de l'intérieur, s'il possède une hauteur de vue et, je dirais, un désintéressement. Faire aujourd'hui l'apologie de Maurice Escande peut paraître idiot, mais il a été formidable. La fonction lui venait en fin de carrière, il avait tout eu et on lui donnait plus la possibilité de mater la maison qu'il aimait. Il a fait venir Serreau, il voulait monter Brecht, à l'époque ce n'était pas évident. Dux a continué et développé sa ligne. Il arrivait sur un terrain fertile. Actuellement, la maison est dans une situation financière désastreuse, à cause des grèves et aussi du déficit laissé par Jean-Pierre Vincent. Et comme le ministère semble se désintéresser de la question...

« Je ne me sens pas tellement désemparé. Il y a sûrement de ma faute dans ce qui m'arrive, mais je ne sais pas où est cette faute. Je sais que je ne suis pas d'accord avec les options artistiques de Jean Le Poulain, et, franchement, je ne suis pas aigri. Je pense évidemment à des amis qui restent parfois des mois sans travailler. Le métier est dur. Mais l'autre matin, je suis allé parler en direct à Europe 1, sur l'invitation de Jean-Pierre Elkabbach, et, en revenant chez moi, j'ai trouvé sous mon paillason un manuscrit qu'on me proposait. Je ne sais pas ce qu'il veut, je ne l'ai pas encore lu. Mais c'était comme un signe...

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

MUSIQUE

« L'Enfance du Christ » au TMP Châtelet

La « petite Sainteté » de Berlioz

L'Enfance du Christ, qui est un moment particulier dans l'œuvre de Berlioz, donne rarement lieu à une bonne interprétation, comme on a pu le constater au Châtelet.

Berlioz commença la composition de l'Enfance du Christ presque par hasard. Chez des amis où il s'amusait pendant qu'on jouait aux cartes, il écrivait quelques mesures d'un style étrange, archaïque. L'idée lui vint plus tard d'y mettre des paroles à l'ancienne mode puis de faire entendre cet Adieu des bergers en l'attribuant à un obscur maître de chapelle du dix-septième siècle. L'accueil fut enthousiaste, et l'œuvre mit Berlioz au défi d'écrire une musique si délicate... Ce qu'il fit peu à peu.

Toujours dans le style ancien et pastoral, il conçut ainsi un petit oratorio en trois parties où, sous l'apparence de la naïveté, il trouvait l'occasion d'innover dans le domaine de l'harmonie et dans l'utilisation des voix. Et Debussy qui n'appréciait guère les débordements romantiques de Berlioz finissait d'apprécier son palais des mille et une Nuits, voire de rêver son châteaen en Espagne.

FREDERIC EDELMANN.

* L'Opéra de Paris, samedi, 45 F. Abonnement annuel : 395 F. à l'Opéra de Paris, 183, 82, rue Paul-Victor, 92305 Levallois-Perret Cedex.

sur le même plan que ses autres œuvres : cela semble, à tort, trop doux, trop aimable, trop sucré.

De là vient aussi que les bonnes interprétations sont si rares car, même lorsqu'elle s'essouff, la musique de Berlioz ne dort que d'un œil. Le calme est sous-tendu par des accents nerveux, l'expression ne se relâche jamais. L'interprétation que l'orchestre de Lausanne et les Chœurs de l'université Paris-Sorbonne ont donnée, le 21 décembre au TMP Châtelet, sous la direction de Jérôme Kaltenbach (qui remplaçait Lawrence Foster), ne laissait pas un souvenir impérissable. L'excellente qualité de l'orchestre n'est pas en cause, la distribution n'avait pas été irréprochable, à l'exception du ténor Richard Leech, qui joint à un timbre clair et à une diction impeccable une force de conviction irrésistible, au point qu'on lui pardonne d'être un tout petit peu sorti de l'obligation de réserve impartie, par nature, au récitant.

Les chœurs enfin font preuve d'une sorte d'humilité mais le « chœur mystique » à la fin, quelque peu difficile - on peut-être à cause de cela - a été très bien rendu en sorte que la soirée s'achevait dans une émotion que seul Richard Leech avait su provoquer jusque-là.

GÉRARD CONDÉ.

* L'Orchestre national et les Chœurs de Radio-France interpréteront à leur tour l'Enfance du Christ, le 18 mars, au Théâtre des Champs-Élysées.

CINÉMA

Un livre de souvenirs de Pierre Braunberger

Mémoires d'un producteur

Pierre Braunberger est producteur de films depuis une soixantaine d'années. Figure célèbre, jusqu'à en devenir mythique, du cinéma français, il raconte ses souvenirs à Jacques Gerber.

Cinémamémoire n'est pas un livre ordinaire. D'abord, parce que Jean-Luc Godard l'a préfacé. En cherchant, dit-il, les images qui m'ont qualifié à ce témoignage et qu'il a trouvées à partir d'une photographie de Simone Simon. Le texte de Godard dit que le cinéma n'a jamais été qu'une légende, que le cinéma n'a jamais existé. Paradoxes ? Non. Un cri du cœur et de l'intelligence.

Ensuite, parce que l'homme qui se souvient, qui parcourt son passé jusque dans les petits chemins de traverse (l'amusante obsession des conquêtes féminines, on se s'en doute pas) a de l'esprit et la passion de son métier. Jusqu'au détour d'une anecdote, Pierre Braunberger nous livre les facettes de sa personnalité.

Né à Paris le 29 juillet 1905, fils d'une famille de « pris de queue ménéciens », il choisit le cinéma parce qu'il aime cela, qu'il choisit à une invention artistique (son père a soigné Louis Lumière) et qu'il choisit un farouche esprit d'entreprise. Sans la clémence dont presque tout le livre rend compte, même indirectement, Pierre Braunberger aurait-il traversé tant d'événements, fait bouger le cinéma français dans les années 30, soutenu la nouvelle vague plus tard, et compris l'importance du court métrage ?

Le producteur est aussi un homme qui doit rassembler des capitaux, les gérer, les faire fructifier. L'art pour l'art n'existe pas, pourrait dire, peut-être. Godard. Au début des années 20, Pierre Braunberger a appris la production de films en Angleterre, puis aux États-Unis, où il a travaillé avec Irving Thalberg. On comprend que, même dans ses grands embêtements, il ait toujours envisagé les problèmes de l'industrie du cinéma d'une façon concrète. Sans avoir l'air d'y toucher, ce livre est une leçon... sur le métier de producteur.

Cinémamémoire fait revivre Marc Allégret, Jean Renoir (avec lequel Pierre Braunberger entretient une relation privilégiée) et bien des acteurs disparus, sans pour autant dévaliser la nostalgie. D'ailleurs, il y a les vivants. Vingt et une pages de filmographie, à la fin, laissent pantois. Braunberger était décidément infatigable. Il a été associé à Roger Richbé, il a repris les studios de Billancourt, il a ouvert, en 1929, la salle du cinéma Le Panthéon pour présenter des films étrangers en version originale (il l'a toujours).

Il a joué, dramatiquement, à cache-cache sous l'Occupation, saisi tous les courants nouveaux de l'après-guerre et des années 50-60 : il continue d'avoir des projets et ce n'est pas un homme à chimères.

JACQUES SICLER.

* Pierre Braunberger Productions, Cinémamémoire, Éditions Centre Georges-Pompidou, CNC, 264 pages, 120 photos, 140 F.

Au Centre Pompidou, l'hommage à Pierre Braunberger se poursuit jusqu'au 18 janvier.

L'Objet d'art, magazine de collection

Le baroque maîtrisé de l'illustration

Un livre ou un objet ? Parmi tous les cadeaux possibles de cette fin d'année, il n'y en a qu'un qui soit et l'un et l'autre : la revue L'Objet d'art dont le deuxième numéro vient aujourd'hui confirmer les promesses du premier. L'Objet d'art est né comme un partenariat entre de Beaux-Arts-Magazine.

Pour L'Objet d'art, savamment sous-titré « Magazine de collection », Jean-Louis Guillemin a choisi une présentation générale moins pratique, mais plus raffinée, avec une grande homogénéité de la mise en pages, une apparence simple, des caractères classiques, l'ensemble trouvant sa force dans la juxtaposition vivante des sujets et le baroque maîtrisé de l'illustration photographique.

Les sujets ? L'éditorial du premier numéro expliquait l'ambition

de L'Objet d'art : « Initier ses lecteurs à la vie des objets : de l'atelier où ils ont été faits, jusqu'au musée où ils ont séjourné, jusqu'au grenier où ils ont été oubliés, jusqu'au musée où ils ont été retrouvés. Nous les suivons dans leur vie posthume lorsqu'ils sortent de leur purgatoire pour aller au feu des enchères - ou sous les spots d'un antiquaire. Lorsqu'ils deviennent « objets de collection », nous les suivons dans leur vie posthume lorsqu'ils sont achetés à la vente, pour finir par la salle d'un musée... Avant d'être achetés, de lieux à imaginer, de situations à comprendre, d'expositions à suivre... De marchés à surveiller. Les frontières entre le profane et le sacré, entre le passionné et le mercantile et, bien sûr, entre l'objet d'art et l'art tout court (ainsi l'article sur l'ensemble de la Fête de Saint-Cloud de Fragonard, dans le n° 1) sont suffisamment poreuses pour permettre à chaque lecteur d'imaginer son palais des mille et une Nuits, voire de rêver son châteaen en Espagne.

FREDERIC EDELMANN.

* L'Objet d'art, revue mensuelle, 45 F. Abonnement annuel : 395 F. à l'Objet d'art, BP 183, 82, rue Paul-Victor, 92305 Levallois-Perret Cedex.

SACHER - MASOCH
S.J. WITKIEWICZ
La Vénus à la fourrure & Les Pragmatistes
mise en scène
PHILIPPE ADRIEN
LOC 43 28 36 35
la Tempête
CARTOUCHERIE
Relâche exceptionnelle les 31 décembre - 1^{er} janvier

11^{ème} FESTIVAL
Palais des Festivals CANNES
du 24 décembre 87 au 4 janvier 88
Ouvert de 10h à 19h
sauf NOËL et JOUR de L'AN 15h à 19h
1^{ère} BOURSE de MINÉRAUX - Fossiles les 27 - 28 - 29 Décembre

ANTIQUITES
DECORATION BROCANTE
11^{ème} FESTIVAL
Palais des Festivals CANNES
du 24 décembre 87 au 4 janvier 88
Ouvert de 10h à 19h
sauf NOËL et JOUR de L'AN 15h à 19h
1^{ère} BOURSE de MINÉRAUX - Fossiles les 27 - 28 - 29 Décembre

مكتبة الأصل

Culture

PHOTO

Six expositions

Prix divers

Du Comptoir de la photo à l'Espace Viviane Esders, en passant par le Théâtre du Rond-Point et la galerie Templon, six lieux dans Paris incitent, pour les fêtes, à offrir des photographies.

C'est à une fête que convie Willy Ronis dans le beau local clair de Marie-Françoise George (1). Réceptif aux incidents joyeux de la vie, vantant la majesté du presqu'île, d'un œil alerte il révèle une vingtaine d'épreuves anciennes inédites, dont d'éblouissantes vues nocturnes de Montmartre en 1934 qui le rapprochent de Brassai.

Malgré sa donation à l'Etat, Ronis, à soixante-dix ans, continue à vivre de son travail. Vivant la nostalgie du passé par la sale du présent, des vues récentes, touchantes et belles, prises à Paris ou à Leningrad, enrichissent une œuvre

morte une méditation un brin érotique sur le savoir et la culture. D'une beauté formelle parfaitement accomplie, l'ensemble de quatre diptyques et d'un texte vaut 40 000 F.

A l'autre bout des Halles, dans le cadre blanc de la galerie Michèle Chomette (5), on retrouve en de plus grands formats (4 000 francs) une part de la rétrospective de Bernard Plossu présentée cet été à Arles. Aspiré par les vastes horizons, on s'éloigne à sa suite dans la pampa mexicaine, ensablée, aride ou brouillardeuse. Embué, mais d'un pointillisme acuminé dans le rendu des sensations, le paysage est tout ensemble l'objet d'une projection, d'un autoportrait et d'un voyage intérieur. Assourdi par la gravité du quotidien, l'intimisme de Plossu est aussi à l'aise en petits formats (3 000 francs) que dans la collection « Carnets » des éditions Argaphie (6).

Il suffit enfin de traverser la rue pour se trouver dans la succursale de Daniel Templon (7) où Helmut



Willy Ronis. Dinnachie matin à l'île-sur-la-Sorgue (Vaucluse), 1979.

qui ruisselle de splendeurs admirables. Signés, non numérotés, mais les tirages de l'anecdote peuvent être acquis pour 4 150 et 5 150 francs pour les images très communes comme le *Nu provençal* et *Rose Zanner*.

Servi par un bon accrochage, c'est au couleurs que Lucien Clergue fête ses trente ans d'amitié avec Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault (2). Traités sur cibachromes, rayographies ou polaroids agrandis, la couleur constitue une mosaïque flamboyante à partir des calligraphies sauvages tracées sur le sable ou le bitume de Manhattan. Mêlée à des scènes autographiques, cette ode à la matière corrodée (signes, empreintes, mûres), happée au seuil de l'effacement, appelle au voyage, au rêve et à la poésie. Tirés à cinquante exemplaires, les multiples (très décoratifs) valent en moyenne 3 000 francs ; les pièces uniques, montées en diptyques ou triptyques, se vendent à partir de 10 000 francs et bien au-delà.

Dans son espace de consultation, Viviane Esders (3) propose un choix de quinze auteurs internationaux. Il est tentant de raver à ce court panorama, à la fois collection et échantillon de la création contemporaine, un « vintage » de Lisette Model daté de 1940 (14 000 francs), la superbe vue des toits de Prague en 1967 par Fontana (4 000 francs) ou une fiction intimiste de l'Américaine Eileen Cowin, limitée à trois exemplaires (5 000 francs).

Impasse des Bourdonnais, Samia Saouma (4) présente pour la seconde fois les tableaux allégoriques, aux tons de feu, d'Olivier Richon, Suisse de trente-deux ans vivant à Londres. Des objets emblématiques (figurines, cadre et livres) suscitent par le biais de la nature

Newton exhibe trente-deux nus réalisés en 1987 à Berlin et Los Angeles. Vamp masquée, vestale ou bien prétexte, la femme, mythologique ou empaalée, est l'événement d'une fête érotique d'une incroyable violence. Il ne s'agit pas de mannequins mais de vrais couples traqués, à leur demande, dans leurs salons ou leurs écuries, par un génial paparazzo du sexe. Signés, non limités, ces saillants tirages noir et blanc coûtent entre 8 000 et 10 000 francs. On peut, sans déchoir, les avoir pour 100 francs dans la seconde livraison du luxueux *Helmut Newton's Illustrated* (8).

PATRICK ROEGERS.

(1) Willy Ronis, au Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris 12^e, jusqu'au 10 février.

(2) Lucien Clergue, travaux récents couleur Cibo et Polaroid, Théâtre Renaud-Barrault, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e, jusqu'au 3 janvier.

(3) Voir-voir quinze photographes, Espace Viviane Esders, 40, rue Pascal, Paris-13^e, jusqu'au 31 décembre.

(4) Olivier Richon, « Iconologia », Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais, Paris-1^{er}, jusqu'au 3 janvier.

(5) Bernard Plossu, « Via » (1966-1987) et « Chronique du retour » (1986-1987), galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaunour, Paris-3^e, jusqu'au 16 janvier.

(6) Bernard Plossu, « Chronique du retour », texte de Régis Durand, coll. « Carnets », éd. Argaphie, 140 francs.

(7) Helmut Newton, « Nus inédits », galerie Daniel Templon, 1, impasse Beaunour, Paris-3^e, jusqu'au 31 décembre.

(8) Helmut Newton's Illustrated, Pictures from an Exhibition, n° 2, 100 francs.

VARIÉTÉS

La Compagnie Créole réveillonne

Régulièrement au moment des fêtes, la Compagnie Créole vient offrir à l'Olympia sa musique des Antilles habituellement jouée au soleil dans les kermesses et dans les bals, sa joie de vivre et son insouciance, le sens du transitoire de ses compatriotes, ses commentaires naïfs sur la vie et son exubérance. Trois guitares et un percussionniste — tous également chanteurs — et une chanteuse composent ce groupe sans prétention qui a su composer un spectacle suffisamment rigoureux et rythmé pour séduire un public familial métropolitain battant des mains, s'amusant, bras dessus, bras dessous au son des calypso et des bigues.

Portée par le rêve antillais, par une manière de prendre la vie avec

malice, avec le bonheur de la minute qui passe, la Compagnie Créole propose astucieusement une série de cartes postales soutenues par le rythme des musiques, un pot-pourri de chansons créoles et de chansons françaises, un bal masqué aux couleurs caribéennes, une interprétation un peu trop sacrée de la chanson *Bele-île-en-mer*, de Soucy et Voulzy, et bien entendu, des chants de Noël.

La Compagnie Créole évite paradoxalement le folklore trop appuyé. Son spectacle est de ceux habituellement attendus pour les réveillons de fin d'année.

C. F.

★ Olympia, 20 h 30.

Communication

Après l'avis du Conseil de la concurrence

L'argent secret de la publicité

« L'opacité du marché est aussi propice aux pratiques de certains opérateurs qui entendent détourner des sommes importantes par des usages étrangers à l'activité publicitaire. » Cette petite phrase sibylline du rapport du Conseil de la concurrence pourrait faire quelque bruit.

Surtout au moment où nombre de magistrats suivent la piste de fausses factures pour démanteler l'échec du complexe du financement des partis.

L'argent abondant de la publicité nourrit la rumeur. On parle à mots couverts des « caisses noires » des entreprises, de « backlinks » imposés pour des responsables publicitaires comme du financement des campagnes électorales. Mais ces flux financiers sont apparemment aussi confidentiels qu'importants. Rares sont les affaires instruites par la justice : les fausses factures de Radio-Notalgia, les fraudes reprochées au groupe Homay-Delafosse, le rôle de la centrale d'achat de M. Thierry Rousselet (AEA) dans l'exploitation financière du tremblement de terre d'El-Azzam... Plus rares encore sont les décisions de justice.

Le Conseil de la concurrence ne cite pas de noms, ne dévoile pas de scandales. Mais il explique en détail comment l'argent de la publicité disparaît sans laisser de traces.

« Les rabais. — Obtenus par les centrales d'achat d'espaces auprès de la presse magazine, des radios privées et des afficheurs, ils sont loin d'être intégralement reversés aux annonceurs. Quelle est l'importance des sommes en jeu dans ces négociations secrètes ? Le rapport du Conseil de la concurrence ne le dit pas. Une estimation interne au milieu publicitaire les évaluait en 1985 à 2,5 milliards de francs.

« Les fausses publicités. — Il est fort difficile, notamment au radio, de contrôler si les publicités achetées correspondent à des spots réelle-

ment diffusés. Mais les abus sont courants. C'est ainsi que, dans l'affaire Homay-Delafosse, trois cents spots de l'Union des brasseries sur les deux mille facturés au client se sont mystérieusement évaporés.

« Les « repasses gratuites ». — Une page mal imprimée, un spot inaudible, une erreur dans l'horaire de diffusion d'une publicité, donnent lieu à l'octroi gratuit d'un espace équivalent. Mais cette pratique, qui atteint des taux de 20 % sur certains supports, facilite les abus. Centrales d'achat et médias se mettent d'accord pour faciliter la fraude. Les sommes recueillies.

« Les « avoirs ». — Grâce à leur pouvoir de négociation, les centrales obtiennent des « avoirs » d'espaces publicitaires auprès des supports mais à un tout pas bénéficiant de l'annonceur dont le budget est à l'origine de la négociation. Ces espaces publicitaires disponibles seront ensuite facturés à d'autres clients.

« Les « échanges marchandise ». — L'opération, de plus en plus répandue, consiste pour un annonceur à payer une agence ou un média en nature pour l'espace qu'il lui est accordé. La transaction échappe à la facturation et la marchandise (billets d'avion, voitures, autres espaces publicitaires, etc.) peut servir aux fins les plus diverses.

Enfin, le rapport du Conseil de la concurrence évoque l'existence de campagnes d'affichage « non payées » pour des partis ou des hommes politiques. Car les sociétés d'affichage, dépendant des concessions que leur accordent les municipalités pour l'installation des panneaux, renouent semble-t-il assez fréquemment à présenter leurs factures.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

La transparence en question

L'un assailli au tournage d'un film publicitaire, l'autre visité une de ses filles en Italie, ceux-ci sont en réunion prolongée, ceux-là déjà en vacances. Difficile en cette veille des fêtes de recueillir les réactions des publicitaires à propos de l'avis émis par le Conseil de la concurrence (le Monde du 24 décembre). M. Jacques Bille, directeur général de l'Association des agences conseil en publicité (AACP) qui, dès le mois d'avril, avait demandé au Conseil de se pencher sur les pratiques publicitaires, se félicite de cette parution : « J'ai couru pour qu'il existe autre chose que des affirmations péremptives concernant les pratiques des agences ou des centrales d'achat ; le Conseil de la concurrence a séjourné deux jours durant sur le rapport rédigé par deux membres du conseil d'Etat. Maintenant que cet avis est publié, qu'il fait le constat d'une situation et offre des pistes, chacun dispose d'éléments pour savoir ce qu'il doit faire. » Un publicitaire, désireux de garder l'anonymat, s'interroge pourtant sur l'« art » du rapport de l'association de 250 pages et l'avis qui en est issu et qui en comporte deux fois moins ; l'intérêt, dit-il, se situe aussi dans les choix qui ont été opérés. Mais rares sont les publicitaires qui ont pu lire le premier rapport.

L'avis du Conseil de la concurrence est « sage et moderne » aux yeux de M. Jacques Séguéla, vice-président de RSOC, initi-

teur avec trois autres publicitaires de la campagne du printemps dernier qui mit Haves sur la sellette et déboucha aujourd'hui sur l'avis. « En tant qu'annonceur, la création de groupes publicitaires français qui doivent accéder au marché européen voire mondial, le Conseil fait preuve de sagesse et de réalisme, explique-t-il ; il témoigne en même temps de modernité en engageant les publicitaires à l'autodiscipline, voire à la moralité. C'est une attitude de compromis bien dans l'esprit du siècle. »

Pour l'auteur de la campagne « la force tranquille », la publicité est passée de l'artisanat à l'industrie : « le problème de la transparence n'a pas été assez traité par le Conseil de la concurrence, mais il arrivera un jour où les publicitaires feront eux-mêmes appel à la loi contre les auteurs de pratiques frauduleuses. Celle-ci existe déjà, alors à nous de l'utiliser. »

Selon M. Philippe Le Grix de la Salle, patron de Général Médias, la règle du *Nouvel Observateur*, d'Actual, de VSD et de la Tribune de l'économie, c'est « aux annonceurs d'exiger la transparence. A eux de vérifier la base tarifaire sur laquelle telle centrale leur propose 20 % ou 30 % de réduction pour passer sur un support. Après tout, les sommes d'argent investies sont considérables. »

Y.-M. L.

LETTRES

Tahar Ben Jelloun accusé de s'être inspiré d'un scénario

L'écrivain Tahar Ben Jelloun et les Editions du Seuil sont assignés à l'audience du 3 février 1988 de la première chambre du tribunal civil de Paris par M^{re} Myrtille Buttler, qui accuse le romancier de s'être inspiré de son propre scénario, intitulé *A la croix de Dieu*, pour écrire l'ouvrage, *La Nuit sacrée*, consacré par le prix Goncourt.

Dans son assignation, déposée mardi 22 décembre, M^{re} Brigitte Milletto, conseil de M^{re} Buttler, demande que le tribunal ordonne la saisie de tous les exemplaires du livre *La Nuit sacrée* et attribue à sa cliente une provision de 250 000 F, en attendant qu'un expert constate le nombre d'exemplaires vendus, afin de déterminer le préjudice qu'elle dit avoir subi. Dans sa demande, l'avocate soutient que le scénario déposé le 4 novembre 1986 à la Société des auteurs et compositeurs dramatiques comporte « des similitudes certaines » avec l'ouvrage de Tahar Ben Jelloun paru en librairie fin septembre 1987.

Ainsi, les principaux personnages — un aveugle et une jeune fille — seraient les mêmes dans les deux œuvres.

De leur côté, les Editions du Seuil ont déclaré, dans un communiqué : « Il sera aisé d'établir qu'à un moment où Tahar Ben Jelloun achevait l'écriture de son manuscrit (fin août 1986), il ne pouvait matériellement avoir connaissance d'un scénario qui, de l'avis même de son auteur, ne devait être déposé que quelques mois plus tard (novembre 1986). »

Tahar Ben Jelloun a fait valoir que « personne n'avait le monopole des thèmes littéraires. Dans ces conditions, *Dino Risi*, le cinéaste italien, devrait me poursuivre pour l'usage de l'humour comme le romancier argentin Ernesto Sabato pour son ouvrage *Le Tunnel*. »

De plus, le Seuil et Tahar Ben Jelloun ont déclaré de « poursuivre en diffamation M^{re} Milletto pour avoir amplifié et repris à son compte sans la moindre vérification des allégations mensongères. »

Vers la constitution d'un groupe distribuant 18 millions d'exemplaires de « gratuits » ?

Havas et la COMAREG en pourparlers

Le développement international de ses activités publicitaires et notamment de l'affichage, des prises de participation dans la presse quotidienne régionale et dans la presse gratuite : l'un des pans du développement du groupe Havas, prévu par son PDG, M. Pierre Daurier (le Monde du 2 décembre) s'est-il en passe de se réaliser ? A la suite de nombreuses réunions concernant une future prise de contrôle de la Compagnie pour la communication et les marchés régionaux (COMAREG) par Havas, le groupe publicitaire a publié le mardi 22 décembre un communiqué indiquant que la COMAREG et Havas, par le biais de Havas Médias Régions (créé en novembre pour regrouper la presse gratuite, les régies régionales et l'affichage), avaient « entamé des pourparlers en vue d'un rapprochement éventuel de ces deux groupes dans le domaine des journaux gratuits et de la distribution publicitaire ».

Ces négociations, si elles aboutissent, permettraient à Havas de constituer, grâce à ce rapprochement, le plus grand groupe français de presse gratuite. La COMAREG, fondée par M. Paul Dini, PDG, qui fut notamment directeur général du *Dauphiné libéré* (Grenoble) de 1980 à 1983, distribue 116 journaux

gratuits représentant chaque semaine plus de 9,7 millions d'exemplaires. Elle réalise un chiffre d'affaires supérieur de 1 milliard de francs. Havas, pour sa part, contrôle 111 titres gratuits représentant un tirage de 9,2 millions d'exemplaires. Le troisième groupe de gratuits, après la COMAREG et Havas, OIP (Office d'information et de publication), possède plus d'une trentaine de titres tirant à plus de 3 millions d'exemplaires.

La COMAREG de M. Paul Dini avait racheté récemment le groupe de gratuits Contact 80 (Amiens) et le groupe américain Pennyaver (80 titres gratuits représentant plus de 800 000 exemplaires). Le capital de la société avait été restructuré, la Compagnie finançant de 13 % (le Monde du 21 janvier).

Les rumeurs laissent aussi état d'un hypothétique rachat du quotidien *le Dauphiné libéré* par M. Paul Dini. Mais la direction de la COMAREG comme les responsables de la SOCPRESSE — holding du groupe de M. Robert Hesse qui contrôle le *Dauphiné libéré*, le *Progrès*, etc. — ont démenti de tels projets.

Y.-M. L.

TF 1 et douze quotidiens régionaux signent un accord de coopération

TF 1 et douze quotidiens régionaux ont signé mercredi 22 décembre à Paris, un accord de coopération qui devrait permettre à la Une de disposer d'une correspondance exclusive en province. Représentant au total trois millions d'exemplaires quotidiens, ces journaux, le *Télégramme de Brest*, le *Courrier de l'Ouest*, le *Maine libre*, le *Courrier picard*, la *Voix du Nord*, le *Républicain lorrain*, les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, l'*Alsace*, le *Parisien libéré*, *Sud-Ouest*, la *Dépeche du Midi* et le *Provençal* — installeront chacun au sein de leur rédaction une cellule audiovisuelle et desserviront ainsi des éléments « points-gros » agences d'images.

Pour commencer, chaque petite cellule aura à sa disposition une voiture équipée d'un radio-téléphone, une caméra Betacam, un banc de montage, et sera animée par un journaliste de télévision et un reporter d'images aidés par les rédacteurs du journal pour la recherche d'informations et la documentation. Les trois premières « cellules » seront installées à Toulouse, Marseille et Lyon où TF 1 a déjà implanté un corres-

pondant, les trois suivantes à Lille, Strasbourg et dans le grand Ouest.

Dans un deuxième temps, des coproductions d'émissions décentralisées seront envisagées par les deux partenaires dans la tranche matinale et notamment le samedi, un accord publicitaire étant signé à l'échelle.

« L'époque où l'on entendait que la presse écrite et la télévision sont concurrentes est dépassée, déclare le directeur de la *Voix du Nord*, M. Jean-Louis Prevost, qui avait été chargé par ses pairs de mener à bien les négociations. Aujourd'hui nous sommes allés de l'avant : nous avons signé que la télévision annonce plus vite que la presse écrite les événements ; mais nous avons aussi que la presse écrite, met en perspective l'actualité que la télévision [...] Il n'est pas question que la presse régionale reste à l'écart du grand courant médiatique de cette fin de siècle. L'accord reste ouvert aux autres quotidiens régionaux qui souhaiteront y adhérer. Mais TF 1 n'abandonne pas pour autant FR 3 dont elle continuera à utiliser les images issues des bureaux régionaux. »

EN BREF

« Les licenciements au Quotidien de Paris : Bernard Brizay restera au journal. — Bernard Brizay, rédacteur au service politique du Quotidien de Paris, actuellement chargé de l'UDF et de la couverture de la campagne présidentielle de M. Raymond Barre, a vu, finalement, son licenciement reporté par M. Philippe Tesson, directeur du journal. L'annonce du licenciement du journaliste avait suscité un certain émoi, le mardi 22 décembre, parmi les personnalités de l'UDF.

En fin d'après-midi, mercredi 23 décembre, le personnel du Quotidien apprenait que Bernard Brizay restait au journal. Les représentants des salariés ont cependant poursuivi leurs discussions avec M. Tesson, à propos de l'ouverture d'un « guichet départ » jusqu'à la fin du mois, de l'indemnisation des pertes et des possibilités de reclassement ainsi qu'à propos de la relance prévue par le directeur du Quotidien (le Monde du 24 décembre).

« Un prix pour un reportage sur les maisons de retraite chancelières. — « Les maisons de retraite chancelières » : c'est pour un reportage réalisé sur ce thème dans les Alpes-Maritimes que M. Roger-Louis Blanchin, journaliste à Nice, a reçu, le 22 décembre à Paris, des mains de M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale, le premier Grand Prix de journalisme attribué par l'association *Le monde de vivre*. Ce prix — un voyage autour du monde et 30 000 francs — récompense les meilleurs articles publiés dans la presse française au cours de l'année 1987. Le lauréat 1987, membre dans son enquête que plusieurs dizaines de maisons de retraite non déclarées — dont certaines sont de véritables prisons — fonctionnent en Côte d'Azur, à l'insu de toute surveillance administrative.

« Quinze associations de journalistes pour M. S. — La « lettre des journa-

ouvra le 24 décembre, les émetteurs du Puy-de-Dôme. Le premier desservira Micon, La Tour-du-Pin, Romans, Valence, Villeneuve-sur-Saône. La seconde couvrira essentiellement l'Ailier et le Puy-de-Dôme et les agglomérations de Moulins, Vichy, Riom, Issoire et complètera celle de Clermont-Ferrand. Le 31 décembre, ouvriront les émetteurs de Brest, Evreux, Soissons, Villers-Corotiers, Coulommiers et Chazy-sur-Marne, le 6 janvier ceux de Sens, Provins et Moret-Loyre et le 31 janvier Chartres, La Havre, Tours et La Roche.

« Le quotidien belge à Cité repère par *Téléjournal* chrétien 7. — Le quotidien belge francophone, le *Cité*, soutenu financièrement par le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) et ses filiales (maisons, syndicats, coopératives), fera paraître sa dernière édition le 31 décembre. Vendu à 20 000 exemplaires, dont moins de 10 000 abonnés, il était confronté à un déficit en 1987 de 1 million de francs. Comptes tenu de la réduction des aides gouvernementales à la presse, le MOC a décidé ne plus pouvoir soutenir le titre, créé il y a trente-huit ans, et dans lequel le MOC avait investi quelque 167 millions de francs (soit vingt-cinq des dix-huit ans). A la fin de l'année, le *Cité* a été racheté par le *Cité* (seul journaliste) n'a pas réussi à trouver les 4 000 abonnés supplémentaires qui seraient permis au quotidien de vivre. Il est donc décidé de cesser son activité. Le titre de la presse chrétienne de la Région flamande, le *Cité*, paraîtra jusqu'au 31 décembre. Des négociations sont en cours entre les deux médias. Le *Cité* journaliste, une autre version de *Téléjournal* chrétien, soutenu par le MOC, a été supprimé. Les exemplaires de l'hebdomadaire *Cité* paraîtront jusqu'au 31 décembre.

Le Monde
NUMERO DE DECEMBRE
Le 27
dossiers
FE
Des acquis
Un glissement
Des résistances
LES 81
L'Etat des
Pourquoi le
Une mutuelle
Un phénomène
CHEZ VOTRE

سكنى في الاجل

20 Le Monde • Vendredi 25 décembre 1987 •

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ▶ Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 24 décembre

TF 1



20.40 Variétés : Enfants de tous pays. Emission animée par Enrico Macias, qui interprète une dizaine de ses succès. Il est entouré de cent quarante enfants habillés en costumes de leur pays (Inde, États-Unis, Éthiopie, Liban, URSS, Algérie, Israël, Brésil, Chine, Pologne et France).
22.30 Variétés : Show Henri Salvador. Spectacle enregistré à Berry en 1987. 33.45 Messe de minuit. En direct de l'église de la Nativité à Bethléem. 1.15 Concert. Messe en si mineur, de Bach (enregistrée à la cathédrale Saint-Sauveur au Festival d'Aix-en-Provence 1985) par l'Ensemble instrumental de la Chapelle royale, dir. Philippe Herreweghe.

A 2

20.30 Cinéma : Le petit lord Fauntleroy. □ Film anglais de Jack Gold (1980). Avec Ricky Schroder, Alec Guinness, Eric Porter, Colin Blakely, Courie Booth. Un petit garçon, pauvrement vêtu, transforme l'existence égoïste de son grand-père paternel aristocrate, dont il est l'unique héritier. Merveille, charité paternaliste, camouflage social de l'époque victorienne et un insupportable petit cabot.
22.10 Variétés : Noël à New-York. Emission présentée par Line Renaud en direct du plus grand music-hall du monde : le Radio City Music-Hall. Avec Les Rockettes, les patineurs Peggy Fleming et Robin Cousins, et Line Renaud, qui interprète les plus beaux chants de Noël. 23.15 Le sabbatier. Un journaliste qui défouille, un décor qui s'écroule, un invité qui s'engage avec le présentateur, tous les rôles, tous vifs et tous de son époque, vous avez échappé pendant l'année télévisée ! 23.55 Messe de minuit. En direct de Rome et en Eurovision, messe célébrée par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II.

FR 3



20.35 Variétés : Nous sommes tous des Pirates Noël. Emission présentée par Jean-Marc et Vincent Perrot, en direct du châteauneuf de Pader à Paris. Avec Sheila, Gilbert Montagné, Rafi, Douchka, Simon et les Modasais, Dennis Twist, Nicole Croisille, Pierre Perret. 22.05 Journal. 22.30 Cinéma : L'homme de Rio. ■■ Film français de Philippe de Broca

(1963). Avec Jean-Paul Belmondo, Françoise Dorléac, Jean Servais, Milton Ribeiro, Adolfo Celi. Un soldat en permission s'en va jusqu'en Brésil pour délivrer sa fiancée. Dans l'esprit des bandes dessinées d'Hergé, le grand film d'aventures et d'humour des années 60 en France. 0.20 Film d'animation : Hoppity pop. 0.25 Musiques, musique. Pascacaglia, de Haendel, par Itzhak Perlman, violon, et Fischer Zukerman, piano.

CANAL PLUS

20.30 Sous les étoiles de New-York. La rencontre d'une drôle de clocharde et d'une travailleuse sociale qui a décidé de vivre dans la rue. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Cinéma : Attention ! On va s'échapper. □ Film italien de Marcello Fondato (1973). Avec Bud Spencer, Tereza Hill, Donald Pleasence. Un roulier et un mécanicien automobile gagnent un buggy à une course de stock-car. Des gangsters le démolissent. Ils se bagarrent, là, c'est franchement minable. Le tandem des « Trinita » n'a fait rien qu'en Italie, on se demande d'où ils sont pour ça. 23.50 Cinéma : Legend. ■ Film anglo-américain de Ridley Scott (1985). Avec Tom Cruise, Mia Sara, Tommy Curry (vo). 1.20 Variétés : Barbara Streisand. 2.10 Série : Les épiques de Fox.

LA 5

20.30 Cinéma : Astérix le Gaulois. ■ Dessin animé français de René Goscinny et Albert Uderzo (1967). En 30 ans avant Jésus-Christ, des habitants d'un village gaulois résistent à l'occupation romaine. Astérix, prisonnier, est sommé de préparer la potion magique. Premier essai — un brouillon — de transposition des célèbres bandes dessinées en cinéma d'animation. 22.05 Série : L'homme et la mer. Les rois du golf (rediff.). 22.35 Cinéma : Un piège au paradis. ■ Film américain de Norman Taurog (1955). Avec Dean Jagger, Jerry Lewis, D. Lynn, Nina Foch, Raymond Burr. Un apprenti coiffeur un peu naïf, poursuivi par un gangster désigné en petit garçon pour prendre le train, se réfugie dans un pensionnat de jeunes filles. Comique désopilant et sous-entendus. Une réussite de tandem. Martin-Lewis. 0.20 Série : K 2000. Goliath (rediff.).

M 6

20.30 Variétés : M 6 en action. Avec les frères Nacach, Elsa, le groupe Images, François Feldman, Sabine Guérin, Jean-Louis Murat, Patricia Kays, Marc Lavoine, A. Cas, des Garçons, Emmanuelle, Martin Destrée, Phil Barney, Yanna Katsoulos. L'Affaire Louis Trio, Marie Myrman, Jean-Louis Aubert, Vanessa Paradis, Graziella de Michele. 22.00 Série : Poigne de fer et séduction. 22.30 Journal et météo. 22.40 Cinéma : Chien et le phénix. ■■ Film américain de Gene Kelly et Stanley Donen (1952). Avec Gene Kelly, Cyd Charisse, Debbie Reynolds. Évolution musicale et parodique de la fin du cinéma muet et des débuts du parlant, comédie musicale dont la renommée n'est plus à faire. 0.20 Les lettres de mon oncle. D'après Alphonse Daudet. Divertissement musical, où alternent séquences de scènes et séquences chantées. Le secret de Maître Corille ; Le sous-préfet aux champs ; L'éluxir de révérend père Gauchier ; Les trois messes basses ; La diligence de Beaucourt. 1.35 Musique : Boulevard des clips. 1.55 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Les héros de notre enfance. Des personnalités se souviennent des héros de leur enfance. 22.40 Noëls magiques. Au fil de l'eau (3^e partie). 0.00 Messe de minuit. En direct de Notre-Dame, célébrée par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris.

FRANCE-MUSIQUE

De 20.00 à 2.00 Noël sur France-Musique. En direct de Saint-Martin-de-Méjean. Avec Jacques Herliet, Claude Hermann, Augustin Dumay, l'Ensemble Juvenia, Les Sœurs bouillies de Toulouse, Agnès Mellon, René Jacobs, Mikhaïl Rudy, Christian Ivaldi, Pierre Amoyal, François Pollet. Œuvres de Schubert, Gounod, Catalani, Falla, Haendel, Grieg, Brahms, Beethoven, Chausson, Geràlvini, Debussy, Ravel, Bach, Schütz, Gabrielli, Carissimi.

TF 1

13.30 Cinéma : Michel Stragoff. ■ Film franco-italien de Carmine Gallone (1956). Avec Curd Jurgens, Geneviève Page, Jean Parédia, Gérard Philipe, Jacques Desquenne. 15.10 Tiroir à Vincennes. 15.25 Dorothea Noë. Les aventures de Dorothea. Pas de pitié pour les croissants. 16.00 Série : Fama. Et le gagnant est... 17.10 Festival : L'Australie. D'après le roman de Nancy Cato (4^e épisode). 18.00 Flash d'informations. 18.05 Série : Mamma. Le spectacle de deux sons. 19.00 Festival : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la fortune. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Variétés : Labeyre d'honneur, aux enfants de France. L'émission commence par un conte de Noël et se poursuit avec des variétés : La Fontaine Circus, Sylvie Vartan, Jean-Louis Aubert, Elsa, Catherine Lara, Jean-Jacques Debout, Chantal Goya, Gilbert Bécaud, Dorothea, Michèle Torr, Carlos, Lio. 22.40 Festival : Le joyau de la Couronne. D'après Paul Scott (1^{re} et 12^e épisodes). 0.25 Journal. 0.32 La Boum. 0.35 Concert Ravel. Par l'Orchestre national de France, dir. Saji Ozawa. Valse scabre et sentimentale. Concerto pour la main gauche. La valse. Cantate pour le prix de Rome. Avec la cantatrice Marilyn Horne et le pianiste Leon Fleisher.

A 2

13.45 Téléfilm : Sissi. Avec Genevieve Page, Jean Parédia, Gérard Philipe, Jacques Desquenne. 15.10 Tiroir à Vincennes. 15.25 Dorothea Noë. Les aventures de Dorothea. Pas de pitié pour les croissants. 16.00 Série : Fama. Et le gagnant est... 17.10 Festival : L'Australie. D'après le roman de Nancy Cato (4^e épisode). 18.00 Flash d'informations. 18.05 Série : Mamma. Le spectacle de deux sons. 19.00 Festival : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la fortune. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Variétés : Labeyre d'honneur, aux enfants de France. L'émission commence par un conte de Noël et se poursuit avec des variétés : La Fontaine Circus, Sylvie Vartan, Jean-Louis Aubert, Elsa, Catherine Lara, Jean-Jacques Debout, Chantal Goya, Gilbert Bécaud, Dorothea, Michèle Torr, Carlos, Lio. 22.40 Festival : Le joyau de la Couronne. D'après Paul Scott (1^{re} et 12^e épisodes). 0.25 Journal. 0.32 La Boum. 0.35 Concert Ravel. Par l'Orchestre national de France, dir. Saji Ozawa. Valse scabre et sentimentale. Concerto pour la main gauche. La valse. Cantate pour le prix de Rome. Avec la cantatrice Marilyn Horne et le pianiste Leon Fleisher.

FR 3

13.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5. La cuisine de l'été. 14.00 Magazine : La vie à Paris. 14.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 23.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 0.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 1.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 2.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 3.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 4.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 5.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 6.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 7.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 8.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 9.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 10.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 11.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 12.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 13.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 14.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 15.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 16.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 17.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 18.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 19.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 20.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 21.50 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.00 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.10 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.20 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.30 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse. 22.40 Série : Les comtes amoureux d'Alphonse

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

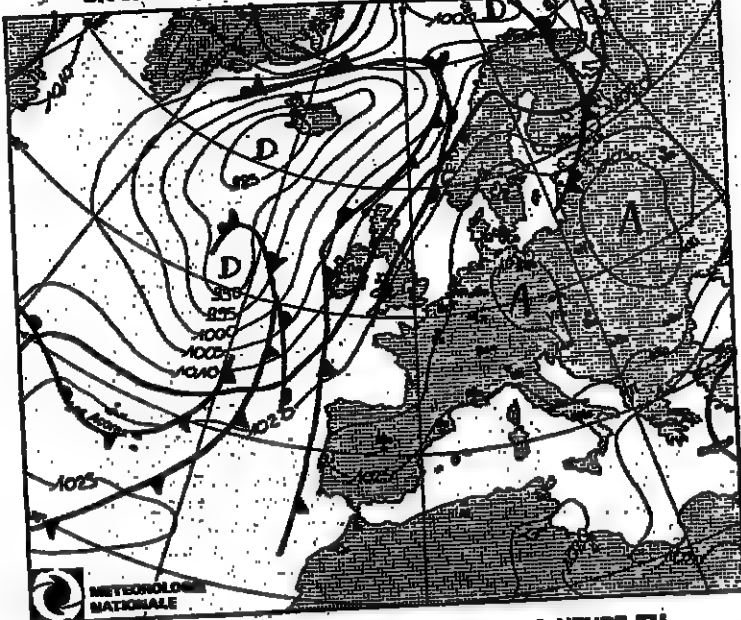
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 24 décembre à 0 h TU et le dimanche 27 décembre à 24 h TU.

Les hautes pressions actuellement sur la France vont faiblir plus nettement, cette nuit, au passage d'une perturbation qui traversera le pays le jour de Noël, en étant post-actif.

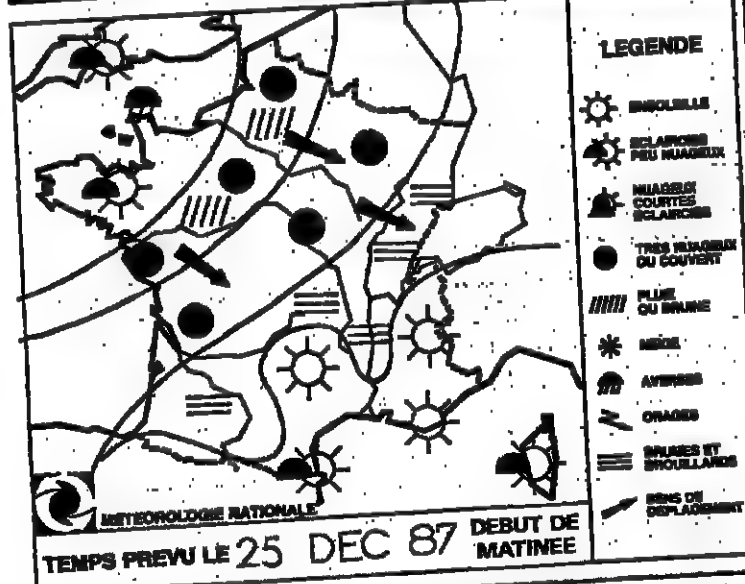
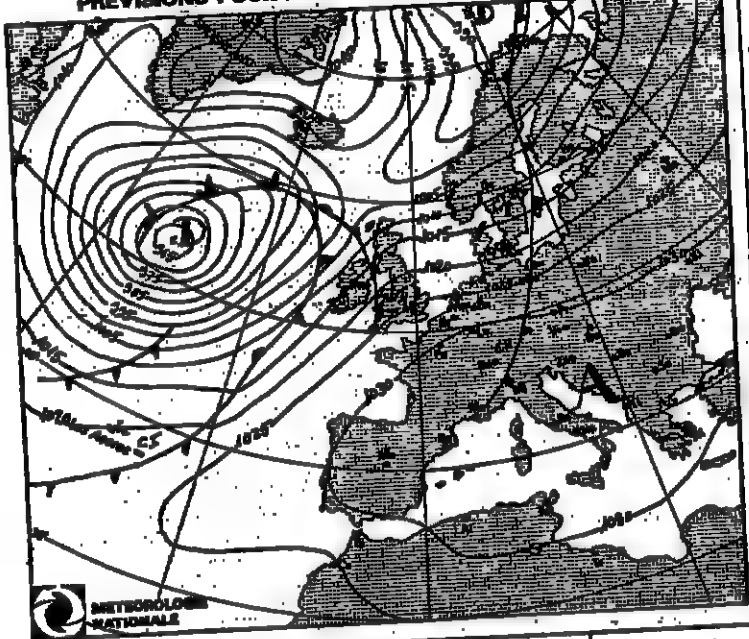
Samedi, les hautes pressions vont se rétablir et rejeter sur les îles britanniques la partie active de la prochaine perturbation. Des conditions nord-occidentales vont alors prédominer avec, cependant, un temps souvent nuageux et quelques pluies ou brumes au Nord et brumeux puis avec des éclaircies au Sud.

Vendredi 25 décembre :
Petit épisode faiblement pluvieux. Des pays de l'Est à la Normandie et au Nord, le jour se lève sur un ciel gris.

SITUATION LE 24 DÉCEMBRE 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 26 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES : maxima - minima et temps observé le 24-12-1987

FRANCE		ÉTRANGER	
ALGER	16 5 D	ALGER	17 11 P
BARCELONE	12 8 C	AMSTERDAM	6 0 N
BORDAUX	8 2 D	ATHÈNES	14 7 D
BRESCIA	5 4 C	BANGKOK	29 18 D
CAEN	5 4 C	BELGRADE	13 4 C
CHERBOURG	5 5 P	BERLIN	5 1 C
CLEMONT-FERR	4 1 B	BIRMINGHAM	7 1 P
COCHINCHINE	25 25 M	BRUXELLES	7 1 P
COLOGNE	7 1 C	LA CAPE	14 12 D
LILLE	7 1 C	COPENHAGUE	7 0 B
LYON	5 3 C	DARJILING	24 23 D
MARSEILLE	15 4 C	DELHI	20 8 D
NANCY	6 1 B	DURBAN	12 13 C
NANTES	8 3 C	GENÈVE	19 16 C
NICOT	16 4 C	HANOI	9 2 P
PARIS-MONT	10 7 C	JEKUPUR	9 6 C
PAU	12 9 C	LEKONNE	12 8 N
PERPIGNAN	12 9 C	LONDRES	6 4 P
RENNES	7 1 B		
STRASBOURG	4 1 C		

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les températures minimales seront encore faiblement négatives : 0 à -2°C, sur le Massif Central, Rhône-Alpes, l'Est et le Nord-Est. Elles seront comprises entre 4 à 7°C sur la plupart des autres régions, sauf le Sud-Est où elles seront comprises entre 6 et 8°C sur Rhône-Alpes, Bourgogne, Franche-Comté et le Nord-Est, 8 à 11°C au Nord-Ouest, 10 à 12°C dans le Sud-Ouest, 4 à 10°C dans le Midi et en Corse. Les vents seront de sud-ouest sur la moitié Nord, assez forts sur les côtes de la Manche, faibles à modérés ailleurs. Sur la moitié Sud, ils seront faibles, de direction variable.

Samedi 26 décembre :

Près de la Méditerranée, le temps restera ensoleillé. Sur la plupart des autres régions, les nuages bas et les brouillards seront fréquents, puis des éclaircies apparaîtront, plus timides du Nord au Sud.

Sur la Bretagne, les nuages seront présents dès le matin et gêneront le cours de journée le Centre, le Nord et le Nord-Est de la France, où de petites pluies ou brumes se produiront près des côtes de la Manche et des frontières du Nord.

Les températures minimales iront de 5 à 8 degrés sur la Bretagne, l'Aquitaine et le Bassin Méditerranéen et s'abaisseront jusqu'à 0 degré ailleurs.

Les températures maximales iront de 9 degrés dans le Nord-Est à 14 degrés vers le Sud et le Sud-Est.

Dimanche 27 :
Près de la Méditerranée et en montagne, la journée restera ensoleillée. Partout ailleurs, c'est un temps très nuageux et brumeux qui prédominera, avec même quelques pluies ou brumes l'après-midi du Nord au Nord-Est.

De Sud-Ouest en Centre, de belles éclaircies pourront se produire l'après-midi.

Les températures minimales seront en hausse de 2 à 3 degrés sur le Nord, stationnaires ailleurs.

Les températures maximales pourront hausser de 1 à 2 degrés dans le Sud à la faveur d'éclaircies.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 24 décembre 1987 :

UN DÉCRET

• N° 87-1028 du 22 décembre 1987 relatif au traitement automatisé des présentations de candidature pour l'élection du président de la République.

DES ARRÊTÉS

• du 18 décembre 1987 relatif à la composition et à l'appel de la fraction du contingent 1988/02 ;

• du 4 décembre 1987 relatif à l'indemnisation des gardes effectuées par les internes et les étudiants désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne dans les établissements d'hospitalisation publique autres que les hôpitaux locaux ;

• du 17 décembre 1987 relatif à la prise en charge du ticket modérateur pour le traitement pas sur la liste au n° 3 de l'article L. 322-3 du code de la Sécurité sociale ;

• du 2 novembre 1987 portant attribution du diplôme d'ingénieur de l'Ecole nationale supérieure des techniques industrielles et des mines de Douai.

SUR MINTEL

Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
36.15 TAPEZ LEMONDE puis METEO

Le Carnet du Monde

Naissances

— François et Nathalie JOUVEN et Marie.
ont heureusement annoncé la naissance de
Constance.
Paris, le 21 novembre 1987.
243, boulevard Raspail,
75014 Paris.

Mariages

— M. et M^{me} Yves LESEC,
ont l'honneur de faire part du mariage
de leur fille
Marie-Félicie
avec
M. Cristobal Fuentes.
Paris, le 18 décembre 1987.

Décès

— Le Pontet.
M^{me} Yvette Grouard, née Chapotot,
sa sœur,
M. William Grouard,
son beau-frère,
M. et M^{me} Erik Grouard
et leurs enfants,
M. Axel Grouard,
M^{me} Josette Giovampoli,
Les familles Chapotot, Carleson,
parents et alliés,
ont l'honneur de faire part du décès de
M^{me} Gisèle CHAPOTOT,
retraitée de l'enseignement,
officière de l'Instruction publique,
survenue le 22 décembre 1987, à l'âge de
quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 26 décembre, à 10 h 30, en
l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis,
avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Philippe Chappay,
M. et M^{me} Eric Ribaudeau Dumas,
M. et M^{me} Christian Chappay,
Patrick Chappay,
M. et M^{me} Philippe Arri-Bachette,
son épouse,
ses enfants
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Philippe CHAPPEY,
née Monique Arri-Bachette,
survenue le 23 décembre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 26 décembre, à 10 h 30, en
l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis,
avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès
de
M. René DELEST,
ingénieur.

Ses obsèques auront lieu le 26 décembre
1987, à 10 h 45, à Notre-Dame-
de-la-Sécurité, au Chénay.
1, square Boileau,
78130 Le Chénay.

— M^{me} Suzanne Polson,
M^{me} Solange Girard,
Nathalie et Guillaume Girard,
ont la douleur de faire part de la disparition
tragique, le 18 novembre 1987, à
trente ans, de
Docteur Philippe GIRARD,

leur petit-fils, fils et frère bien-aimé.
Cet avis tient lieu de faire-part.
17, rue du Général-Gallieni,
91370 Varrèze-le-Buisson.

— Le conseil d'administration,
Les collaborateurs et collaborateurs
de la Mutuelle d'Assurances aériennes,
ont le regret de faire part du décès de
M. Pierre-Léon LABADIE,
leur président-directeur,
survenu le 21 décembre 1987, dans sa
soixante-quatrième année, à Oesay.

Les obsèques auront lieu le lundi
28 décembre, à 10 h 45, en l'église de
Gif-sur-Yvette (Essonne) où l'on se réunira.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Lucien Pohl
Et toute la famille
ont la douleur d'annoncer le décès de
Docteur Yvonne ROSEMBAUM,
survenue à Paris le 18 décembre 1987.
69, avenue de Villiers,
75017 Paris.

— A ceux et celles qui l'ont admiré
et aimé.
Les membres de la famille
Clemenswerk de Crayencour
font part du décès de leur demi-frère,
grand-tante et arrière-grand-tante
Marguerite YOURCENAR,
de l'Académie française,
officière de la Légion d'honneur,
ordre de Léopold de Belgique,

née à Bruxelles le 3 juin 1903 et décédée
le 18 décembre 1987, à Mount Desert
Island, Maine, Etats-Unis, où elle reposera.

Une messe a été dite pour elle, dans la
plus stricte intimité, en l'église Notre-
Dame-du-Rosaire à Bruxelles
(UCCLE).

Prix Dieu pour son âme.
Le chef de famille, à Bruxelles 1150,
avenue du Manoir d'Anjès 22.
(Le Monde du 19 décembre 1987.)

Remerciements

— M^{me} Georges Bitan
et ses enfants
remercient tous ceux qui se sont associés
à leur douleur lors du décès de leur très
chère et bien-aimée
Claudine BITAN.

Les prières du mois auront lieu le
dimanche 27 décembre 1987 à
15 heures, en la synagogue Julien-
Lacroix.
75, rue Julien-Lacroix,
75020 Paris.

Anniversaires

— Il y a un an, le 25 décembre 1986
disparaissait
Tobias GOTTESFELD.
Son épouse, ses enfants et ses petits-
enfants vous prient de vous associer à
son souvenir.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINTEL par le 11

Le 25 décembre 1983,

Pierre LE GOFF,
disparaissait en mer.
Nous nous souvenons.

Le 23 décembre 1980 s'éteignait

M^{me} Alexandre NAOURI,
née Yvonne BROUILLAD,
sous-chef de division honoraire
à la Banque de France.

Il est demandé à tous ceux qui l'ont
connue et aimée d'avoir une pensée pour
elle.

Communications diverses

— A l'occasion du premier anniversaire
de la mort de
André TARKOVSKI.

M^{me} Larissa Tarkovski, la famille et les
amis du défunt annoncent le change-
ment de sépulture et l'installation du
monument funéraire d'André Tar-
kovski, le 29 décembre 1987, à 8 h 30,
au cimetière de Sainte-Genève-
des-Bois (Essonne).
Un bus sera mis à la disposition de
tous devant la cathédrale Alexandre-
Nevski, rue Daru, Paris-17^e, entre 7 h 30
et 7 h 45.

Une messe à la mémoire d'André
Tarkovski aura lieu en la cathédrale
Alexandre-Nevski, à 18 h 30.

Semaine

de la bonté

CAS N° 18. — Cette jeune
femme, âgée de trente ans,
séparée de son mari, élève seule
sa fille de dix ans. Après une for-
mation d'employée de bureau,
elle est sans travail pour le
moment et en profite pour amé-
liorer ses connaissances. Elle suit
un stage pour s'initier aux techni-
ques nouvelles : bureautique,
traitement de texte. On lui pro-
pose des travaux de sous-
traitance à domicile qui pour-
raient se faire même si elle
retrouve un emploi fixe... Mais
elle n'a pas la machine néces-
saire. La première prix pour une
machine moderne est de
4 000 F.

Pour-on aider cette femme à
mieux orienter son travail ?
* Les dons sont à adresser à la
Semaine de la bonté, 4, place Saint-
Germain-des-Prés, 75006 Paris.
CCP Paris 4-32 X ou chèques ban-
caires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
dès nous parviennent avant 10 h
au siège du journal.
7, r. des Indes, 75427 Paris Cedex 08.
Tél. MONPAR 850 572 F.
Télécopieur : 48-23-08-81.
Renseignements : Tél. 42-47-95-03.
Tart de la ligne H.T.

Toutes rubriques 60 F
Abonnés (avec journal) 60 F
Communications diverses 72 F
Insertion minimum 10 lignes (dont
4 lignes de bannières). Les lignes en
capitales grasses sont facturées sur
la base de deux lignes.

Nos abonnés bénéficient d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sous réserve de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

HOTEL MANAGEMENT TOURISM IATA/UFTAA SCHOOL EN SUISSE

Cours hôteliers et de tourisme en anglais
de 9 mois à 2 ans
28 ans de succès
Veuillez faire par information à : HOSTA HOTEL AND TOURISM SCHOOL
1854 YLESEN, SWITZERLAND
Tél. : 025/34-18-14
Tél. : 456-182 arto ch
Tél. : 025/34-25-58

Le Monde sur minitel

Lundi 28 décembre de 16 h à 17 h
JEAN-MARIE COLOMBANI
vous répond en direct sur minitel
36.15 TAPEZ LEMONDE

Economie

SOMMAIRE

■ Le Dow Jones est repassé, le 23 décembre, au-dessus de la barre des 2000 à Wall Street mais c'est seulement à partir du 4 janvier prochain que l'on pourra dégager une tendance significative des marchés et voir s'ils répondent d'une manière positive à l'accord de Washington sur le déficit budgétaire et à la déclara-

tion du groupe des Sept sur l'arrêt de la baisse du dollar (lire ci-dessous). ■ Le budget japonais pour l'année fiscale 1988 prévoit une diminution des ressources financées par les émissions de bons du Trésor (lire ci-dessous). ■ En maintenant un contingentement de la production d'acier, les ministres de

l'industrie des Douze donnent un répit supplémentaire aux sidérurgistes et retardent la restructuration européenne de l'acier (lire page 23). ■ La couverture sociale des plus démunis : M. Séguin propose un réseau d'accueil médical et des simplifications administratives (lire page 23).

Après la déclaration du groupe des Sept pays industrialisés

Les marchés restent perplexes

Pour la première fois depuis le 2 novembre, le Dow Jones a franchi le 23 décembre la barre des 2000. Sur des marchés des changes extrêmement peu actifs et déjà entrés dans la période des fêtes et des clôtures de bilan, le dollar est retombé au cours précédent la déclaration des Sept, après une hausse très brève, à la veille de Noël, il était coté à 1,6330 DM contre 1,64 DM, 126,40 yens contre 127 yens et 5,52 F contre 5,54 F. Les opérateurs attendent le début de l'année 1988 pour prendre position.

Un « non-événement », un « pétard mouillé », tel était le style de réactions enregistrées mercredi 23 décembre sur les marchés des changes mondiaux, après la déclaration du groupe des Sept sur la stabilisation des monnaies. Cette déclaration, soulignant de nombreux opérateurs, « se contente d'entériner des situations acquises, et de ratifier des décisions déjà prises ». Ainsi en est-il de la diminution des taux d'intérêt en Allemagne de l'Ouest, de la réduction du déficit budgétaire aux États-Unis et du plan de relance au Japon, mesures largement anticipées par les marchés, et, d'ores et déjà, jugées insuffisantes.

C'est l'opinion des experts de l'OCDE et aussi celle des signataires de l'appel des trente-trois (le Monde du 17 décembre) qui, tout en qualifiant de « pas dans la bonne direction » l'accord réalisé entre le Congrès américain et la Maison Blanche sur la réduction du déficit budgétaire, disent qu'il est absolument insuffisant. Déjà, de nombreuses voix s'élèvent, outre-Atlantique, pour estimer que cet accord permettra tout au plus d'éviter que le déficit, ramené de 221 milliards de dollars en 1986 à 148 milliards en 1987, ne remonte pas trop en 1988.

Certains experts considèrent qu'une trentaine de milliards de dollars de recettes fiscales dégagées en 1987 proviennent du passage au nouveau régime fiscal au 1^{er} janvier dernier et ne sont donc pas répétitives. En outre, tout ralentissement de l'expansion l'an prochain aux États-Unis risque d'accroître le déficit budgétaire à raison de 40 milliards de dollars par point de progression du PNB en moins.

Dans l'immédiat, c'est surtout à l'évolution du déficit commercial américain que s'attacheront les milieux financiers internationaux. À cette occasion, ils vont guetter avec une certaine anxiété les résultats du commerce extérieur des États-Unis pour novembre, rendus publics à la mi-janvier prochain. Si ces résultats sont moins mauvais que ceux du mois précédent, qualifiés d'« aberration » par M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, le dol-

lar pourrait réagir en hausse, mais prudemment : une hirondelle ne fait pas le printemps, et un « bon résultat » devrait, pour impressionner, être confirmé par plusieurs autres. À cette occasion, on retombe dans un dilemme qui risque de devenir tout à fait diabolique : la meilleure façon de réduire le déficit commercial américain, c'est de réduire la consommation dans les importations. Mais, dans ce cas, les recettes fiscales risquent de baisser et le déficit budgétaire d'augmenter à due concurrence : un véritable cercle vicieux...

Dans l'attente du 4 janvier

C'est dire à quel point les milieux financiers internationaux restent perplexes après la déclaration des Sept. Certes, ils peuvent tabler sur une stabilisation temporaire des cours du dollar, après une chute de 10 % en moins de deux mois. Les interventions des banques centrales, qui étaient restées modestes ces dernières semaines dans l'attente du compromis sur la réduction du déficit budgétaire américain, vont sans doute reprendre, et ont déjà repris. Mais les États-Unis s'y associeront-ils vraiment, et les banques centrales elles-mêmes ont-elles envie d'acheter encore des dollars par milliards, au risque de gonfler leur masse monétaire ?

Pour l'instant, les réactions des marchés des changes sont peu significatives, leur activité étant réduite des neuf dixièmes à l'approche de la clôture annuelle des bilans : personne ne veut prendre de position à quelques jours du 31 décembre. Ce n'est donc qu'à partir du 4 janvier qu'une tendance pourra se dégager vraiment sur ces marchés.

Les optimistes estiment qu'effectivement une stabilisation pourrait être obtenue mettant en avant la timide remontée du dollar après la déclaration du chancelier de l'Échiquier britannique, M. Nigel Lawson, et du ministre allemand des finances, M. Gerhard Schröder, selon laquelle le dollar est maintenant sous-évalué. D'autres le sont moins, jugeant inévitable une nouvelle baisse du billet vert, l'an prochain, si de nouvelles mesures ne sont pas prises. Ainsi, le très respecté Christopher Johnson, chef économiste de la Lloyd's Bank en Grande-Bretagne, partage l'opinion de M. Lawson sur laquelle les États-Unis seront obligés de relever leurs taux d'intérêt pour défendre le dollar. Or on sait que ces taux baisseraient.

De toute façon, le semi-échec des accords du G-7 rend les marchés prudents : toutes les déclarations du monde sont impuissantes face à la force des marchés, et cette dernière vient de se manifester avec éclat.

FRANÇOIS RENARD.

Les trois messages brouillés

Faute d'une réunion en bonne et due forme, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrialisés se sont donc décidés à la publication simultanée, dans les sept capitales, d'une déclaration commune, mercredi 23 décembre. Depuis le krach boursier du 19 octobre et la crise monétaire qui l'a suivi, les investisseurs du monde entier, inquiets des déséquilibres persistants de l'économie mondiale, étaient dans l'attente d'une réunion du fameux « G-7 ». Par leur texte commun, les grands dirigeants du monde occidental ont voulu communiquer aux marchés trois messages : la concertation internationale subsiste, le dollar a assez baissé et la coordination des politiques économiques va permettre une résorption des principaux déséquilibres.

Derrière une satisfaction unanime, les commentaires des dirigeants politiques à propos de ce document laissent d'ores et déjà apparaître de profondes divergences d'appréciation. La coopération internationale est toujours « vivante », a commenté, dès mercredi 23 décembre, M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Échiquier britannique. Les ministres allemand, japonais et italien des finances ont eu la même expression. Depuis plusieurs semaines, les investisseurs avaient en effet le sentiment que l'économie mondiale allait à vau-l'eau, les egoïsmes nationaux l'emportant sur une nécessaire coordination internationale. Les batailles de déclarations assassines avaient été du plus mauvais effet sur les marchés financiers. De l'interdépendance croissante entre les économies nationales, les dirigeants des grands pays avaient conclu à la nécessité d'une coordination des politiques économiques et monétaires. Cette reconnaissance s'était traduite à l'occasion des réunions successives de Tokyo et de Venise, et plus encore lors des accords de l'hôtel Piazza, à New-York, le 22 septembre 1985, et du « Louvre », à Paris, le 22 février 1987. La mort des « accords du Louvre » avec la sortie du dollar de sa « marge de fluctuation » faisait craindre un retour au « chacun pour soi ».

Interprétations divergentes

La déclaration du 23 décembre vise donc d'abord à indiquer aux opérateurs financiers qu'il y a toujours une équipe de pilotage à la tête de l'économie mondiale. Par la forme de leur intervention, les Sept ont néanmoins affaibli la portée de ce message. Les marchés attendaient une véritable réunion des ministres des finances. Ces derniers se sont limités à un texte concocté par téléphone et sans face-à-face col-

lectif. Les citations usées de la crise se sont pas complètement renouvelées. Des divergences importantes subsistent.

Ces différences d'appréciation sont particulièrement fortes sur le second message des Sept, celui portant sur les taux de change. Condamnant les « fluctuations excessives des monnaies », le communiqué du 23 décembre est beaucoup moins précis en ce domaine que les accords de Plaza et du Louvre. Une « baisse supplémentaire » de dollar ou une hausse très forte du billet vert serait, « contreproductive », lit-on dans le document final. Les interprétations de cette formulation divergent nettement. Européens et Japonais affirment avoir obtenu des Américains un engagement à refuser une nouvelle baisse du dollar, au prix « fort » d'une hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique, à même expliqué M. Lawson. Ils ont en tout cas entériné la baisse d'environ 10 % du dollar par rapport à ses niveaux de février dernier, considérés alors comme « économiquement justifiés ». Les Américains ne lient pas tous le texte de la même manière.

Ainsi, dès mercredi, M. Beryl Sprinkel, le chef des conseillers économiques du président Reagan, a démenti cette interprétation européenne. Le document n'aurait pas que les États-Unis seraient prêts à relever leurs taux pour défendre le dollar. « J'ai lu attentivement le texte, qui ne contient aucune affirmation de ce type », a commenté M. Sprinkel, ajoutant : « Il n'y a aucun engagement à maintenir le dollar à son niveau actuel ».

Les Sept ont enfin voulu rassurer les marchés en affirmant vouloir coordonner leurs politiques économiques afin de résorber les principaux déséquilibres tout en poursuivant une croissance économique mondiale non inflationniste. Les efforts réalisés en ce domaine au cours des dernières semaines dans chacun des grands pays (stimulation budgétaire au Japon, monétaire en Allemagne fédérale) sont passés en revue. Le vote par le Congrès américain des lois de finances pour 1988 — qui prévoit une réduction du déficit de 32 milliards de dollars — et la signature de ces textes par le président Reagan ont, en outre, permis la publication de cette déclaration commune. Mais, comme le font remarquer tous les observateurs, le document final n'impose aucune mesure nouvelle aux pays participants. Les « intentions et engagements » de politique économique ont d'ailleurs été renvoyés en « annexe » du communiqué principal. Certains y voient là un signe : le principal rejeté au rang du secondaire.

Attendue depuis longtemps, la déclaration commune des Sept risque, par sa forme, son contenu et les commentaires qui l'ont accompagnée de décevoir les marchés financiers. Vingt-quatre heures après sa publication, les trois messages qu'elle devait transmettre apparaissent bien brouillés.

ERIK IZRAELWICZ.

Les États-Unis revoient en baisse leurs prévisions de croissance en 1988

D'un optimisme imperturbable, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel, a tenu à souligner que l'économie américaine « restait solide », même si les prévisions officielles ont été revues en baisse pour tenir compte des conséquences du krach de Wall Street, le 19 octobre, et des turbulences monétaires qui ont suivi. Les États-Unis tablent désormais sur une croissance de 2,4 % en 1988, alors qu'ils espéraient encore 3,8 % l'été dernier. Ces nouvelles estimations sont proches de celles de l'OCDE qui envisage, dans ses « perspectives économiques », de décembre, une hausse du produit national brut américain de 2,25 % l'an prochain. Reste à savoir ce qui soutiendra la plus l'activité, les exportations ou la demande intérieure.

Il était naturel que Washington revu les chiffres de la croissance. La capitalisation boursière est

exceptionnellement forte aux États-Unis. Aussi, les experts de l'OCDE estiment-ils que l'« effet patrimoine », reflétant la baisse des actifs, même non vendus, provoquée par la crise boursière, se traduira par une diminution de 1 % de la consommation privée en termes réels, et se fera surtout sentir dans les premiers mois de 1988. Les résultats décevants dont fait état la distribution, en ces veilles de fêtes, semblent confirmer cette hypothèse. À titre de comparaison, l'effet patrimoine n'équivaudra qu'à une baisse d'un demi-point en Grande-Bretagne, où la capitalisation boursière est pourtant l'une des plus élevées d'Europe.

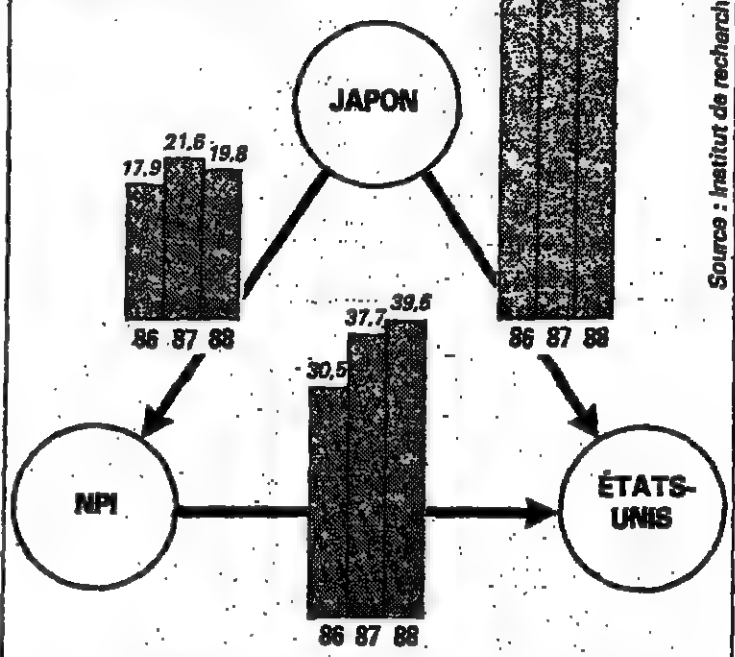
L'apaisement de la consommation des ménages américains serait particulièrement bien venu. Son dynamisme, en 1987, est à l'origine de la persistance de hauts niveaux d'importations et par là même de

déficits commerciaux toujours élevés. Il recouvre en outre un amoindrissement d'une épargne résorbée à des niveaux historiquement bas de 3 %. Si le gouvernement et les ménages sont prêts à retrouver la voie d'une certaine rigueur permettant aux États-Unis de réduire leur appel aux investissements étrangers pour financer leurs déficits extérieurs, le climat de l'épargne devra repasser au vert. Les États-Unis tireront alors tout le bénéfice d'une forte remontée en volume des exportations, ce qui serait nettement plus sain. Autre élément encourageant dans les révisions annoncées par M. Sprinkel l'inflation devrait être ramenée à 4,3 % — contre 4,7 % prévue — et les taux d'intérêt ne devraient pas remonter. Une profession de foi que les marchés financiers et les pays exportateurs aimeront partager.

F.Cr.

Le rôle des nouveaux pays industriels

Excédents bilatéraux en milliards de dollars



NPI: Nouveaux pays industriels (Corée du Sud-Taiwan-Hongkong-Singapour)

Les organisations internationales, et notamment l'OCDE, sont de plus en plus sévères à l'égard des quatre nouveaux pays industriels (Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Hongkong) dont l'excédent de la balance des paiements courants atteindra probablement 35 milliards de dollars en 1987. Le graphique ci-dessus montre que si l'on s'attend à un certain tassement des exportations japonaises vers l'Asie et les États-Unis en 1988, les ventes de produits aux États-Unis en provenance des quatre continueront à progresser. Un nouveau facteur de déséquilibre pour l'économie internationale.

Source : Institut de recherche NOMURA

Grâce à une croissance vigoureuse

Le budget japonais conjugue expansion et assainissement des finances publiques

Les Japonais sont beaucoup plus à l'aise qu'il y a un an vis-à-vis de leurs partenaires, même si leur excédent commercial ne diminue pas au rythme souhaité par ces derniers. Ils estiment en tout cas avoir respecté leurs promesses de stimulation de l'économie et prévoient en 1988 un taux de croissance en termes réels de l'ordre de 3,8 %, dans laquelle l'augmentation de la demande interne représentera 4,7 %, alors que la demande extérieure baissera de 1 %. Le budget pour l'année fiscale 1988, qui commence le 1^{er} avril prochain et a été adopté le mercredi 22 décembre par le gouvernement, témoigne de ce contexte favorable.

TOKYO de notre correspondant

Ce budget, qui se chiffre à 56 699 milliards de yens (238 milliards de francs) (1) est présenté comme expansionniste, tout en maintenant le cap sur l'assainissement des finances publiques, grévées par une dette considérable. Il convient cependant, sur le premier point, de nuancer la présentation officielle. Par rapport au budget 1987 initial, celui de l'année prochaine est certes en augmentation de 4,8 %, ce qui est le plus important accroissement depuis six ans. Le programme d'investissements et de prêts, le « second budget », s'élevait à 28 754 milliards de yens, est, pour sa part, en augmentation de 6,8 % par rapport au budget précédent. En revanche, si l'on tient compte du collectif budgétaire de l'automne dernier, qui fit passer le budget de 1987 de 54 000 milliards à 56 000 milliards, l'augmentation est marginale, et le montant global des dépenses guère plus élevé.

Parmi les points dont le montant des dépenses est en augmentation par rapport à la loi de finances 1987 figurent la sécurité sociale (+ 2,6 %), l'aide au développement (+ 5 %) et la défense (+ 4,4 %). Pour ce dernier, il est donc certain que, pour la seconde année consécutive, les dépenses dépasseront le total des 1 % du PNB.

Le budget pour 1988 paraît en fait plus marqué par les idées de ceux qui souhaitent un rétablissement des finances publiques que par les thèses des expansionnistes. Très clairement, la nouvelle loi de finances sera moins dépendante pour ses ressources d'émissions de bons du Trésor. Au cours de la prochaine année fiscale, le gouvernement envisage pour 8841 milliards de yens de bons du Trésor, soit une

diminution de 15,8 % par rapport à l'année fiscale en cours (sur ce total, pratiquement les deux tiers seront émis sous forme de bons de construction et le reste en bons destinés à couvrir le déficit). L'annulation des bons du Trésor représentera 15,6 % des ressources (contre 19,5 % pour l'année fiscale en cours), le pourcentage le plus faible depuis 1975, lorsque le gouvernement commença à recourir à cette procédure pour couvrir son déficit.

Forte hausse des recettes fiscales

Cette diminution de la part des bons du Trésor dans le financement du budget japonais est due à la reprise de l'activité économique, qui entraînera une augmentation probable de 9,5 % des recettes obtenues au titre de l'impôt sur les sociétés. Elle a été aussi favorisée par les ventes dues à la mise en vente des actions de la société privée des télécommunications, NTT, dont 1 300 milliards de yens serviront à stimuler la demande interne par la mise en chantier de travaux publics. Ceux-ci devraient augmenter de 19,7 % au cours de la prochaine année fiscale.

Si les milieux d'affaires, notamment M. Saito, président du Keidanren (patronat), ont accueilli favorablement le projet de budget approuvé par le gouvernement, des voix ne s'en font pas moins entendre, comme celle de M. Rokuro Ishikawa, nouveau président de la chambre de commerce, pour le critiquer, affirmant que la nouvelle loi de finances est insuffisante pour stimuler la demande interne et que le gouvernement doit s'attendre à devoir prendre des mesures additionnelles, si nécessaire. M. Takashi Ishihara, président du Keizai Doyukai, autre organisation patronale, critique le gouvernement pour sa politique « dépeçée » de stimulation de l'économie par les travaux publics, alors qu'il s'agit de restructurer l'économie et d'améliorer les conditions de vie.

Si le nouveau budget japonais est prudent et reste dans la ligne de l'exercice budgétaire en cours, compte tenu des modifications qui lui ont été apportées, il n'en est pas moins significatif d'une orientation plus ferme que par le passé vers l'assainissement de la dette publique. Les recettes tendant à augmenter, grâce à la situation favorable de l'économie, le gouvernement dispose d'une bonne marge de manœuvre pour recourir à des mesures ponctuelles de stimulation, si elles se révèlent nécessaires.

PHILIPPE PONS.

(1) 100 yens = 4,20 francs.

L'accord sur la dette brésilienne a été signé

L'accord de principe auquel le Brésil et les banques créancières étaient parvenues, le 2 novembre dernier pour assurer la levée du moratoire sur la dette brésilienne grâce au remboursement des arriérés accumulés depuis février (le Monde du 4 novembre) a été dûment signé et a pu entrer en vigueur le mercredi 23 décembre. La première partie de cet accord portait sur 1,5 milliard d'arriérés ne devant pas poser de problème majeur, en dépit de la démission du ministre des finances M. Bresser Pereira.

Par contre, le second volet, portant sur 3 milliards de dollars et faisant un strict parallèle entre les négociations de Brasília avec le fonds monétaire international de l'accroissement de nouveaux prêts par les banques créancières inquiètes ces dernières. Le chef d'État brésilien reprendra-t-il l'engagement politique, exposé de son ancien ministre des finances et acceptera-t-il que se poursuivent ouvertement les discussions avec le fonds qui a déjà effectué une première mission au Brésil en novembre. Nul ne saurait aujourd'hui l'affirmer.

D'un optimisme imperturbable, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel, a tenu à souligner que l'économie américaine « restait solide », même si les prévisions officielles ont été revues en baisse pour tenir compte des conséquences du krach de Wall Street, le 19 octobre, et des turbulences monétaires qui ont suivi. Les États-Unis tablent désormais sur une croissance de 2,4 % en 1988, alors qu'ils espéraient encore 3,8 % l'été dernier. Ces nouvelles estimations sont proches de celles de l'OCDE qui envisage, dans ses « perspectives économiques », de décembre, une hausse du produit national brut américain de 2,25 % l'an prochain. Reste à savoir ce qui soutiendra la plus l'activité, les exportations ou la demande intérieure.

Il était naturel que Washington revu les chiffres de la croissance. La capitalisation boursière est

exceptionnellement forte aux États-Unis. Aussi, les experts de l'OCDE estiment-ils que l'« effet patrimoine », reflétant la baisse des actifs, même non vendus, provoquée par la crise boursière, se traduira par une diminution de 1 % de la consommation privée en termes réels, et se fera surtout sentir dans les premiers mois de 1988. Les résultats décevants dont fait état la distribution, en ces veilles de fêtes, semblent confirmer cette hypothèse. À titre de comparaison, l'effet patrimoine n'équivaudra qu'à une baisse d'un demi-point en Grande-Bretagne, où la capitalisation boursière est pourtant l'une des plus élevées d'Europe.

L'apaisement de la consommation des ménages américains serait particulièrement bien venu. Son dynamisme, en 1987, est à l'origine de la persistance de hauts niveaux d'importations et par là même de

déficits commerciaux toujours élevés. Il recouvre en outre un amoindrissement d'une épargne résorbée à des niveaux historiquement bas de 3 %. Si le gouvernement et les ménages sont prêts à retrouver la voie d'une certaine rigueur permettant aux États-Unis de réduire leur appel aux investissements étrangers pour financer leurs déficits extérieurs, le climat de l'épargne devra repasser au vert. Les États-Unis tireront alors tout le bénéfice d'une forte remontée en volume des exportations, ce qui serait nettement plus sain. Autre élément encourageant dans les révisions annoncées par M. Sprinkel l'inflation devrait être ramenée à 4,3 % — contre 4,7 % prévue — et les taux d'intérêt ne devraient pas remonter. Une profession de foi que les marchés financiers et les pays exportateurs aimeront partager.

F.Cr.

Économie

La couverture sociale des «exclus»

M. Séguin suggère une simplification des procédures et un réseau de «premier accueil»

Dernier cadeau de Noël pour les déshérités : M. Séguin a annoncé, le mercredi 23 décembre, le déblocage de 10 millions de francs dans le cadre du plan annuel «pauvreté-précarité», pour renforcer les centres d'accueil, afin de faciliter l'accès aux soins des plus démunis. Le ministre des affaires sociales a aussi rendu public le rapport d'un groupe de travail réuni à ce sujet. Il a repris à son compte une grande partie des propositions du rapport : simplification des procédures, coordination des services administratifs et développement de l'assurance personnelle.

Cette simplification concerne d'abord les démarches non indemnisées. Ceux-ci conservent normalement leurs droits à l'assurance-maladie, mais au-delà de la première année ils doivent souvent faire la preuve qu'ils continuent à rechercher un emploi lors de chaque demande de remboursement. Revenant les suggestions du rapport, le ministre des affaires sociales va demander aux caisses d'assurance-maladie de leur délivrer des cartes d'assuré social, d'abord pour un an, puis de six mois en six mois sur simple déclaration sur l'honneur, et aux ASSÉDIC d'indiquer aux caisses d'assurance-maladie la situation des chômeurs non indemnisés et de faire connaître aux chômeurs en fin d'indemnisation les démarches à faire pour conserver leurs droits.

La deuxième catégorie de mesures vise à faciliter l'accès à l'aide sociale (qui dépend aujourd'hui des départements) aux personnes non assurées ou n'ayant pas le moyen de se faire soigner. Le ministre va d'abord rappeler dans une circulaire aux préfets l'obligation pour les centres communaux d'aide sociale d'inscrire toutes les demandes d'aide médicale ; certains refusent les demandes des gens ne résidant pas dans la commune ou même exigent, selon le rapport, que ceux-ci prouvent qu'ils ne sont pas domiciliés ailleurs.

Pour accorder l'aide médicale à domicile, certains services exigent aussi un certificat médical, «conception qui, souligne le rapport, conduit à exclure toute action médicale de surveillance, notamment, des quatre premiers mois de la grossesse, de la croissance des enfants, des populations à risque». M. Séguin compte demander aux présidents de conseils généraux de supprimer cette exigence, et de ne pas faire jouer non plus l'obligation alimentaire des familles : cette obligation (c'est-à-dire la nécessité de rembourser les dépenses d'aide médicale) dissuade certaines personnes de demander l'aide médicale, note le rapport, et retarde le traitement des dossiers.

De façon générale, le ministre des affaires sociales va demander aux présidents de conseils généraux de procéder à une simplification des procédures et des formulaires de

demande - comme le font déjà certains départements qui accordent des cartes annuelles d'aide médicale.

Développer l'assurance personnelle

Pour tous ceux qui n'ont pas droit à l'assurance-maladie, M. Séguin met l'accent, comme le rapport, sur le développement de l'assurance personnelle : il reprend par exemple la proposition faite aux caisses d'assurance-maladie de «détacher à l'avance les assurés sociaux en voie de précoûtisation ou de fin de droits» et de les diriger sur l'assurance personnelle. Les hôpitaux sont invités à faire de même, les services d'admission aidant à la prise en charge des personnes démunies. Enfin 10 millions de francs vont être déblocués sur le budget de 1988 pour assurer un «premier accueil» des plus démunis en subventionnant les centres gérés par les associations comme REMED (Relais médical aux délaissés) (1) ou Médecins du monde et permettre aux préfets de développer des réseaux du même type, avec les collectivités locales, dans le cadre du «plan pauvreté».

Allant plus loin, le rapport suggère une prise en charge totale ou partielle des cotisations d'assurance personnelle par l'aide sociale, selon un barème de ressources, l'adoption d'un critère plus simple de répartition des dépenses entre l'Etat et le département (selon la durée de présence dans le département), l'ai-

gnement de la situation des étrangers sur celle des Français et un développement des relations directes entre les administrations. Ainsi des conventions pourraient être signées entre les caisses d'assurance-maladie et les départements pour l'aide médicale, les caisses faisant l'avance et récupérant ensuite les sommes auprès des départements. Le rapport propose aussi un «traitement personnalisé» des personnes en situation précaire par les caisses d'assurance-maladie et une simplification des relations entre caisses et hôpitaux facilitant la prise en charge.

D'autre part, pour les personnes à faibles revenus, mais qui ne relèvent pas de l'aide sociale, le rapport suggère de développer le tiers payant des soins (plus difficile aujourd'hui, car la disposition ne figure plus dans la convention médicale nationale de 1985) et l'étude d'une couverture complémentaire gérée par les caisses d'assurance-maladie et financée par l'Etat et les collectivités locales.

M. Séguin a promis d'engager des discussions avec les maires, les présidents de conseils généraux et les ministères intéressés pour la prise en charge de la cotisation d'assurance personnelle par l'aide sociale, la suppression des restrictions pour l'aide médicale aux étrangers et la répartition des dépenses d'aide médicale entre l'Etat et les départements.

G. H.
(1) A Paris, Médecins du monde, 1, rue du Jura (75013) et 161, rue Amelot (75011). REMED, 33, rue de la Folie Régnault (75011).

Simplifications

À côté des «exclus» de la protection sociale, il y a les assurés sociaux qui ont conservé leurs droits, mais qui ont du mal à faire l'avance des dépenses de soins (consultation du médecin plus médicaments et éventuellement soins supplémentaires) ou à couvrir les frais restant à leur charge (le «ticket modérateur»). Ceux-ci ne sont peut-être pas moins nombreux que les premiers : ils forment par exemple près de la moitié de la clientèle du «centre d'accueil» ouvert à Paris par Médecins du monde.

M. Séguin n'a pas parlé de ces «exclus non exclus» sinon dans le cas des chômeurs non indemnisés, et encore sans évoquer cet aspect de leur situation. En revanche, le rapport s'en est préoccupé. Il a noté les difficultés engendrées par certaines réformes, comme la disparition de dispositions nationales concernant le «tiers payant» ou le relèvement de certains «tickets modérateurs». Il a souligné la nécessité de développer au contraire ce «tiers payant» et d'offrir aux personnes concernées une couverture complémentaire financée par l'Etat ou les collectivités locales ou une prise en charge par l'aide sociale.

On peut demander si ces personnes ne doivent pas, comme les chômeurs non indemnisés ou les «exclus» proprement dits, être aidés à bénéficier d'une prise en charge au lieu de leur imposer, le cas échéant, des procédures compliquées. L'application du plan Séguin en offre l'occasion. De même que l'on demande aux caisses d'assurance-maladie d'être au-devant des exclus, ne peut-on leur demander, lorsqu'elles supportent le remboursement à 100 % des soins en totalité (comme pour les 320 000 personnes qui bénéficient aujourd'hui de la vingt-huitième maladie) ou en partie, d'assurer le cas échéant la prise en charge complémentaire nécessaire (que ce soit sur leurs propres fonds d'action sanitaire et sociale ou par l'intermédiaire de l'aide sociale) ?

Il est peut-être trop tard pour les personnes qui bénéficient négativement de la vingt-huitième maladie, mais on pourrait sans doute y penser pour celles dont le cas doit être révisé en 1988 : si peu de gens privés de ces remboursements à 100 % ont demandé en définitive à profiter du «filet de sécurité», n'est-ce pas parce que rien n'était fait pour leur simplifier les démarches ?

G. H.

AFAIRES

Satisfaisant les demandes des industriels

Les Douze retardent la restructuration de la sidérurgie européenne

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ministres de l'industrie des Douze, réunis le 22 décembre à Bruxelles, ont différé jusqu'au 10 juin les décisions les plus importantes concernant la poursuite de la restructuration de la sidérurgie communautaire. Les produits les plus sensibles - larges bandes à chaud et tôles minces à froid (catégories 1-A et 1-B), tôles fortes (catégorie 2) et profilés lourds (catégorie 3) - resteront sous le régime sécurisant des quotas au moins jusqu'au 30 juin 1988. Le maintien du contingentement de la production au-delà de cette date sera subordonné aux engagements de réduction des capacités de production que prendront, avant le 10 juin, les gouvernements. Comme prévu, la production de fil machine (catégorie 4) et de laminés marchands (catégorie 6) sera libérée le 1^{er} janvier 1988. Dans les catégories 2 et 3, les engagements de fermeture devraient atteindre au moins 75 % des excédents de capacité, respectivement 5,9 et 3,7 millions de tonnes. Dans les catégories 1-A et 1-B, dont la restructuration se

révèle la plus difficile, les engagements de fermeture devraient porter sur 7,5 millions de tonnes.

Les ministres ont donné leur accord pour que les quotas de production alloués aux entreprises soient augmentés de 2 % au second semestre 1988. Comme un premier pas vers la libéralisation !

Un répit supplémentaire

Les industriels, appuyés par la majorité des gouvernements membres (seuls le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Danemark plaident pour une libéralisation immédiate) obtiennent ainsi un répit supplémentaire. Selon eux, la suppression des quotas de production appliqués aux trois catégories sensibles provoquerait une guerre des prix destructrice et empêcherait d'achever de manière ordonnée les restructurations nécessaires.

La Commission, qui avait laissé entendre qu'elle pourrait libérer la production de la catégorie 1 - la plus sensible - dès le 1^{er} janvier 1988 si elle n'obtenait pas avant la session du 22 décembre «des indications claires et précises» concernant les futures fermetures, a renoncé à mettre cette menace à exécution.

C'est une belle foire d'empoigne qui se prépare pour le mois de juin, notamment à propos de la restructuration de la catégorie 1. M. Alain Madelin, comme ses homologues européens, s'est montré catégorique. «La France n'est pas concernée. Les évolutions prévues dans le cadre des sociétés sidérurgiques françaises remplissent les objectifs de restructuration ; nous ne sommes plus en première ligne». Selon la délégation française, les réductions de capacité de la catégorie 1 ont atteint 22 % en France, de 1980 à 1987, contre seulement 12,8 % dans l'ensemble de la CECA.

Le ministre français a constaté que certains pays producteurs, en particulier l'Italie et la Belgique, devraient encore accorder des aides financières - en principe désormais interdites - pour assurer le fonctionnement de leur sidérurgie. Des dérogations pourraient être décidées, mais à condition qu'elles soient assorties d'engagements précis de fermetures. Chacun trouverait légitime que ce soit le voisin qui ferme et l'Italie, désignée comme principale «surcapacité», n'a pas l'intention de consentir à elle seule l'essentiel de l'effort.

PHILIPPE LEMAITRE.

CONSTRUCTION NAVALE

Coup de tabac pour Bénéteau

Pour la première fois depuis vingt-trois ans, le chantier vendéen Bénéteau, numéro un européen, et même mondial, affiche un résultat déficitaire : en 1987, l'exercice sera en perte de 11,7 millions de francs, contre un bénéfice de 16 millions de francs l'année précédente, le manque brut revenant de 76 millions de francs à 45 millions de francs, et le chiffre d'affaires de 558 à 530 millions de francs contre 630 millions de francs prévus.

Un «accident» dans la croissance s'est produit, imputable bien moins à une stagnation du marché français de la voile et à la baisse du dollar qu'à un grave préjudice technique et commercial subi par Bénéteau, avec l'apparition, de septembre 1987 au printemps 1988 de cloques sur les coques de ses bateaux, victimes d'un phénomène d'osmose, c'est-à-dire de perméabilité superficielle à l'eau.

Selon Bénéteau, ce phénomène, véritable «cancer du plastique», est dû au changement de composition d'un catalyseur par un fabricant, la Société chalonaise de peroxydes organiques (SCPO), filiale à 50 % de L'Air liquide, qui aurait remplacé, unilatéralement, un phénolate par un glycol soluble dans l'eau, d'où l'osmose précitée. Ce glycol a été retiré depuis, mais six cents bateaux ont été touchés, avec l'obligation, au coût de 50 000 F par unité, de décaper les structures composites de fibres de verre et de polyester constituant les coques, et toutes les conséquences que l'on devine sur le plan commercial, dans le monde entier.

Les ventes de First, bateau-vedette de Bénéteau depuis la fin des années 70, le plus touché par l'osmose, ont chuté.

Le préjudice technique est estimé à plus de 25 millions de francs, les tribunaux ayant déjà condamné la SCPO et son assurance l'UAP à verser une provision de 18 millions de francs, en attendant le jugement d'appel le 18 janvier prochain. «Cette affaire appartient au passé», a déclaré la présidente de Bénéteau, Mme Annette Roux, qui prévoit un retour aux bénéfices en 1988, grâce, notamment, à la montée en puissance de la nouvelle gamme de voiliers Oceanis, du monotaisme et de la filiale américaine (8 millions de dollars de chiffre d'affaires escomptés en 1988 contre 4 millions en 1987). Elle a ajouté que le Salon nautique de décembre 1987 avait été «excellent».

F. R.

Afrique

10 millions de dollars pour les «ajustements» sociaux

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale ont annoncé, le lundi 21 décembre, la création d'un fonds régional de 10 millions de dollars en faveur de l'Afrique sub-saharienne. Ce fonds doit aider les pays africains à amortir le coût social des programmes d'ajustement structurels mis en place pour créer les conditions d'une reprise de la croissance en optant pour la rigueur budgétaire et les réformes de structure. Il s'agit d'une somme. Les trois initiateurs de ce fonds, déblocués pour quatre ans, espèrent voir des pays industriels ou d'autres organisations d'aide participer à une telle opération. Le fonds régional sera financé à hauteur de 5 millions de dollars par le PNUD, de 2,5 millions par la Banque mondiale et de 2,5 millions par la BAD. Selon les pays d'Afrique sub-saharienne ont d'ores et déjà demandé à participer à ce programme.

Transport aérien

Un milliard de passagers

L'année 1987 sera une année record pour le transport aérien de passagers. En effet, plus d'un milliard de personnes auront emprunté l'avion pendant les douze derniers mois, selon l'Organisation de l'aviation civile internationale

REPÈRES

(OACI). Le trafic régulier total progressera de plus de 10 % par rapport à l'année 1986 et même de 11 % pour le seul fret. C'est la première fois, depuis le début des années 80, que le transport aérien connaît un taux de croissance annuel à deux chiffres.

Prix

Hausse limitée à 1 % en 1987 en RFA

Les prix à la consommation en RFA ont augmenté de 1 % en 1987, en glissement (décembre 1987 sur décembre 1986), selon une estimation publiée par l'office statistique de Wiesbaden. En 1986, l'inflation avait diminué de 1,1 % en raison de la forte baisse du prix des produits importés recouvrant la chute conjuguée du pétrole et du dollar. En moyenne annuelle, l'inflation sera restée marginale en RFA : 0,2 % en 1987 contre -0,2 % un an auparavant. Pour le seul mois de décembre la hausse des prix a été limitée à 0,2 % en données brutes par rapport au mois précédent, selon des estimations provisoires fondées sur des relevés effectués dans quatre des onze Länder.

Commerce extérieur

Excédent record en RFA

L'excédent commercial ouest-allemand a fait un bond de 8,8 % pour atteindre, en novembre, 10,99 milliards de marks (37,36 milliards de francs

français). A ce rythme, le solde positif du commerce extérieur pourrait dépasser en RFA les niveaux records de 1986 (122 milliards de marks). Pour les onze premiers mois de l'année, il a représenté 104,6 milliards contre 101 milliards au cours de la période correspondante de 1986. Selon une estimation de la Bundesbank, la balance des paiements a atteint pour sa part 10,3 milliards de marks en novembre, soit pour onze mois, 70,6 milliards de marks.

Balance des paiements

Doublement du déficit britannique en novembre

Le déficit de la balance des paiements courants britannique a plus que doublé en novembre pour représenter 595 millions de livres (5,96 milliards de francs) contre 282 millions en octobre, annonce le ministère du commerce et de l'industrie. Le solde négatif du commerce extérieur s'est aggravé, et atteint 1,19 milliard de livres contre 882 millions un mois plus tôt. Il s'agit du plus mauvais résultat enregistré depuis août (1,5 milliard de livres de déficit). Cette détérioration recouvre une forte hausse des importations, notamment de produits manufacturiers, alors que les exportations n'augmentaient que marginalement. Quant à l'excédent de la balance pétrolière, il a baissé pour s'établir à 341 millions de livres contre 395 millions en octobre. Sur onze mois, la balance des comptes courants enregistre ainsi un déficit de 2,11 milliards de livres contre 224 millions un an plus tôt.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parée)
ARCHITECTE DPLG, jeune femme 2 ans exp. prof. - A coupé en équipe un projet de 10 000 m² pour les USA, l'a présenté aux clients américains et a assuré le suivi des relations entre les dirigeants des deux sociétés.
RECHERCHE un poste de responsabilité et de contacts dans une société de maîtrise d'ouvrage urbaine SEM ou OPELM - BCO/MAB 1124.
CADRE SUPERIEUR, 35 ans, exp. direction générale et présidence PME, formation math. + IGC, anglais courant, rôde à création, centre de profit, relations et négociations au plus haut niveau. Aspirations, nombreuses relations dans RTT et industrie. Domicile Paris Ouest.
OFFRE ses services à toutes sociétés intéressées pour Paris/R.P. - BCO/JCB 1125.
DOCTEUR INGENIEUR CHIMIE ORG. PHYS. - 34 ans, 7 ans exp., dont 2 ans production gaz naturel liquéfié, 5 ans en laboratoire de recherche chimie, élaboration et identification (spectroscopie, X.P.S.I.) des polymères en couches minces par voie électrochimie, informatique chimique et de gestion, trilingue anglais, arabe.
CHERCHE poste de domaine recherche chimie/étranger. - BCO/JV 1126.
PROJECT MANAGER 38, résident Canada, français, anglais courant, italien, allemand bon, 9 ans exp. Moyen-Orient, Ext-Orient. Gestion de contrats et sous-traitants. Qualité assurance et contrôle négociations commerciales et contractuelles, autonome.
RECHERCHE emploi similaire au Canada ou mobilité totale France étranger. - BCO/JV 1127.

ECRIRE DU TELEPHONE :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08
TEL : 42-85-44-46, poste 27.



L'IMMOBILIER

appartements achats

Recherche 2 à 4 pièces PARIS préf. 8^e, 9^e, 12^e, 14^e, 15^e, 16^e avec ou sans travaux. PRIX COMPTANT chez notaire, 48-73-30-57 même le soir.

IMMO MARCADET

recherche toutes surf. même à rénover. Paris ou portes. Tél. : 42-52-01-62.

pavillons

MONTIGNY (95) PAVILLON A VENDRE Quartier calme et pavillonnaire, 10 min de la gare, 1 min des écoles, 2 min du centre commercial, bus à proximité. Entrée : placard, cellier, Rdc-ch : séjour double 31 m², cuisine aménagée, corridors, w.c. 1^{er} ét. : 3 chambres, a. de bain, w.c., jardinnet avec pool, garage voiture. 38-78-86-77.

L'AGENDA

Dépannages

AVENIR DEPANNAGE
Tous dépannages :
- Chauffage
- Electricité
- Plomberie
- Serrurerie.
46-36-65-65.

Fourrures

FOURRURES
CRÉATION - RÉPARATION
TRANSFORMATION
Trav. soigné - Prix sér.
M^{me} Pierre LEBAUD,
15 bis, rue Jules-Ferry,
95400 Fleury-les-Aubrais.
Tél. : (16) 39-75-67-67.

Vacances

Tourisme

Loisirs

SKI DE FOND

HALUT JURA
Vivez et Lilliane, la quarantaine, vous accueillera (12 pers. max) dans ancienne ferme du XVIII^e, confort, rénovation, chéris avec s.d.b., table d'hôte, cuis. et pain maison, amb. symp., tarif tt comp. : pers. compl. + vin + thé 57 F. + mont. et matériel de ski, de 2.080 F. à 2.480 F. pers./semaine, selon pers. Tél. : (16) 81-38-12-81.

JURA

2 h 30 par TGV, près station Métabief (val alpin). Part. tous gd états tt. et 4 part. sur parties de fond. Tél. pr périodes disponibles en conditions : 16 81 38 00-72.
De parc régional du Chevreuil part. tous apt. neuf 6/8 pers. conv. pour ski, d'été, d'été, d'été. Tél. : 81-48-90-87 N.R.

سكنا من الاجل

Marchés financiers

Kodak et Matsushita font piles communes

Kodak, le numéro un mondial de la photo, concrétise ses ambitions dans l'industrie de la pile domestique. Après s'être lancé depuis dix-huit mois dans la commercialisation de ce produit grand public, le groupe américain vient de franchir une nouvelle étape en s'associant avec le géant japonais Matsushita pour construire aux Etats-Unis une unité de fabrication spécialisée dans la pile cylindrique alcaline. L'usine, dont Matsushita détient 70 % du capital, sera implantée en Georgie. Elle sera opérationnelle à la fin du premier semestre 1989 et couvrira tous les besoins de Kodak en Amérique du Nord. Les piles seront distribuées par Matsushita sous la marque Panasonic, et par Kodak sous la marque Kodak Supralife. Aucune indication n'a été encore fournie sur le coût de l'unité et sur sa capacité.

Cet accord avec le groupe japonais ne constitue toutefois qu'un volet de la stratégie de Kodak dans les piles. Dans les milieux industriels, l'on s'attend que Kodak prenne une initiative majeure en Europe. Sera-ce par le rachat de Duracell mis en vente par son actuel propriétaire, le conglomerat Dart, ou par la construction d'une usine de ce côté de l'eau? Beaucoup penchent pour la première solution.

Cerus possède 20,1 % du capital de Valéo

Cerus (Compagnies européennes réunies), holding française de l'italien Carlo De Benedetti, a annoncé le 23 décembre qu'elle détenait 20,1 % du capital de Valéo, premier équipementier automobile français (contre 18 % depuis juin 1986). Cerus a pu augmenter sa participation sans enfreindre le « pacte » passé en juin 1986 - qui prévoyait que la part de Cerus dans Valéo resterait inférieure à celle du groupe des actionnaires français (CGIP, Suez, UAP, Caisse des dépôts), avec un maximum de 30 % - grâce à l'adhésion de Paribas, par apport de 600 000 titres (soit 6 % de Valéo), au bloc français. Paribas avait obtenu ces titres en paiement partiel de la vente de sa filiale Neiman à Valéo.

Valéo réalisera, par ailleurs, une augmentation de capital réservée de 300 millions de francs pour compenser le non-exercice d'une partie des bons de souscription d'actions qui n'ont rapporté que 130 millions de francs de fonds propres au lieu de 500 millions. En outre, Valéo procédera à l'attribution gratuite de 10,96 millions de bons de souscription d'actions.

Les AGF et Assubel collaboreront

Les Assurances générales de France (AGF) et le groupe d'assurances belge Assubel ont signé une lettre d'intention prévoyant des prises de participation minoritaires croisées entre les deux compagnies. Ce renforcement de la coopération s'inscrit dans la perspective du grand marché unique européen de 1992.

Le deuxième assureur français devrait entrer à hauteur d'environ 20 % dans le numéro trois de l'assurance en Belgique. De son côté, Assubel devrait prendre entre 20 % et 30 % du capital de la filiale belge des AGF. Il pourrait également acquérir une petite participation dans une nouvelle filiale des AGF à créer et qui regrouperait toutes les activités internationales de ce groupe. Ces opérations devraient se concrétiser au premier trimestre de 1988.

Assubel a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de francs pour 11 milliards de francs d'actifs gérés. Ces données se comparent aux 25 milliards de francs de primes (dont 600 millions pour sa filiale belge) pour 77 milliards d'actifs gérés aux AGF.

Ce groupe réalise près de 17 % de son activité à l'étranger, et son objectif est d'atteindre les 25 % en 1992. Pour cela, le marché belge intéresse vivement les compagnies françaises. Voilà une semaine, le GAN a annoncé le rachat de Condor SA.

Goodrich se retire des pneus

La firme américaine Goodrich, une des plus anciennes et des plus célèbres dans l'industrie du pneu - elle avait été créée en 1870 pour fabriquer des lances d'incendie - ne chassera plus les voitures américaines. Elle se retire définitivement de la profession pour se consacrer à la chimie des spécialités, aux matières plastiques et aux matériaux aéronautiques et militaires. Cette sortie avait été plus ou moins programmée. En août 1986, Goodrich et Uniroyal avaient créé une filiale commune - Uniroyal Goodrich Tire (UGT) - à laquelle l'une et l'autre des deux sociétés avaient confié tous leurs actifs dans le pneumatique (2 milliards de dollars de chiffre de revendre sa participation de 50 % dans UGT au groupe d'investisseurs conduits par Clayton et Dubilier inc., propriétaire d'Uniroyal depuis la RSCG (repère d'entreprise par ses salariés) lancée en 1985, ce pour la somme de 225 millions de dollars (1,24 milliard de francs). L'accord conclu prévoit en outre que Goodrich pourra d'ici à 1994 exercer un droit de rachat 7 % du capital d'Uniroyal.

AGRO-ALIMENTAIRE

Un succès pour l'agriculture biologique

Le lupin consacré par l'Université

On connaît l'affaire tour-nesol. Il y aura l'affaire lupin. Connue sous l'ancienne Egypte, cette plante d'or des sables n'est en protéines, concurrent potentiel du soja, à l'apogée de sa gloire. Devant un jury international réuni dans l'amphithéâtre Jacques-Monod (université Paris-VIII), l'agriculteur solonot M. Philippe Desbrosses a soutenu avec succès une thèse de doctorat consacrée au lupin. Autodidacte et expert reconnu de l'agriculture biologique, M. Desbrosses a ainsi donné à sa discipline « droit d'université » donc droit de cité auprès de la communauté scientifique. Tenant d'une agriculture « plus autonome et plus économe », plus respectueuse aussi des ressources naturelles, M. Desbrosses est le promoteur en France du lupin jaune luteus lupus qu'il cultive dans sa propriété de Millancay en Sologne.

Car le lupin est une plante tout terrain, qui peut se développer là où rien ne pousse, assurant un enrichissement naturel des sols. M. Desbrosses est convaincu que le lupin est une chance pour les régions pauvres en voie de désertification et pour les pays démunis du tiers-monde. En gratifiant son travail d'une mention très honorable, l'Université a donné à ce lauréat d'un genre particulier une légitimité que d'aucuns, dans les milieux professionnels, persistent à lui refuser. Parce qu'il contient des alcaloïdes (substances amères), le lupin doit encore être utilisé avec précaution dans l'alimentation animale. Cette réserve faite, ce challenger du soja reste un atout intéressant pour réduire la dépendance de la CEE en protéines (de l'ordre de 75 %) au même titre que le colza, le tournesol, les pois et les fèves. M. Desbrosses, M. Mitterrand, J. Robert, Nalet et M. Cresson ont en leur temps soutenu cette production. Après la thèse de M. Desbrosses, voici le lupin bien...

ERIC FOTTORINO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARGEURS S.A.-ETS PAUL ET JEAN TIBERGHIEN

Les mutations importantes actuellement en cours dans l'industrie laitière ont conduit les responsables de Chargeurs S.A. et des Ets Paul et Jean Tiberghien (PJT) à envisager un rapprochement en vue d'accroître le développement et la compétitivité de PJT et, par là, d'améliorer la position de l'industrie française de la laitière dans le monde.

Dans cette perspective, Chargeurs S.A. prendra une participation de 75 % dans les sociétés que le groupe familial Tiberghien contrôle en France et à l'étranger. Un holding, qui détient les autres 25 %, regroupera les membres de la famille Tiberghien.

Les Ets Paul et Jean Tiberghien sont leader en France du tissage de lin de moyenne et haute gamme. PJT est également un important producteur de fil destiné à la bonneterie et de fil à tricoter. Leur chiffre d'affaires consolidé est de l'ordre de 700 millions de francs. M. Pierre Collie conservera la présidence de la société et l'équipe de direction actuelle continuera à participer au développement de PJT et Chargeurs S.A.

NEW-YORK, 23 déc. ↑

Au-dessus de 2 000

Pour la première fois depuis le grand krach d'octobre, Wall Street a franchi, mercredi, la barre des 2 000 points à l'indice Dow Jones et même bien franchi, puisque en séance ledit indice avait atteint la cote de 2 019,56. Quand même, toute l'avance initiale n'a pu être conservée. Et sur des ventes bénéficiaires, l'indice des industriels s'établissait, en clôture, à 2 005,63 (+ 27,18 points). Le bilan de la séance a été excellent. Sur 1 982 valeurs, 1 163 ont monté, 468 ont baissé et 351 n'ont pas varié.

De l'avis général, le marché a très positivement réagi à la déclaration commune des sept pays industrialisés sur la défense des parités monétaires. Mais les programmes d'achats lancés par les ordinateurs ont également contribué à faire monter les cours. Les professionnels ont manifesté une assez grande confiance dans les capacités de la Bourse new-yorkaise de poursuivre son ascension d'ici à la fin de l'année. Après Rover et Senofi, un troisième prétendant, American Home, a posé sa candidature au rachat de Robins. Le titre de cette dernière société a grimpé de 19 %.

L'activité a été accrue, et 203,11 millions de titres ont changé de mains, contre 192,70 millions la veille.

VALEURS	Cours du 22 déc.	Cours du 23 déc.
Alcoa	50 1/2	50 1/2
AT&T	28 1/2	28 3/8
Banque	30 1/2	30 1/2
Chemical Bank	87 1/8	21 1/2
De Beers	87 1/8	21 1/2
Eastman Kodak	49 1/2	50 3/8
De Beers	87 1/8	21 1/2
Exxon	78 7/8	79 3/4
General Electric	47 1/4	48 3/4
General Motors	52	52 7/8
Goldman Sachs	60 5/8	61
I.B.M.	118	119 1/2
J.P. Morgan	46 1/4	46 1/2
Westinghouse	38 1/4	40 1/4
Pfizer	48 5/8	51 1/2
Schering-Plough	28 7/8	32
Texas	29 1/4	30
Union Carbide	21 1/2	21 7/8
U.S.A.	31 7/8	32 7/8
Visa	51	51 1/2
Yarn Corp.	57 3/8	59 1/8

LONDRES, 23 déc. ↑

Légère hausse

A l'approche de Noël, l'activité s'est réduite au Stock Exchange. L'annonce de l'aggravation du déficit de la balance commerciale en novembre a entraîné un fléchissement à la mi-journée. Toutefois, les valeurs reprennent du terrain en fin de séance. L'indice FT clôture en hausse de 10,5 points, à 1 419,4. Le volume des transactions a, quant à lui, diminué à 20 997 contre 24 326 mardi.

La compagnie américaine Arco a encore augmenté sa participation de 19,2 % à 20,4 % dans Britoil. Arco se bat toujours avec BP pour prendre le contrôle de cette firme pétrolière, mais l'intention de l'Etat d'empêcher, grâce à son « action spécifique », tout rachat de Britoil. Dans cette bataille, le Takeover Panel a encore ajouté à la confusion. Cet organisme chargé du contrôle des offres de rachat en Grande-Bretagne a annoncé que BP pouvait maintenant son offre en dépit de « l'action spécifique » du gouvernement.

Sur le front des OPA, on notait l'offre de rachat inamicale du conglomerat Trafalgar House sur le groupe immobilier Chase Property Holdings.

FAITS ET RÉSULTATS

• Auchan prend le contrôle de la banque Deloit. - Le groupe d'hypermarchés Auchan va acquérir une participation de 65 % dans la banque Deloit, filiale du Crédit commercial de France, qui conservera 35 % du capital. L'établissement prendra le nom de Banque Auchan. Pour le CCF, cette opération - marque le début d'une collaboration nouvelle entre Auchan et le CCF, en vue d'apporter des services bancaires adaptés à la clientèle des hypermarchés. La Banque Auchan sera également pour vocation d'intervenir dans les opérations bancaires et financières - du groupe de distribution.

• SGB cède à Bombardier sa participation dans Brugges et Nivelles. - La Société générale de Belgique (SGB), premier holding financier et industriel du pays, a annoncé qu'elle céderait, en février 1988, à la société canadienne Bombardier, la participation de 30 % qu'elle détenait encore dans les Constructions ferroviaires et métalliques BN (anciennement Brugges et Nivelles). La transaction porte sur un montant de quelque 385 millions de francs belges (61 millions de francs). BN devient ainsi filiale à part entière de l'important groupe canadien spécialisé dans la construction de matériel roulant et d'autres équipements de transport.

PARIS, 23 décembre ↑

Hausse sans conviction

« Il faut bien marquer le coup », commentait, dubitatif, un opérateur durant la séance en regardant le tableau lumineux des indices. Pour le premier jour du mois boursier de janvier 1988, la tendance est à la hausse. L'indice instantané, après avoir ouvert sur une progression de 1,10 %, maintient son avance autour de 1,4 %. A l'origine pour certains de ce regain d'optimisme, l'impression que le groupe des Sept s'inscrirait enfin au dollar et à l'évolution des parités monétaires. La déclaration faite dans la nuit de mardi à mercredi, dans laquelle il renouvelait sa confiance dans les accords du Louvre, a en partie contribué à la stabilisation du billet vert.

Toutefois, le volume des transactions n'était pas aussi important que les jours précédents, où il a dépassé les 2 milliards de francs. « Les étrangers sont très réticents et ne veulent pas prendre de position bien que les cours de certaines valeurs françaises soient très attractifs », soupirent un gestionnaire. SI, à court terme, les opérateurs sont généralement confiants et espèrent même une hausse du marché, en revanche aucun d'entre eux ne s'aventure dans des prévisions au-delà de deux mois : « C'est le noir absolu à ce niveau-là et dans tous les sens du terme... »

La confiance ne semble donc pas prête de revenir sur le marché parisien, qui, cette année, aura perdu 27 %. Signe des temps, l'or continue sa montée, certes discrète. L'immobilier doit lui servir d'investisseur. Cette valeur refuge en cas de crise de confiance figure parmi les plus fortes hausses sous le nom des immeubles Monceau. En revanche, parmi les valeurs au plus bas de l'année, apparaissent toujours Luxair, la Compagnie bancaire, Peugeot, Cap Gemini Sogefi et Eurotur.

Sur le MATIF, le contrat de mars gagnait 0,15 à 98,35.

TOKYO, 24 déc. ↓

Nouveau repli

A la veille du chômage que tous les boursiers vont observer pour les fêtes de Noël, le marché japonais a poursuivi son mouvement de repli. Mais à petite allure, puisqu'à la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 22 543,37, soit à 10,48 points en dessous de son niveau précédent. Les courants d'affaires sont restés très minces, comme la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 350 millions.

Les courtiers ne tablent pas sur une reprise d'ici à la fin de l'année, la déclaration commune du G-7 étant apparue très creuse.

Le Kabuto-Cho fermait ses portes le 28 décembre au soir, comme tous les ans, pour rouvrir le 4 janvier.

VALEURS	Cours du 23 déc.	Cours du 24 déc.
Asahi	436	426
Daiichi Kangyo	1 240	1 210
Fuyo Bank	880	880
Ind. Bank	3 120	3 100
Hanku Bank	1 340	1 340
Sanwa Bank	2 220	2 230
Mitsubishi Heavy	572	580
Sanyo Corp.	4 940	4 970
Teikoku Bank	1 540	1 580

CHANGES

Dollar : 5,52 F

Le dollar s'est offert jeudi à la veille de Noël sur toutes les places financières internationales. Par contre l'activité a été très ralentie. L'or s'est un peu raffermi à Londres, pour s'échanger aux alentours de 434 dollars l'once (contre 431,50 dollars).

FRANCOFONIE 21 déc. 24 déc.
Dollar (en DM) 1,675 1,635
Tokyo 21 déc. 24 déc.
Dollar (en yen) 126,55 126,46

MARCHÉ MONÉTAIRE

(à titre privé)
Paris (24 déc.) 73/47 13/16
New-York (23 déc.) 61/14 3/4

• Hausse de 30 % du bénéfice de Castorama. - Castorama (Financière Agache, articles de briolette) devrait enregistrer un bénéfice net de 83 millions de francs en 1987, en progression de 30 % par rapport à 1986. Le groupe, qui compte quatre-vingt-neuf magasins et six mille collaborateurs, prévoit, pour 1988, entre six et huit nouvelles ouvertures, et une expansion en Europe avec l'ouverture d'une enseigne à Milan. Les investisseurs devraient permettre d'espérer une augmentation de 25 % à 30 % du bénéfice.

• Rectificatif MATIF : un nouveau malentendu de marché. - La BGP, et non la BGP-SIB, comme nous l'indiquions par erreur (le Monde du 23 décembre), a été retenue pour être l'un des supports maintenus de marché retenus par la commission de compensation des instruments financiers de Paris pour le futur contrat d'options négociables sur l'emprunt national du MATIF.

PARIS:

Second marché (indication)

VALEURS			VALEURS		
	Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	901	895	Michelin	85 50	85 50
Alcatel	210	205	Micrologie Interact.	311	305
Assubel & Associés	380	385	Mitsubishi	135	130
Assubel	380	385	M.M.M.	440	440
Banque	440	450	Wolff	176	165
B. de France & Associés	385	381	Wolff	176	165
B.C.M.	880	880	Wolff	176	165
B.P.	405	400	Wolff	176	165
Banque Paribas	885	880	Wolff	176	165
Banque	810	810	Wolff	176	165
Chèque de Lyon	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Paris	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Rouen	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Strasbourg	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Toulouse	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Nancy	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Orléans	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Reims	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Saint-Étienne	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Valenciennes	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Lille	870	870	Wolff	176	165
Chèque de Metz	870	870	Wolff	176</	

Marchés financiers

... Le Monde • Vendredi 25 décembre 1987 25

BOURSE DU 23 DECEMBRE

[illegible]

23/12

SICAV (ad)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 23/12	COURS DES BILLES Achat	vente
Stone-Isle (F 1)	5 515	5 536	5 300	5
ECU	9 980	9 867		348
Aluminium 1100 DM	339 300	339 020	327 500	348
Belgique (100 F)	18 171	18 184	18 000	300
Belgique (100 F)	300 500	300 320	291	91
Denmark (100 Dk)	87 850	87 850	86 500	93
Denmark (100 Dk)	88 630	88 630	87 500	93
Norvège (100 Nkr)	10 424	10 407	9 800	93
Grande-Bretagne (100 £)	10 277	10 280	10 000	93
Grande-Bretagne (100 £)	4 502	4 455	4 300	93
Grande-Bretagne (100 £)	4 502	4 455	4 300	93
Suisse (100 Sfr.)	83 930	83 080	80 500	93
Suisse (100 Sfr.)	83 930	83 080	80 500	93
Suède (100 Svk)	48 050	48 050	47 500	93
Autriche (100 Sch)	4 884	4 957	4 800	93
Espagne (100 pes.)	4 144	4 144	4 070	93
Portugal (100 esc.)	4 223	4 241	4 070	93
Canada (50 cns.)	4 254	4 370	4 270	93

Marché libre de l'or		C.M.
Cochery	184 50
Cochery	135	135

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 23/12	
Or fin (barre en barre)	86800	86800	180
Or fin (monnaie)	86000	86000	255 201
Pièces françaises (20 F)	546	546	541 570
Pièces étrangères (10 F)	425		81 74 50
Pièces anglaises (20 F)	560	565	
Pièces indiennes (20 F)	468	468	
Pièces de 20 dollars	5120	5120	
Pièces de 10 dollars	1150	1150	
Pièces de 5 dollars	925		
Pièces de 50 pence	3400	3400	
Pièces de 10 pence	680	680	
Or Londres	483 25	483 25	
Or Zurich	482		
Or Hongkong	484 05		
Argent Londres	478 95		
C. David, Rouen			180
Copain			255 201
Dubois (en Caste.)			541 570
Sachet			81 74 50
Wassermann (en barre)			250
Nickel			15 12 50
Palladium-P.L.			450
Argent fin P.L.			540
Platine			140 20
S.P.R.			262 20 162 80
St. Laurent de Monro			734
Union			780
Union Desseins			119 30

c : coupon détaché - e : off

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Un mort et dix blessés graves dans un accident du RER

« Un bruit de bombe »

Ph. Ba et L. G.

	Cours initial	Premier cours	Dernier cours
Accor	332	333	332
Agencia Nova	418	418	418
Air Liquide (L.)	519	519	519
Banque Paribas (L)			
Bouygues	2230	2230	2240
Bouygues	2230	2230	2240
B.P.E.N.	3988	4430	4430
Camifrance			
Chemicals S.A.	769	760	760
Club Méditerranée			
Esca (S&L)			
E.P.A.			
Exelco			
Leclercq			
Lycam des Eaux	1230	1220	1240
Melchior	192	194	195 40
Mercator (L)			
Midi-Marseilles	1850	1810	1825
Navig. Marse.	744	748	748
Oréal (L)			
Parasol (L)			
Pinet-Godin	428	430	434
Sancor			
Saurin Parier	626	632	630
Thomson (L)			
Tout-C.F.P.			
Yatco	424	425	425

A B C D E F G

J.M. WESTON

**Les ventes spéciales annuelles
de chaussures pour homme
auront lieu les**
mardi 5, mercredi 6, jeudi 7 janvier.
114, avenue des Champs-Élysées
98, boulevard de Courcelles
97, avenue Victor-Hugo
49, rue de Rennes

**Les soldes de chaussures pour femme
auront lieu les
mardi 12, mercredi 13 janvier
dans les 4 magasins**

Moscou admet la participation de ses forces pour briser le siège de la ville de Khost

J.-C. P.

Le dilemme du dissident estonien

● Un des plus anciens réfugiés vient d'obtenir son visa. Après dix-sept ans d'attente, M. L. Shapiro a été autorisé à émigrer en Israël avec sa famille. Le Monde du 5-8 juillet avait publié le texte d'une lettre de sa fille Naomi, 16 ans, demandant à M. Gorbatchev de pouvoir rejoindre ses grands-parents à Jérusalem.

● Deux soldats syriens tués à Beyrouth-Ouest. — Deux soldats syriens ont été tués mercredi 23 décembre, en début d'après-midi, dans le secteur musulman de Beyrouth, a-on indiqué de source policière. Selon des témoins, les passagers d'une voiture ont ouvert le feu sur eux et l'armée syrienne a riposté. Au cours de ce duel, deux soldats syriens, quatre autres otages anti-syriens ont été parés par Beyrouth-Ouest et ont fait trois morts et deux blessés. La majorité des attaques contre l'armée syrienne orientée à Beyrouth depuis février ont été revendiquées par le « Battalion de la libération 3 ». — (AFP)

Le numéro du « Monde »
daté 24 décembre 1987
a été tiré à 462 812 exemplaires

Boules de cristal

Bon, c'est pas tout ça, maintenant que je vous ai tiré les cartes, je vous tire ma révérence. Je me casse pour les fêtes. Et son retour, qu'est-ce qui m'attend ? Silence et bouche cousue. Déjà que mon directeur me soupçonne de vouloir lui piquer sa place ! Si je vous racontez ce qu'il y a dans ma boîte, lui, la boude, il la perdrait !

CLAUDE SARRAUTE

SOLDES -50% & PLUS
COLLECTIONS HIVER : ESCADA, COVERI, MAX MARA...
Sandie Shift Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h
4, RUE MARBEUF (1^{er} ETAGE) PARIS 8

LIQUIDATION TOTALE
GRANDES MARQUES HOMMES ET FEMMES

Jupes	300 F	Pantalons	200 F
Robes	400 F	Vestes	500 F
Tailleurs	900 F	Costumes	900 F

Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h, Dimanche inclus.
58, Fbg SAINT HONORÉ (1^{er} ÉTAGE) PARIS 8^e.

Le Monde
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS**

24 heures sur 24 — 365 jours par an

ABONNEZ UN AMI POUR LES FÊTES

36.15 TAPEZ
LEMONDE

puis code **ABO**